



HAL
open science

Étude du processus de résilience urbaine : l'exemple du quartier de Trochevo à Varna, Bulgarie

Maiwen Roudaut

► **To cite this version:**

Maiwen Roudaut. Étude du processus de résilience urbaine : l'exemple du quartier de Trochevo à Varna, Bulgarie. Architecture, aménagement de l'espace. 2015. dumas-01764515

HAL Id: dumas-01764515

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01764515>

Submitted on 12 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Mémoire de séminaire : conditions de consultation

Ce document est protégé par le droit d'auteur (art. L. 112-1 du Code de la propriété intellectuelle).

L'auteur du document accorde les droits d'usages suivant :

	OUI	NON
Consultation sur place	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Impression	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Diffusion Intranet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Diffusion Internet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exposition	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Publication non commerciale	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**ÉTUDE DU PROCESSUS DE
RÉSILIENCE URBAINE:**

*L'EXEMPLE DU QUARTIER DE TROCHEVO
À VARNA, BULGARIE*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Maïwen ROUDAUT
S87 – Mémoire Séminaire Images de Ville
ENSA TOULOUSE - Collectif CRAB

Équipe enseignante :

Clara SANDRINI

Carl HURTIN

Noël JOUENNE

Nadja MONNET

Pierre WEIDKNET

Mohamed ZENDJEBIL

Encadrants doctorants :

David ESTEBAN

Florian FAURISSON

Thomas LEQUOY

LECTEUR : Noël JOUENNE

RELECTEUR : Florian FAURISSON

Septembre 2015

SOMMAIRE

PARTIE I : ETAT DE L'ART : territoire – perception - résilience

I – Le territoire, construction socio-spatiale	19
I.1 Le jeu de relation entre individus et support physique	19
I.2. Construction de la territorialité par l'appropriation	21
I.3. Les interactions constituent le fait urbain	24
I.4. Lien entre aménagement et appropriation	29
II – La perception	34
II.1. Le processus de perception	34
II.2. La ville, une écriture à plusieurs voix	38
II.3. Recherche d'un référent passé	39
III – La résilience d'un système spatial	45
III.1. Définition	45
III.2. Résilience d'un système spatial	47
III.3. Vulnérabilité	51
III.4. Le temps de la mutation	58

PARTIE II : À LA DECOUVERTE DE LA BULGARIE : introduction au terrain d'étude

I – Histoire de la Bulgarie	67
I.1 La Bulgarie jusqu'au XVIIe siècle	67
II.2 Indépendance de la Bulgarie	73
II.2 La Bulgarie sous le régime socialiste	77
II- La ville de Varna, « entre terre et mer »	85
II.1 Intégration européenne	85
II.2 Histoire de Varna	88
II.5 Varna aujourd'hui	92

III – Plan directeur de la ville de Varna	103
III.1 volonté d'intégration européenne	103
III.2 Protection culturelle et environnementale :	
mise en avant d'une identité	105
III.3 Le statut des micro-rayons	107
III.4 Continuité d'une structure mono centrique	108
III.5 Les acteurs et moyens d'agir	110

PARTIE III : EXPLORATION DE TROCHEVO : étude du quartier.

I - Présentation du terrain d'étude :	117
le quartier de Trochevo à Varna	
I.1 Le micro rayon de Mladost	117
I.2. Le quartier de Trochevo	118
I.3 Fonctionnement du quartier de Trochevo.	120

**II - Observation des moyens mis en place par les habitants
lors de la transition post socialiste face au basculement politique
et au changement économique**

	127
II.1 Appropriations des habitants	127
II.2 Un héritage rural	136
II.3 Co-production de l'espace urbain, entre usage et programmation	138

III - Dynamique habitante

143	
III.1 Agir en commun	143
III.2 Les habitants, acteurs de la résilience	145
III.3 Les facteurs permettant l'initiative habitante	147

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

INTRODUCTION

Prémices d'une réflexion

A l'origine de la réflexion, des observations. La ville est faite d'autant d'éléments hétérogènes que de points de vue. Puis des interrogations, sur ce qui fait la diversité de la ville à travers le temps, sur la transformation des espaces urbains se chargeant de nouvelles significations.

Mes premiers questionnements s'orientent vers ce que ressentent les habitants dans un espace, l'action et les expérimentations qui en découlent. Comment celles-ci évoluent-elles ? En quoi les perceptions sont-elles coproductrice de l'espace ?

En effet, l'espace urbain est défini ici comme un outil mobilisateur, de rencontre de l'imaginaire et du sensible. Cette expérience urbaine permet de parler de l'espace à l'aide de variations émotionnelles renvoyant à une histoire, une culture personnelle ou collective, des valeurs, des rencontres, etc.

L'observation de ces différentes perceptions et leurs représentations revient à un va et vient entre l'observateur et l'environnement. Il choisit, organise, trie, amplifie, filtre. L'image mentale d'un individu est faite de sensations immédiates mais également de souvenirs de l'expérience passée, guidant l'action.

Chaque perception influence alors une manière de vivre et donc une appropriation des espaces. Ce sont ces diverses approches qui font la diversité de la ville, cohabitant à travers le temps. Ces actions renvoient à de multiples dimensions personnelles, collectives ou bien encore affectives qui font le degré d'indétermination de la ville.

Je me suis donc intéressée à des espaces appropriés par ses habitants, à leur faculté de les interpréter différemment et qu'elle était la place de l'architecture dans ce degré d'indétermination.

Le premier travail dans le cadre du séminaire « Images de ville » a consisté, à partir d'un travail sur dix photos, en la définition plus précise d'un sujet.

Les dix images choisies font appel à des visions différentes de la durabilité et au degré d'indétermination de parties de villes se positionnant avec le temps. Ainsi comment les populations perçoivent-elles les mutations temporelles, comment s'adaptent-elles face à des mutations parfois brutales ? En effet, l'organisation d'un espace n'est jamais figée, ni dans le temps, ni dans l'espace. Il évolue en fonction des usages, usagers, acteurs. La ville en recomposant ces espaces, est le lieu de confrontation entre désirs, besoins, et réponses, satisfaites ou non.

Les images du thème « percevoir l'espace et le temps » sont la structure de cette réflexion sur le rapport entre les comportements et les formes se déployant dans l'espace et dans le temps. Elles mettent en avant une perception que peut avoir un habitant dans ce processus d'appropriation et celle que peut avoir un second acteur, l'architecte, urbaniste. Le premier point de vue «modulable à volonté» est celui d'un habitant et de sa maison. On peut lire ici, un attachement fort à la maison individuelle, et à la liberté d'usage correspondant aux extensions et aux besoins des habitants. Ces particularités propres à chaque usager forgent l'identité du lieu. Un second point de vue « identité chromatique» concerne une volonté d'identifier et de personnaliser et est apporté par un architecte. Il reprend un code fort de la maison individuelle, celui d'une pluralité de couleur de façade, sur un logement collectif. On veut lire ici une caractéristique permettant la reconnaissance. On peut voir sur ces deux cas que chacun a une perception différente de ce qui fait d'identité d'un lieu et les valorise ou les ignore. D'un côté, elle est directement liée à un usage, de l'autre, en rapport avec une esthétisation.



«Unions»

Confrontations



«Distances»



Patrimonialisation



«Ville du dessous»

Percevoir l'espace et le temps



«Modulable à volonté»



«Identité chromatique»



«Palimpseste urbain»



«Un support pour d'autres mots»

Vivre ensemble



«Coexister»



«Quiétude d'un regard»

Maiwen ROUDAUT - S77 - Séminaire «Images de ville» - 02/10/2014

Illustration 1: Sélection de 10 photos «percevoir l'espace et le temps»
Source: élaboration personnelle

Les espaces urbains sont à la fois architecturaux et existentiels. Ils se transforment continuellement dans l'esprit des habitants et se chargent de nouvelles significations à partir d'une réalité, une cohabitation entre rupture, flexibilité et adaptation. Cette idée est liée aux deux images du thème « confrontations » mettant en relation usage et paysage. Dans la première « unions », l'adaptation de l'urbanité à l'usage est mise en avant, la nature reprenant ainsi ces droits sur le non utile. La deuxième image « distances » illustre la même idée grâce à son contraire où est montrée une appropriation de l'homme que l'on voudrait empêcher. Ce sont donc ces confrontations, mises en relation qui forment l'espace vécu.

Les deux images précédentes montrent que le bâti porte en lui des usages, des croyances. Les mutations urbaines correspondent à autant de programmes, soit en continuité, soit en rupture. Ces différentes manières de concevoir se superposent telles des strates laissant des traces plus ou moins visibles. L'image suivante « palimpseste urbain » est un cas extrême de superposition (physique), du temps, et particulièrement, de manières d'habiter, amorçant l'idée de patrimoine. En effet, les espaces de chevauchent également dans l'histoire, tel un récit des diversités. Cette idée est développée dans les images du thème « patrimonialisation ». La première, celle du lampadaire « prolifération », fait référence à l'expansion modulaire de la maison individuelle. De la même manière, cet objet a été ajouté d'éléments liés à l'usage, mais pose la question du rapport au temps et de sa maîtrise. Dans l'image représentant la cité de Drancy, « ville du dessous », le rapport entre ce qui fut (paysage rural), et ce qui est (grands ensembles) est mis en avant. Ce rapport est d'autant plus fort, que l'organisation de la photographie reprend l'idée de strates. Le nom de « ville de dessous » est la traduction de « suburb » que R. Smithon qualifie d'abîme circulaire entre villes et campagne.

La dernière image nommée « un support pour d'autres mots » du thème principal, « percevoir l'espace et le temps », est la synthèse

des idées développées précédemment. Elle fait référence à la société de consommation, sous un bloc neutre et commun, se cachent les différences sur une manière de vivre. Ces strates de déchets font le lien entre l'uniformisation globale et la volonté de chacun d'être différent. Au sein d'une ville, le vivre ensemble passe par la gestion de la différence interne. Nous avons vu que plusieurs géographies coexistaient, s'articulant autour de représentations variant suivant les circonstances historiques, la perception de chacun d'entre nous ect.. C'est cette diversité et hétérogénéité qui permet l'interculturalité et donc l'exposition des différences à la source du vivre ensemble. Les deux images du thème « vivre ensemble », exposant cette idée, se placent dans l'espace public. D'un côté l'illustration « coexister », met en avant les différences qui nous relient dans un espace partagé. Le titre de la photo « un support pour d'autres mots » évoque également l'ouverture et l'avenir. L'image nommée « quiétude d'un regard » expose une sérénité commune et un regard dirigé vers une même direction. L'image des déchets compressés présente donc l'idée que la ville s'inscrit à la fois dans des strates historiques et spatiales, lieux de différences et de mémoires collectives, éléments qui ont fait la ville et feront la ville de demain.

C'est à partir de ces interprétations d'images que ce sont révélés trois thèmes, constituant le terrain mental. Celui du territoire tel un support de l'action sur lequel viennent se développer une variété de projections individuelles et collectives, celui du processus de perceptions liés à ces projections, et troisièmement celui de la résilience, la capacité d'une ville, d'un espace à absorber les changements sociaux et urbains, un événement brutal, ou encore à faire habiter ensemble ces variations.

Les interactions sont développées par la possibilité d'agir suivant des perceptions individuelles et/ou collectives, basées sur des observations quotidiennes, ancrées dans l'histoire, permettant ainsi l'adaptation ou l'innovation et incitant la ville à absorber les

changements politiques, sociaux, à faire cohabiter ensemble les variations, donnant lieu à un processus de résilience urbain.

La notion de territoire va alors se définir par un jeu de relation entre l'individu et son support physique. La diversité d'approche de la part des auteurs comme G. Di Méo, X Piolle ou J.Lévy et B.Debarrieux sont la matérialité ou non du territoire ouvre sa définition à plusieurs dimensions. Les auteurs comme J. De Rosnay mettent également en avant les interdépendances et les interactions entre ces dimensions an tant que fondement de la dimension territoriale.

C'est la lecture d'A. Berque, « la qualité de la ville, urbanité française, urbanité nipponne », qui m'a amené à m'intéresser plus particulièrement au changement perpétuel présent dans la culture japonaise et son rapport au patrimoine, où la permanence est davantage symbolique que physique, contrairement à une culture occidentale. Mes lectures ultérieures se ont donc orientées vers le territoire comme construction subjective des hommes et donc vers le sensible.

A.S Bailly, par sa recherche sur « la perception des paysages urbains » me permit d'affiner le lien entre le processus de perception et l'action.

Cette réflexion personnelle abouti tout naturellement à m'interroger sur le processus de résilience, terme dont S. Tisseron souligne avec justesse la pluridisciplinarité et met en évidence dans son livre « La résilience », la nécessité de bien définir le cadre dans lequel s'inscrit cette démarche.

S. Tisseron dans son livre « la résilience » met en évidence la pluridisciplinarité de ce terme et la nécessité de Je me suis ainsi appuyée sur les textes de L.Gagnol et O.Soubeyran sur le changement climatique en Afrique du Sud sahélienne afin de poser les notions de stratégies d'atténuation et d'adaptation, avec parfois sur le long terme des effets contraires aux résultats escomptés. L'étude s'est donc centrée sur les propres capacités qu'ont les usagers, les habitants de trouver en eux des solutions adaptées aux changements.

Cette théorie a été rapidement liée au terrain d'étude, celui de la ville de Varna en Bulgarie et continuera de nourrir les réflexions sur ce pays. Ce travail est constitué dans un premier temps par une analyse historique et culturelle de la Bulgarie afin de comprendre le contexte particulier dans lequel s'est développé ce pays, puis une spatiale plus précise de la ville de Varna et enfin un travail sur le terrain d'une dizaine de jours dans le quartier de Trochevo à Varna, quartier d'habitation construit pendant la période communiste.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Problématique

L'image met en avant le degré d'indétermination de la ville.

La ville est en grande partie planifiée mais laisse également une liberté, une adaptation dans le temps. Ces parties de ville sont telles des « Plug », ajouts s'auto générant et qui se positionnent dans le temps en fonction des usages de ses habitants. L'image se positionne ainsi sur un fond historique, celui des grands ensembles, photo en noir et blanc. Sur ce fond viennent de greffer des éléments de ville, symboles d'une « nouvelle urbanisation, de modes de vie comme l'habitat pavillonnaire, ou encore de confrontation entre patrimoine et modernité. Petit à petit ces éléments se dissolvent et forment le support de la ville en arrière plan, tel un palimpseste, ces couches support de l'expression du présent.

Elles sont le résultat d'une adaptation du temps à l'espace. Des continuités, l'inchangé, destruction, conservation. Des ruptures et cette notion de non retour, d'un nouveau commencement qui se fait par rapport au passé de ce qui était.

Le changement fait appel à un besoin de sauvegarder les éléments, un besoin de stabilité. L'image montre ainsi deux personnages, qui malgré leurs différences, la frontière qui les sépare, regardent dans la même direction, dans une logique de développement commun. Ces visions expriment des valeurs de durabilité et de transmission de la part de chaque acteur. Les actions des habitants et des acteurs publics sur l'aménagement sont inscrites dans une dynamique spatio-temporelle en perpétuelle évolution. Le profil des habitants au premier plan, support de l'image, constitue alors un socle et une identité où s'inscrivent des mutations douces ou brutales, un héritage commun support de l'expression de la ville.

L'image et celle d'une ville malléable, ancrée dans l'épaisseur du passé, résistant avec ses habitudes, ses valeurs héritées, transmissibles et composant avec le mouvement du temps. Elle met



Illustration 2: Image de la problématique «la ville maléable»
Source: élaboration personnelle

en avant la notion de strates sur lesquelles se développent la ville et sa faculté à absorber les strates futures. Elle pose ainsi alors la question de la résilience, la capacité d'une ville à ingérer et à digérer ces changements, à s'adapter aux évènements, l'obligeant à se réorganiser.

Les habitants sont le support de cette adaptation, chacun ayant une perception différente des mutations temporelles entre permanences et impermanences.

Ainsi comment l'action des habitants peut s'inscrire dans une démarche de résilience urbaine ?

De cette question, découlent alors les hypothèses de phénomènes de résistance plus ou moins forte, basées sur l'importance du rite, la transmission et l'héritage, des ruptures signe de refus ou au contraire de renaissance, des continuités dans la discontinuité ou encore d'adaptations et de cohabitations.

Dans un premier temps, il revient alors de bien définir les dimensions du territoire et cette notion comme une construction socio-spatiale, puis le jeu de perception des habitants comme producteur et transformateur de l'environnement à l'origine d'une capacité à ingérer une perturbation et donc d'un processus de résilience urbaine face à une perturbation,

La seconde partie développe donc l'action des habitants, et la capacité qu'ils ont, ou non, à mettre en place des solutions, issues de facteurs socio-culturels, pouvant s'inscrire dans une démarche de résilience urbaine. Cette partie va avoir recours à un exemple concret, celui de la Bulgarie et d'un quartier d'habitat socialiste à Varna, Trochévo de façon à observer les moyens mis en place par les habitants face au changement politique économique et social de la chute du bloc communiste. Un premier temps sera consacré à comprendre le contexte historique politique et identitaire de ce pays qui s'est construit

autour de dominations fortes, puis de s'appliquer davantage sur les stratégies et les priorités politiques, notamment urbaines, de la ville de Varna, depuis l'intégration du pays dans l'Union Européenne.

Cette introduction au terrain et cette mise en contexte, amène à l'étude du quartier de Trochévo, quartier où sont visibles des appropriations importantes de la part des habitants lors de la transition post socialiste, de façon à faire face au changement politique économique et social. Nous verrons comment se sont mise en place ces mouvements et ce qui a permis cette dynamique habitante, à la source d'un processus de résilience urbaine.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

PARTIE 1 :

ETAT DE L'ART Territoire – Perception - Résilience

I – Le territoire, construction socio spatiale

I.1. Le jeu de relation entre individus et support physique

I.1.a. Processus de territorialisation, de déterritorialisation, reterritorialisation

La notion de territoire revêt des sens très divers. Il peut s'agir d'une portion de terre, d'espace, de sol, ou bien encore d'une étendue juridique. Ainsi le territoire peut désigner des ordres de réalité très différents, tel que le territoire national (la région, la commune etc), ou encore le territoire de la vie quotidienne.

« Le territoire reste dans de nombreux cas une portion d'espace clairement identifié, ressource et produit à la fois d'un processus d'identification et parfois d'appropriation plus ou moins exclusif »¹.

Du latin *territorium*, étendue sur laquelle vit un groupe humain, le terme désigne, dès le XVIIIe siècle, une collectivité relevant de l'autorité d'un Etat. Ainsi, la notion de territoire renvoie à l'espace de domination d'un état et aux questions de frontières, un espace d'exercice de la souveraineté politique.

Dans les années 1980, pour la géographie, la notion de territoire se précise par rapport à celle d'espace, en introduisant le sujet, ses pratiques

¹ VANIER M, « territoires, territorialités, territorialisation, controverses et perspectives », Presses universitaires de Rennes, 2009.

et ses représentations. Ainsi le territoire renvoie à la fois à une institution, à des ressources économiques, à l'identité, ou encore à une communauté. Ces notions ne sont pas forcément opposées. En effet, un territoire institutionnalisé, comme la région, est également basé sur des identités plus ou moins fortes et sur une volonté de ces territoires identitaires à conquérir leur institutionnalisation.

Le territoire désigne donc à la fois une circonscription politique et un espace de vie d'un groupe qui cherche à en maîtriser l'usage, ou qui le défend face à des revendications territoriales ou identitaires.

L'espace est considéré comme un support pour l'action. Le territoire est ainsi un produit du processus de territorialisation, c'est à dire de « l'ensemble des actions, des techniques et des dispositifs d'actions qui façonnent la nature ou le sens d'un environnement matériel ». Le territoire est donc le résultat d'un processus par lequel l'homme s'approprie l'espace.

Cet espace est en permanence remis en question par les projets qu'il porte. Ainsi, les dynamiques de déterritorialisation, reterritorialisation, c'est à dire d'instabilité et de mouvement issues de processus d'emprise ou de déprise de la part des acteurs, sont caractéristiques de la territorialisation, faisant du territoire un construit instable et éphémère.

I.1.b. Territoire et territorialité

La définition du territoire soulève des désaccords entre l'opposition qu'émettent certains auteurs entre les notions de territoire et de territorialité.

G. Di Méo défend la matérialité du territoire comme « fondement des représentations qui en sont faites »² « la représentation trouve son origine

² DI MÉO G, « De l'espace subjectif à l'espace objectif : l'itinéraire du labyrinthe », *L'espace géographique*, n° 4, p. 359-373, 1991.

dans l'objet. Elle part de l'essence, des dispositifs spatiaux ».³ X. Piolle⁴ doute lui de la matérialité du territoire. Il oppose territoires, surface de terre délimitée exploitée par une communauté, et territorialités, caractère d'un territoire et propose l'analyse des relations entre territoires, institutionnalisés, et territorialités, pratiquées par les populations.

Pour J.Lévy, B.Debarbieux, JP. Ferrier, la territorialité intègre une notion symbolique, la valeur que l'espace représente pour un groupe donné, et constitue le fondement de son identité. Ainsi territoires et territorialités sont complémentaires, les territoires et réseaux se conjuguent « les lieux ne sont pas indépendants des liens »⁵. B.Elissalde⁶ précise ainsi que les idées guident les interventions humaines sur l'espace terrestre. Les interactions entre les actions des habitants se font sur les supports matériels et suivant les systèmes de représentation. Il y a donc une prise en compte des acteurs et leurs imaginaires guidés par leur vision du monde, « le monde est institué par les individus en fonction de leurs actions et de leurs intentions »⁷.

La territorialité exprime donc une relation au territoire qui se déploie du collectif à l'individuel, relatant la « multidimensionalité » du vécu territorial des individus s'inscrivant dans la quotidienneté.

I.2. Construction de la territorialité par l'appropriation

I.2.a. Articulation de l'espace au social

³ DI MÉO G, « De l'espace subjectif à l'espace objectif : l'itinéraire du labyrinthe », *L'espace géographique*, n° 4, p. 359-373, 1991.

⁴ PIOLLE X, « Mobilités, identités, territoires », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 65, no 3, p. 149-154, 1990.

⁵ DEBARBIEUX B, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'espace géographique*, no 2, p. 97-112, 1995.

⁶ ELISSALDE B, « Une géographie des territoires », *L'information géographique*, Vol 66, N°66-3, p193-205, 2002.

⁷ DEBARBIEUX B, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'espace géographique*, no 2, p. 97-112, 1995.

La notion de territoire renvoie à un jeu de relations entre les individus et le support physique. Il met en avant la présence d'acteurs dans un espace.

F. Auriac et R. Brunet définissent le territoire comme un « espace informé par l'ensemble des signes à disposition d'un groupe social pour traduire spatialement sa culture ». ⁸ Les auteurs insistent sur l'échelle locale comme territoire de l'identité, « l'expression commune de l'individu spatial ». ⁹ Alors, le concept d'appropriation est l'articulation fondamentale de l'espace au social permettant « de régler la question de savoir si c'est l'espace où les acteurs dans l'espace qui agissent ». ¹⁰

I.2.b. Contrôle territorial

M. Le Berre associe trois idées à la notion de territoire. Premièrement celle de la domination liée au pouvoir, celle du contrôle territorial, ou encore celle des limites matérialisées par des frontières. A cela, elle ajoute l'idée que « tout groupe social a comme objectif d'assurer sa reproduction au cours du temps. Pour se faire il s'approprie, façonne une portion de l'espace ». ¹¹ C'est pourquoi le territoire peut être défini comme une portion d'espace appropriée par un groupe social. Le résultat est la production d'un territoire doté dans le temps d'une certaine stabilité.

« La portion de la surface terrestre délimitée et aménagée par une collectivité selon ses besoins ; il contient l'idée d'autorité s'exerçant sur une surface dont les limites sont reconnues, et celle d'utilisation et

⁸ AURIAC F, BRUNET R, « *Espaces, jeux et enjeux*, Nouvelle encyclopédie des sciences et des techniques, Paris, Fayard-Fondation Diderot, 1986.

⁹ ibidem

¹⁰ ibidem

¹¹ ibidem

d'aménagement par un groupe social qui se l'approprie »¹²

En associant la notion de territorialité au concept d'appropriation, celle-ci devient alors « un comportement visant à constituer une zone contrôlée par un individu ou un groupe. Le contrôle territorial s'accompagne d'un marquage qui se fait, entre autres, par des objets personnels évoquant ainsi une identification psychologique de l'individu à son territoire et manifeste un usage exclusif ou une possession légale »¹³

Le processus d'appropriation permet une maîtrise ou un contrôle de cet espace et peut s'exercer par une mise en place de frontières et seuils, afin de distinguer ce qui est privé, du public. En effet, des stratégies sociales se construisent continuellement pour protéger la distinction spatiale entre ce qui relève du privé et du public.

I.2.c. Processus d'identification

Le processus de construction de la territorialité passe par un processus d'identification de l'espace (marquage, aménagement). Il met en avant le lien au territoire comme marqueur identitaire fort et donc un rapport d'appartenance au territoire.

L'appropriation est une relation ou une dynamique entre soi et l'espace ou un groupe d'individus et l'espace. Cette relation passe par l'établissement de la propriété d'ordre morale, affective, symbolique.

La notion de territoire fait appel à des registres culturels tel que la langue, la religion, l'histoire etc.

Ainsi, «*Si l'appropriation de l'espace est analysée comme un processus, c'est-à-dire comme le développement matériel et symbolique de*

¹² LE BERRE M, "Territoires", *Encyclopédie de Géographie*, Paris, Economica, p. 601-622, 1995.

¹³ SERFATY GARZON P, « le chez soi, habitat et intimité », *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, ed Arman Colin, Paris, 2003.

*pratiques dans un espace circonscrit et culturellement défini, il conduit à ce que l'on nomme en France le chez soi ».*¹⁴

En effet, l'être humain définit son territoire et l'habite, le transforme suivant ses besoins, s'adapte, le pérennise. On peut parler alors de plusieurs territoires. Le Jeu des différents acteurs est crucial dans la définition du territoire, différents imaginaires se superposent alors, cohabitent et construisent le territoire. C'est pourquoi la prise en compte de la diversité des lieux, des acteurs, des imaginaires et de la construction subjective est indispensable.

I.3. Les interactions constituent le fait urbain

I.3.a. Dimensions des territoires

Premièrement, qualifiée par R. Lagnier, B.Villalba et B.Zuindeau de dimension identitaire, un territoire est une « entité spatiale dotée d'une identité propre »¹⁵. Cette identité peut être donnée par un nom, la manière dont les groupes sociaux vont l'habiter, se le représenter, se l'approprier et le font exister. En cela tout territoire résulte d'une appropriation par un groupe social et devient une entité identifiable.

Deuxièmement, le territoire possède une dimension matérielle. R. Lagnier, B.Villalba et B.Zuindeau¹⁶ définissent le territoire comme « un

¹⁴ SEGAUD M, « Logement et habitat, l'état des savoirs », L'état des savoirs, ed La découverte, Paris, 1998.

¹⁵ LAGANIER R. VILLALBA B. ZUINDEAU B, « le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire », Approches territoriales du Développement Durable, 2002. Mis en ligne le 01 septembre 2002, consulté le 06 janvier 2015. URL : <http://developpementdurable.revues.org>

¹⁶ LAGANIER R. VILLALBA B. ZUINDEAU B, « le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire », Approches territoriales du Développement Durable, 2002. Mis en ligne le 01 septembre 2002, consulté le 06 janvier 2015. URL : <http://developpementdurable.revues.org>

espace doté de propriétés naturelles définissant des potentialités ou des contraintes, des propriétés matérielles résultant de l'aménagement »¹⁷ (Réseaux en interaction organisés par les acteurs, à plusieurs échelles). En effet, un territoire possède un cadre naturel dans lequel vient s'inscrire l'action de l'homme, actions visant à assurer son maintien dans le temps. L'aménagement, structuré par des repères, des signes qui participent également à lui donner son identité. Cependant, la notion de territoire ne peut être des fois reconnue qu'au sein d'une communauté. C'est le cas des tribus nomades, où celle-ci ne résulte pas d'une possession légale ou de marques d'appropriations, car nomades, mais plutôt de marquages culturels et identitaires, signes de la domination d'un groupe sur un autre.

Troisièmement, il possède une dimension organisationnelle. Le territoire est défini alors comme une « entité dotée d'une organisation d'acteurs (habitants et institutions), des rapports de hiérarchies (...) entre eux et de complémentarité ».¹⁸

Pour conclure, B. Elissalde¹⁹ propose un schéma de pensée. Il met en place une enveloppe correspondant à l'espace terrestre sur laquelle vient se développer l'espace construit. Dans la suite de la réflexion je me focaliserai donc sur une des définitions possibles du territoire, en rapport avec le territoire urbain, celui de la ville. B. Elissalde pose ainsi trois systèmes en relation dans la notion de territoire : entre les acteurs en relation, avec l'espace géographique défini comme l'espace aménagé par les acteurs et constitué du milieu naturel, influençant l'organisation de cet espace géographique, des réseaux et constructions, de l'espace politique ainsi que des rapports sociaux, et enfin avec les représentations qui résultent des idéologies et valeurs. (*illustration 1*)

I.3.b. Interdépendances

¹⁷ ibidem

¹⁸ ibidem

¹⁹ ELISSALDE B, « Une géographie des territoires », *L'information géographique*, Vol 66, N°66-3, p193-205, 2002.

Cette inscription pluridisciplinaire du territoire revient à réfléchir aux interactions entre les dimensions identitaires, matérielles, et organisationnelles lui permettant de fonctionner. « *La ville peut être considérée comme un système dans lequel les interactions entre les individus et les organisations, par l'intermédiaire de moyens de communication, permettent d'assurer les grandes fonctions du système urbain* »²⁰

La dimension territoriale est également liée à des interdépendances s'inscrivant sur différents plans.

Premièrement, l'interdépendance dans le temps. Les effets d'une action ne se limitent pas à un temps présent. En effet, la considération du long terme a montré des incidences visibles. De même, nos actions ne doivent pas être seulement réfléchies à partir de leur impact futur. Ainsi passé, présent et futur sont reliés par un même lien temporel.

Deuxièmement, l'interdépendance spatiale. Le territoire lui même est le lieu d'interdépendances. En effet, en s'inscrivant dans un ensemble de connectivités et de réseaux, ainsi les conséquences d'un bouleversement peuvent déboucher sur un second territoire imbriqué dans le premier.

Enfin l'interdépendance des domaines. Comme défini précédemment, les différents domaines (sociaux, économiques) s'influencent mutuellement.

(illustration3)

²⁰ DE ROSNAY J, « Le macroscopie, vers une vision globale ». Éditions du Seuil, Paris, France, 1975.

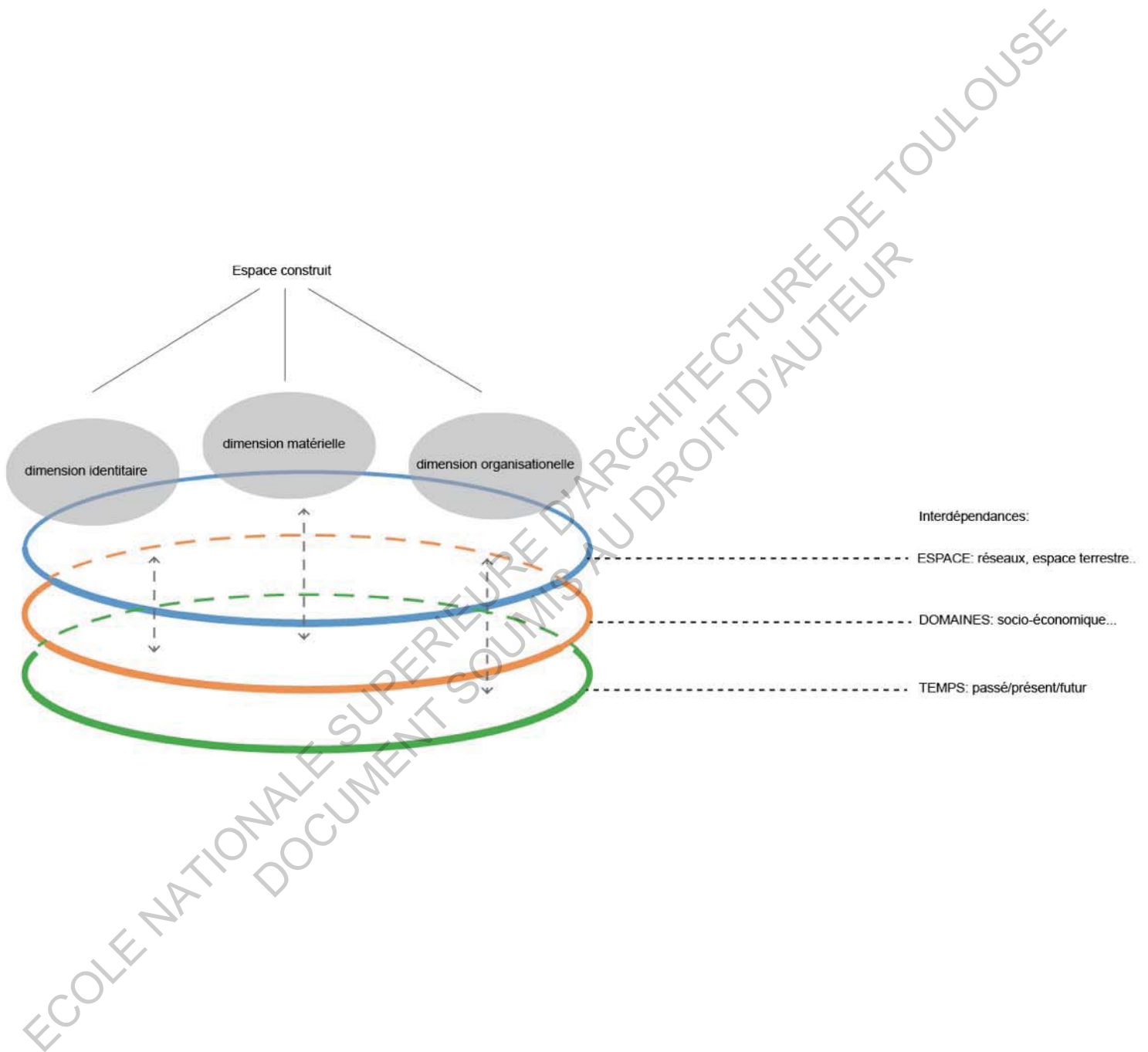


Illustration 3: Inscription pluridisciplinaire du territoire
 Source: élaboration personnelle

I.3.c. Le territoire, construction subjective des hommes

A. Berque qualifie « d'urbanité de la ville » la cohésion propre à chaque ville. Le sens d'une ville est donné à la fois par une dimension subjective, manière dont les habitants la perçoivent et une dimension objective, sa forme. Cette ambivalence (« médiance »²¹) fait l'urbanité.

*« La nature ou la qualité d'une ville c'est tout à la fois sa forme matérielle, et la manière dont les habitants la vive, la perçoivent et la représente ».*²²

Apparaît alors la nécessité de multiplier les approches sensorielles car la ville n'a pas une seule signification. Des valeurs esthétiques et éthiques partagées nourrissent le sentiment d'attachement à un lieu, support social. « Un quartier urbain n'est pas seulement défini par des facteurs géographiques et économiques, mais aussi par la représentation que ses habitants et que ceux des autres quartiers ont de lui ».²³

En investissant le sensible, le territoire est donc une construction subjective des hommes. Elle peut être une perception commune, et partagée et met en avant l'intérêt de certains groupes à délimiter des frontières, à construire des limites investies d'un contenu symbolique et portées par une reconnaissance commune. La territorialité étant bien cernée, son institution est facilitée. Ces frontières se trouvent parfois imposées lors de guerres ou de traités. A défaut d'un territoire reconnu et partagé, est alors mis en avant celui ce l'aire culturelle déterminé par la langue, la religion, l'histoire etc.

²¹ BERQUE A, « la qualité de la ville, urbanité française urbanité nipponne », Paris, édition Publication de la maison Franco-japonaise, pIV, 1987.

²² ibidem

²³ DE VILLANOVA.R, ROSE DUARTE.C, « Nouveaux regards sur l'habiter : Outils et méthodes, de l'architecture aux sciences sociales », Le Manuscrit, Paris, p82, 2012.

I.4. Lien entre aménagement et appropriation

I.4.a. Le rythme de production socio-spatiale

Le choix a été fait de se concentrer sur un territoire comme celui de la ville, habité par un groupe sédentarisé.

Ils s'agit ici d'aborder le temps durant lequel se jouent les arbitrages entre le social et le spatial et ainsi de poser la question du rythme de production socio-spatial de la ville et le besoin d'une réflexion interdisciplinaire à ce niveau. Ce rythme met en évidence deux états de la ville, un état antérieur et un postérieur, qui ne peuvent exister l'un sans l'autre. Il n'y a ainsi pas d'opposition entre deux états de ville, pas de changement sans permanence, mais un avant et un après.

I.4.b. La complémentarité, source d'innovation

B. Pradel²⁴ prend l'image d'une pièce et ses deux faces qui ne peuvent être séparées sans la disparition de l'objet. Ainsi la ville a plusieurs visages. Il pose le principe que la ville est fondée sur la dualité dont le processus l'animant serait la réversibilité. Appliqué au fait urbain, ce tourbillonnement est la relation entre les usages sociaux (« libres courants de la vie sociale »²⁵) et les fonctions spatiales (dispositifs matériels imposant un cadre). Il n'y a pas d'opposition entre ces fonctions sociales et ces fonctions spatiales mais de la complémentarité. Le processus se terminant par un nouvel agencement un nouvel usage.

Un système se structure et se maintient donc par le biais des différences et des complémentarités. En effet, les modifications des trames urbaines

²⁴ SCHERRER F, VANIER M, « *Villes, Territoires, Réversibilités* », Colloques de Cerisy-la-Salle, ed Hermann, Paris, 2010.

²⁵ Ibidem (p240)

reposent sur l'aptitude des villes à se renouveler. Elles mettent en avant la construction de la ville sur la ville à partir de différents processus (démolition, conservation, transformation, abandon, réutilisation). L. Serra²⁶ pose la question de la trame, de la structure, de ce qui ne bouge pas quand nous bougeons. Elle définit la trame comme invariable et le bâti comme variable et évolutif. Ces deux éléments étant interdépendants. En effet, « tout changement pour réussir doit s'appuyer sur la permanence »²⁷. F.Scherrer²⁸ développe cette idée de complémentarité. Selon lui, les trames viaires et foncières sont des guides pour le développement urbain. La trame permet d'inscrire la ville dans la continuité. Il pose ainsi le principe de rémanence, c'est à dire de la « persistance d'un état après la disparition de sa cause »²⁹, comme un courant de pensée « d'innovation dans la continuité »³⁰.

P.Panerai³¹ prend l'exemple de la grille. Celle-ci reste ouverte et permet les reconversion (exemple de la ville de Chicago, où la reconstruction après l'incendie, a été effectué sur la même grille, avec des réinterprétations différentes). La grille assure donc autre chose qu'un patrimoine figé et permet le mélange des fonctions et donc une certaine mixité.

Le territoire de la ville est ainsi vu tel un socle, une « plateforme ouverte » dont les contours sont dessinés (héritages), source de repères, où vient se développer des interactions intégrant le sensible, les diversités de cultures etc. Cette multiplicité de mouvements au sein d'un territoire produit l'inattendu, source d'innovation.

²⁶ SCHERRER F, VANIER M, « *Villes, Territoires, Réversibilités* », Colloques de Cerisy-la-Salle, ed Hermann, Paris, 2010.

²⁷ SCHERRER F, VANIER M, « *Villes, Territoires, Réversibilités* », Colloques de Cerisy-la-Salle, ed Hermann, Paris, p17, 2010.

²⁸ SCHERRER F, VANIER M, « *Villes, Territoires, Réversibilités* », Colloques de Cerisy-la-Salle, ed Hermann, Paris, 2010.

²⁹ Définition de la rémanence, larousse.fr/encyclopédie, consulté en juillet 2015.

³⁰ ibidem

³¹ ibidem

Conclusion

La notion de territoire fait appel à différentes dimensions en interactions entres-elles.

Premièrement une dimension politique, celle d'un contrôle territorial s'appuyant sur la mise en place, pour les groupes sédentarisés, de limites et de frontières pour fonctionner.

Deuxièmement, le territoire, en tant qu'organisation d'acteurs en interaction, possède également une dimension organisationnelle.

Troisièmement, le territoire se définit par des propriétés naturelles ou matérielles résultant ou non d'un aménagement. Le territoire est donc issu d'une construction objective, sa forme, mais également subjective, manière dont les habitants le perçoivent.

En effet, le territoire possède également une dimension identitaire. Le territoire est une notion qui renvoie à un jeu de relations entre les individus et le support physique, grâce notamment au processus d'appropriation. En définissant le territoire également par l'appropriation d'un espace par un groupe social, il s'agit alors d'une construction subjective résultant de différents imaginaires mettant en place des marquages d'ordre culturels basés notamment sur la langue, l'histoire, la religion etc mais également sur une identification psychologique d'un individu à son territoire. Cette dimension identitaire peut également s'exercer par la mise en place de frontières et de seuils. En tant que construction socio-spatiale, le territoire serait alors l'affirmation d'un coproduit dans lequel interviendraient les pratiques sociales.

La construction de la territorialité, en articulant l'espace au social, et en faisant le lien entre processus d'identification et contrôle territorial, passe par l'appropriation relevant des différents vécus territoriaux des individus. La territorialité est alors une construction de l'individu ou

d'un groupe d'individus guidés par leurs représentations culturelles, leurs imaginaires, relatant la multidimensionalité des vécus territoriaux.

Les interactions entre ces dimensions créent des interdépendances dans différents plans comme le temps, l'espace (connectivité des réseaux) ou encore entre les domaines économiques, sociologiques, politiques etc qui s'influencent mutuellement.

Le territoire et les interactions qui y entrent en jeu sont donc investis par le sensible d'où l'importance de la prise en compte des acteurs et de leurs imaginaires. En effet, le territoire est issu d'une perception commune et partagée qui va guider la part prise par l'habitant sur la production ou la transformation de son environnement. Cette action va ainsi dépendre des perceptions de chacun.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

II – La perception

II.1. Le processus de perception

II.1.a. L'image mentale, lien entre l'individu et le milieu

Le champ de la perception prend ici en compte les projections subjectives propres à chacun, liées à la culture, l'histoire, les origines. Ainsi la manière de percevoir, se représenter ou donner un sens au milieu dans lequel on vit, varie.

En partant de ce qui est réel, l'individu se construit une image mentale de la réalité, des paysages et des territoires vécus, grâce à ses connaissances, son éducation, ses valeurs, son identité, ses mémoires, ses jugements esthétiques, son appartenance sociale, ses facultés de re-mémorisation, de re-connaissance, d'interprétation et d'évaluation, et ses différents sens. Ces impressions sont construites à partir de différents filtres : culturels, sociaux, économiques et psychologiques. Le processus de perception est le lien entre l'individu et son milieu, entre l'espace réel et ses significations symboliques construites à partir de lui. (illustration 4)

« L'espace n'existe qu'à travers les perceptions que l'individu peut en avoir, qui conditionnent nécessairement toutes ses réactions ultérieures³² ».

En recevant par les sens, par l'esprit, la perception permet une image mentale, une représentation à partir des sensations, dont le contenu se rapporte à un objet, à une situation, à une scène etc, du monde dans lequel vit le sujet. Les images mentales produisent alors des sensations qui construisent un puissant lien entre l'individu et son

³² BONNAIN-MOERDIJK R, A. MOLES et E. ROHMER, « *Psychologie de l'espace* », *Tiers-Monde*, vol. 14, n° 54, pp. 440-441, 1973.

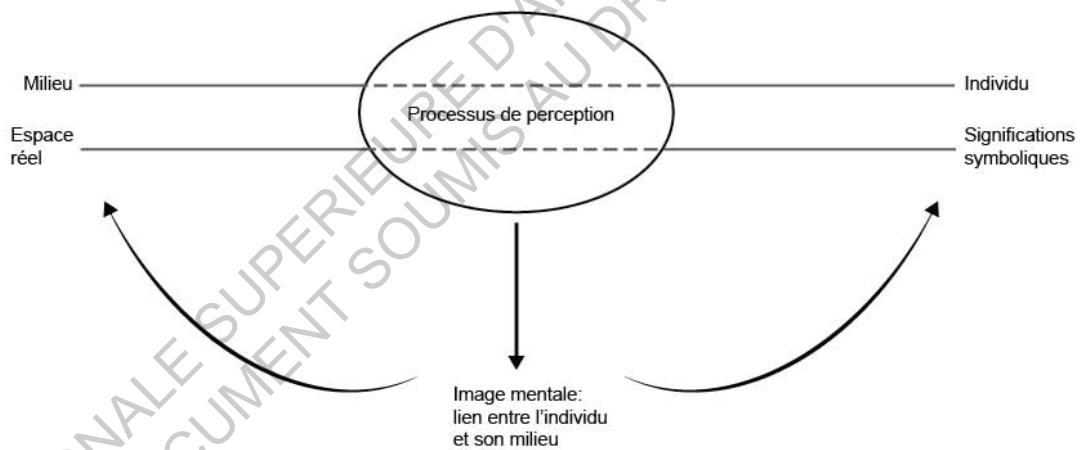


Illustration 4: Le processus de perception
Source: élaboration personnelle

milieu, ce qui favorise la fréquentation et l'appropriation de l'espace voire même son identification.

II.1.b. De la perception individuelle à l'action

Ainsi A.S.Bailly³³ définit le processus de perception ainsi : l'individu agit suite à un processus de perception, en fonction de l'image qu'il se fait de son environnement. C'est alors que d'une perception individuelle naît une action individuelle, déterminée par un habitus, un comportement acquis caractéristique d'un groupe social, l'ensemble créant une action globale. Chacun avec sa perception individuelle participe donc une perception collective engendrant un mouvement global dans la ville. De même, les interactions et les échanges de perceptions entraînent une modification de la perception individuelle. Après avoir examiné, consciemment ou inconsciemment, les informations en fonction de sa personnalité, l'individu prend une décision qui peut mener ou non à l'action. Ainsi la part prise par l'habitant dans la perception permet la production et la transformation de son environnement. (*illustration 5*)

L'action est conduite intentionnellement par un individu qui lui donne un sens et est orienté vers d'autres acteurs sociaux. Des individus mettent alors en place des gestes en fonction de leurs connaissances et de leurs réactions face à une contestation. Chaque individu étant différent, même placé dans des conditions identiques, il ne réagira pas de la même manière. Ainsi la prise en compte de la subjectivité des acteurs est indispensable pour comprendre l'action.

La mobilisation des acteurs repose généralement sur des organisations qui renforcent les possibilités d'actions collectives. Mais il ne suffit pas d'avoir ce mouvement global pour agir, les valeurs, les croyances, les traditions, l'importance portée à des intérêts communs

³³ BAILLY AS, « La perception des paysages urbains (Essai méthodologique) », Espace géographique. Tome 3 n°3, p.211-217, 1974.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

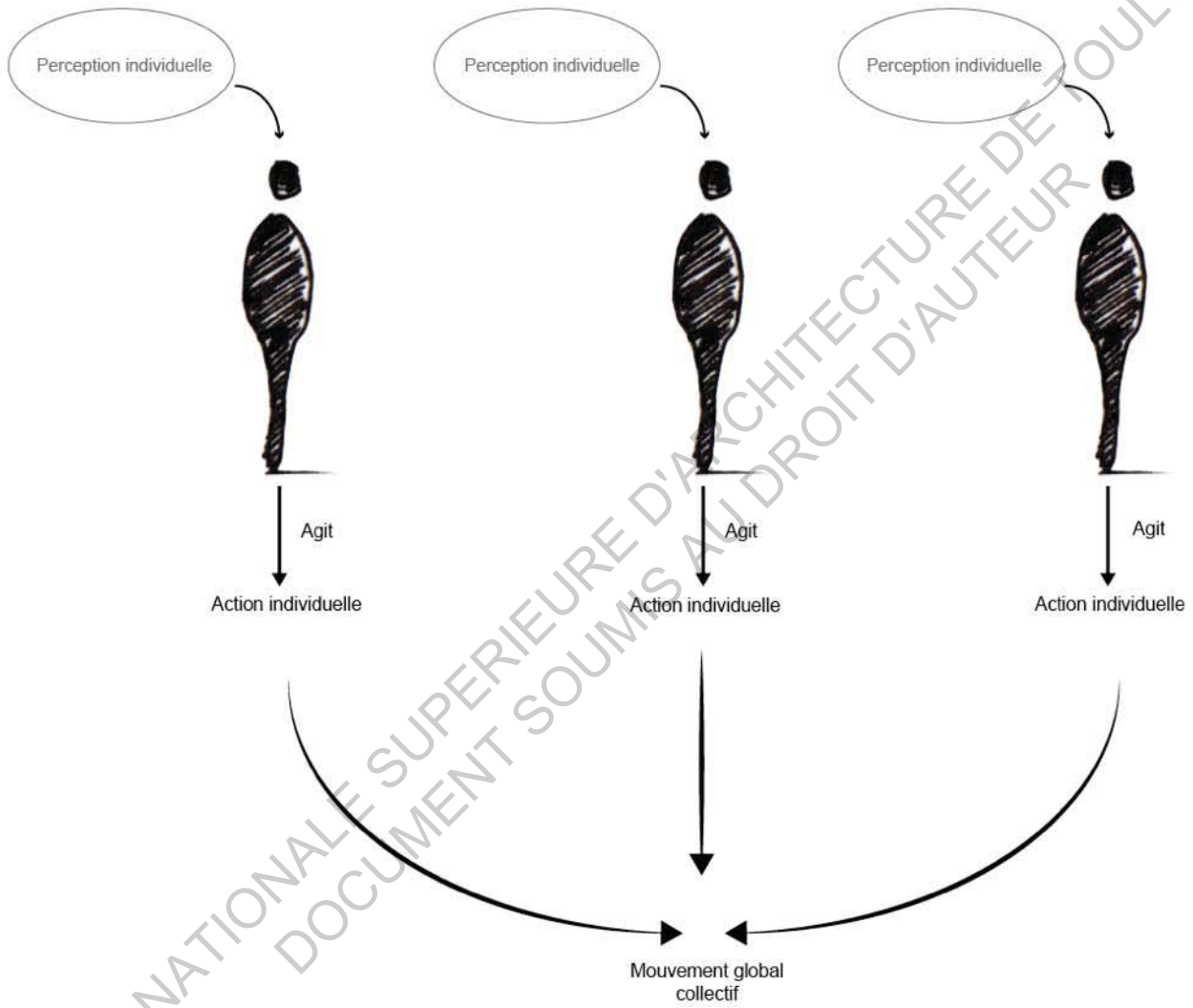


Illustration 5: De l'action individuelle au mouvement collectif
Source: élaboration personnelle

sont autant d'éléments liés aux individus qui déterminent l'action. Ainsi les facteurs socio-culturels, comme l'attachement au milieu, un sens du devoir, des capacités d'organisation, ou bien une communauté où réside une forte solidarité sociale entrent en interaction avec des facteurs personnels et affectifs comme une approche sensorielle, des valeurs esthétiques, une conscience du problème, ou la présence d'un intérêt personnel qui incitent les individus à agir.

II.2. La ville, une écriture à plusieurs voix

II.2.a. Le lieu de relations et d'imaginaires

Bernard Lamizet³⁴ dans « le sens de la ville » « les langages de la ville », aborde la ville comme le support d'expressions multiples, une écriture à plusieurs voix dans une logique de médiation qui organise la ville. En effet, la ville n'est pas seulement un espace, elle est le lieu de relations, d'imaginaires et de fantasmes.

II.2.b. Lieu structuré par des points de référence collectifs.

L'espace urbain est structuré par des signes, lieux de rencontres et de l'échange, qui articulent l'identité, lieux de confrontation de l'identité de l'autre par rapport à laquelle on se structure. La ville accède donc au symbolique, elle est faite de nos représentations. « Il y a une combinaison de traits individuels, de mémoire collective, de points de référence collectifs qui fait le cœur même de l'urbanité. Et qui permet d'attribuer un sens à un lieu en fonction d'une aventure individuelle ». ³⁵

³⁴ LAMIZET B, « les langages de la ville », Paris, Brochet, 1998.

³⁵ LAMIZET B, « les langages de la ville », Paris, Brochet, p17, 1998.

II.3. Recherche d'un référent passé

II.3.a. Héritages et transmissions

A. Berque dans « Le sens de l'espace au japon, vivre, penser bâtir », ou bien « la qualité de la ville, urbanité française urbanité nipponne »³⁶ met en avant les variations de perception en comparant la ville occidentale et la ville japonaise, notamment son rapport au temps. Il aborde ainsi la notion d'héritage, de transmission et les flexibilités qui font la diversité de la ville. Les récits se construisent dans des pratiques de mise en commun du drame, d'échanges avec les voisins, de transmission vers des personnes extérieures. Ils témoignent d'une expérience réelle. On peut alors observer une recherche de sens attaché à un référent passé. C'est en cela que la notion de mémoire et notamment de mémoire collective abordée par M.Halbwachs³⁷ est intéressante.

II.3.b. Mémoire collective

La mémoire collective est une mémoire partagée par un groupe social et modèle l'identité. Deux définitions de la mémoire, celle de la mémoire individuelle, et celle de la mémoire collective, interfèrent entre-elles. Premièrement, tout groupe d'individu va se créer une mémoire qui lui est propre, une mémoire collective et individuelle. Mais les mémoires individuelles s'appuient également sur différentes mémoires collectives liées à l'individu. Nos souvenirs sont donc en parti modelés par la société et notre mémoire individuelle serait alors construite par celle-ci.

³⁶ BERQUE A, « la qualité de la ville, urbanité française urbanité nipponne », Paris, édition Publication de la maison Franco-japonaise, 1998.

³⁷ HALBWACHS M., « La mémoire collective », Presses Universitaires de France, Deuxième édition revue et augmentée, Paris, 1968.

M. Halbwachs distingue la mémoire collective de la mémoire historique qui « ne représente le passé que sous une forme résumée et schématique »³⁸. Pour l'auteur, la mémoire historique est d'abord fondée sur l'oubli. En effet, c'est au moment où l'on pense oublier que le groupe va décider de reconstituer l'histoire. L'oubli est alors pour M. Halbwachs, un processus de sélection.³⁹

Mais la notion d'oubli peut également se définir par rapport à la perte de l'événement due à des ruptures entre générations, exode rural, traumatismes de guerre, dominations etc, ou encore lié à un processus de manipulation politique de la mémoire. Une communauté peut alors se définir autour d'un oubli, assumé ou non.

L'histoire se veut représenter une mémoire universelle mais il n'existe pas de mémoire universelle qui transcenderait les groupes sociaux. Ainsi l'écrit de la mémoire historique est également une interprétation, La mémoire exprime une vérité du présent et non pas du seul passé. En effet, la reconstitution du passé ne se fait qu'à travers des mémoires collectives.

M Halbwachs note que « L'histoire n'est pas tout le passé, mais elle n'est pas, non plus, tout ce qui reste du passé. Ou, si l'on veut, à côté d'une histoire écrite, il y a une histoire vivante qui se perpétue ou se renouvelle à travers le temps et où il est possible de retrouver un grand nombre de ces courants anciens qui n'avaient disparu qu'en apparence. »⁴⁰ Ainsi la mémoire collective s'inscrit dans une mémoire orale basée sur la tradition, et c'est en cela que la mémoire est

³⁸ HALBWACHS M, « La mémoire collective », Presses Universitaires de France, Deuxième édition revue et augmentée, Paris, p37, 1968.

³⁹ HALBWACHS M, « La mémoire collective, mémoire collective et mémoire historique », Presses Universitaires de France, Deuxième édition revue et augmentée, Paris, 1968.

⁴⁰ HALBWACHS M, « La mémoire collective, mémoire collective et mémoire historique », Presses Universitaires de France, Deuxième édition revue et augmentée, Paris, p 52, 1968.

porteuse de valeurs inconscientes influençant nos perceptions.

En effet, les sociétés façonnent les territoires, qui à leur tour s'inscrivent dans un imaginaire collectif. Cet épaisseur du temps est indispensable à un espace pour devenir territoire.⁴¹ C'est ainsi que la mémoire considère l'espace et que l'espace stabilise la mémoire, ces deux mouvements formant le territoire⁴².

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

⁴¹ MARIÉ M, « Un territoire sans nom, pour une approche des sociétés locales », librairie des Méridiens, Paris, 1982.

⁴² PIVETAU JL, citant M. Halbwachs dans « temps du territoire », zoé, Genève, 1995.

Conclusion

Les acteurs sont avant tout des individus, des personnes qui pratiquent l'espace de façon subjective et personnelle. Dans ce sens, la ville est le lieu de relations et d'imaginaires. Le support physique, réel, est déjà impacté par un passé, des identités, une organisation, des institutions etc mais également par des significations symboliques propres à chacun, traversées par des héritages, des transmissions, des valeurs.

Le processus de perception est le lien entre le milieu et l'individu, entre l'espace réel et les significations symboliques construites à partir de lui. Ainsi le milieu agit sur l'individu et l'individu agit sur le milieu. En découle une image mentale, favorisant l'appropriation et son identification par l'individu et ainsi la production et la transformation de son environnement. Cela constitue le fait urbain, c'est à dire, à la fois un espace physique et vécu mais également un lieu d'interactions. Ainsi l'espace n'existe qu'à travers les perceptions que l'individu peut avoir et qui conditionnent toutes les réactions ultérieures. D'une perception individuelle naît une action. Cette action est fonction de facteurs personnels (esthétique, intérêt personnel pour agir etc) mais également de facteurs socio-culturels (valeurs, croyances, présence de solidarités sociales etc). Mais la mobilisation des acteurs ne repose pas sur ces seuls facteurs. En effet, la présence d'organisations renforce les possibilités d'action collectives.

La mémoire collective est une mémoire partagée par un groupe social et modèle l'identité. La mémoire collective s'inscrit dans une mémoire orale basée sur la tradition, porteuse de valeurs inconscientes influençant nos perceptions. Elle se distingue de la mémoire historique écrite, qui donne du passé une vision schématique, caractérisée par l'oubli, assumé ou non, autour duquel une communauté peut se définir. (*illustration 6*)

La possibilité d'agir suivant des perceptions individuelles et/ou collectives développe les interactions. Ces interactions spatiales, sociales et temporelles vont permettre la production et la transformation de l'environnement et ainsi l'adaptation ou l'innovation lors de crises dans un processus de résilience.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

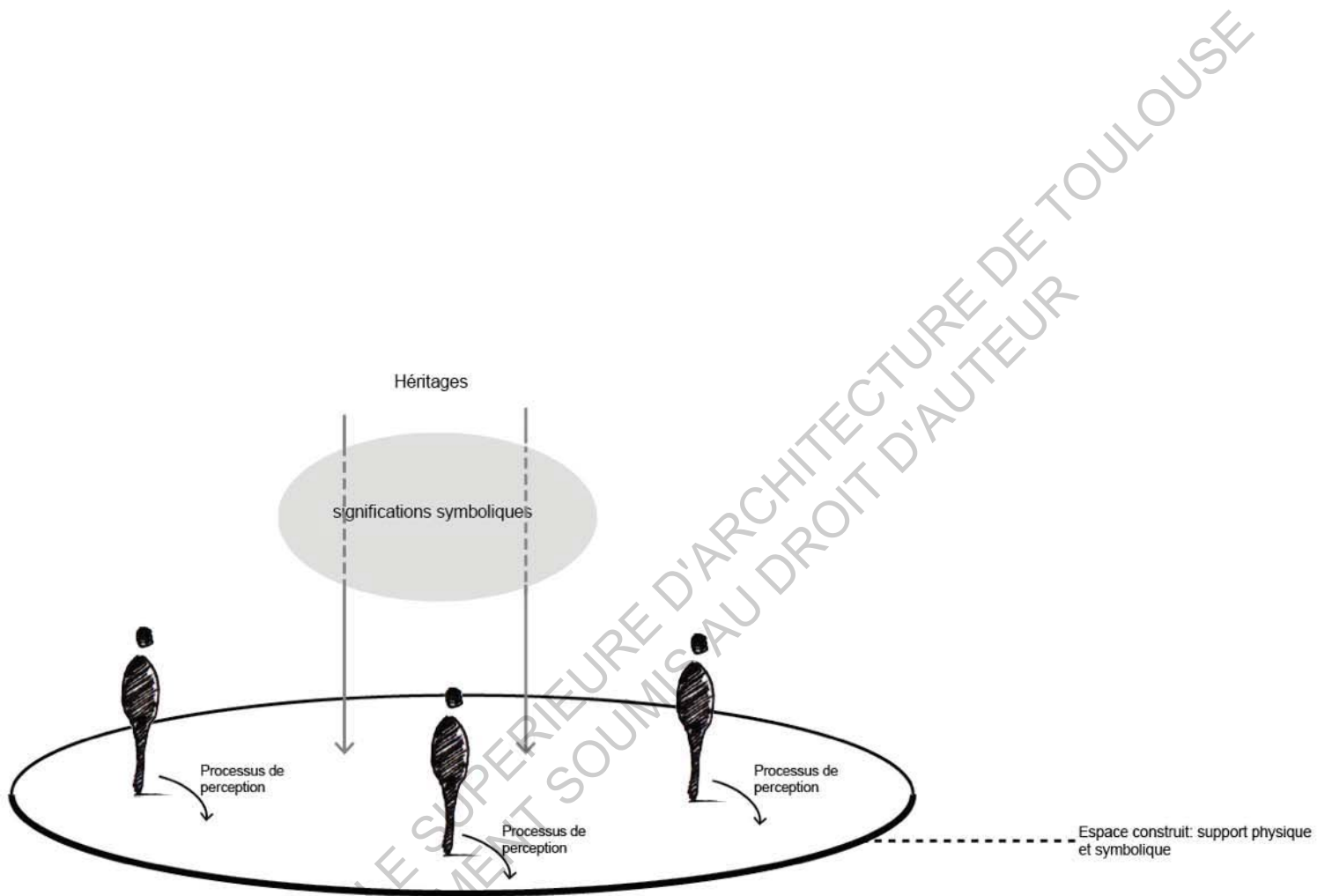


Illustration 6: Conclusion
Source: élaboration personnelle

III – La résilience d'un système spatial

III.1. Définition

III.1.a. Contexte

À l'origine, le mot résilience se place dans le domaine physique (caractéristiques mécaniques qui défini la résistance aux chocs des matériaux) puis s'étend la psychologie, médiatisé par le psychiatre Cyrulnik. Il s'agit de l'aptitude d'un individu à se construire et à vivre de manière satisfaisante en dépit des conditions traumatiques.

Les territoires sont emprunts de rythmes et changements, ils se renouvellent perpétuellement.

Ainsi, ils naissent, vivent, se développent, font face à des événements et voient leurs évolutions liées à de nombreuses interactions. C.Lopes situe le territoire comme « l'espace d'articulations d'intérêts distincts (...) entre acteurs politiques, économiques, sociaux relevant de multiples échelles ». La résilience se situe dans cette articulation.

S.Tisseron⁴³ met en évidence les origines du mot « résilience » :

Résiliation, du mot « resiliere » : se dégager, se rétracter par un saut en arrière, met en avant l'idée d'obligation de se libérer.

Resiliens (anglais) : « resiliere », idée de réaction après un choc, le rebond. Il s'agit du sens privilégié, où l'idée est de reculer pour mieux

⁴³ TISSERON S, « La résilience », *Que sais-je*, ed Presses universitaires de France, Paris, 2009.

sauter. Ce terme s'oppose à « résistance » (du latin store), capacité de tenir, de résister.

La résilience est un concept polysémique dont le sens varie suivant les disciplines.

La première vague de la résilience met en avant la qualité de pouvoir surmonter un traumatisme. Cette définition est cependant critiquée car elle exprime une division entre les personnes ayant cette qualité ou non.

La deuxième vague définit cette notion comme un processus intervenant dans des situations traumatiques. Chacun pourrait alors devenir résilient à condition d'y être aidé. Cette vision, également contestée, est critiquée car elle nécessite un « tuteur de résilience, soutenant ceux qui en manque »⁴⁴.

La troisième vague la définit comme une force que chacun possède à un degré différent, liée à des caractéristiques personnelles. L'individu accepte donc des chemins différents permettant cette résilience.

Il y a donc parfois une confusion dans la diversité d'approche de la résilience : est-ce une qualité ? Un processus ? Une force ? La résilience est généralement limitée à l'une de ces trois approches. Or une vision globale est nécessaire de façon à englober tous ces aspects.

III.1.b. Propriété ou processus ?

La résilience, de par son origine première issue de la physique des matériaux, est une propriété et non un processus. Cependant, la

⁴⁴ TISSERON S, « La résilience », *Que sais-je*, ed Presses universitaires de France, Paris. p4, 2009

résilience d'un système s'évalue face une situation donnée : « résilience de quoi à quoi »⁴⁵. Ainsi, cette propriété est dynamique, elle varie dans le temps, dans l'espace, en fonction du périmètre du système considéré et de la perturbation étudiée. De plus, la résilience ne peut être connue qu'a posteriori. Quelle amplitude de perturbation a été absorbée ? quelle amplitude d'adaptation est acceptée ? quel est le niveau de dommages acceptable ? Quel est le temps de rétablissement acceptable ? Puis quel est le niveau d'apprentissage du système ?

Les deux postures méthodologiques montrent un rapport au temps différent. Dans un processus dynamique on raisonne sur un temps long. Si on considère que la résilience est un processus on ne peut alors que considérer a posteriori la résilience. Pour le cas où il s'agit d'une propriété intrinsèque qui se manifeste au moment du choc mais qui est déjà présente antérieurement on observe un rapport au temps différent, car on peut être résilient sans en avoir conscience.

III.2. Résilience d'un système spatial

La Résilience d'un système spatial est une approche qui privilégie les relations entre une société et son espace. Il s'agit alors du concept précédent adapté à l'écologie et à la géographie.

III.2.a. Situation d'incertitude

Face à l'incertitude de systèmes comme la ville, le concept de résilience s'élargit à l'urbain, et se lie au concept de résilience

⁴⁵ CARPENTER S., WALKER B., ANDERIES J. M., ABEL N « From metaphor to measurement: resilience of what to what? Ecosystems » (En ligne), Vol. 4, n°8, p. 765–781, 2001.

écologique, défini par le canadien Holling,⁴⁶ comme un désordre que l'écosystème peut absorber tout en conservant ses fonctions. Il définit la résilience comme la capacité d'un système à pouvoir intégrer dans son fonctionnement une perturbation sans pour autant changer sa structure qualitative. Mais pour celui-ci après une perturbation le système n'est pas marqué par un retour à l'équilibre, qui serait alors synonyme de résistance, mais par une réaction positive créatrice de changements, de réajustements.

III.2.b. Stabilité

Pour certains auteurs la résilience se définit par la capacité d'un système à perdurer sans se transformer. Il s'agit alors d'un système stable, à l'état d'équilibre permanent. Pour d'autres, comme C.S. Holling il s'agit d'un système qui maintient ses fonctions en passant par différents états, capables de supporter des transformations. On assiste donc à des discussions autour d'un certain retour à un état antérieur.

Le système s'adapte alors tout en conservant ses qualités et assure sa continuité en intégrant les transformations pour évoluer. Selon C.S. Holling, le retour à l'équilibre d'un système n'est pas forcément gage de capacité de résilience, la résilience s'oppose donc à la stabilité. Il s'intéresse au changement d'état d'équilibre et à la persistance.

En effet ce retour à un état d'équilibre serait marqué par une expression de résistance. Ainsi, la stabilité d'un système n'est pas forcément liée à la stationnarité. La capacité de résilience d'un système incorpore donc la perturbation et le changement spatial n'est

⁴⁶ HOLLING, C.S, "Resilience and stability of ecological systems", *Annual Review of ecology and systematics*, vol. 4, 23 p, 1973.



Illustration 7: Stabilité d'un système
Source: élaboration personnelle

pas forcément lié à des ruptures. (*illustration 7*)

Il est donc important de souligner ce double mouvement, de résistance comme de redéfinition que décrit S. Tisseron : « *la résilience est à la fois la capacité de résister à un traumatisme et celle de se reconstruire après lui.* »⁴⁷.

III.2.c. complémentarité des éléments

Les propriétés de la ville résiliente semblent bien souvent contradictoires : redondance et efficacité, diversité et interdépendance, robustesse et flexibilité, autonomie et collaboration, planification et adaptabilité.⁴⁷

Il est nécessaire de penser la complémentarité des choses et non l'opposition. Ainsi la permanence n'exclut pas le réversible et inversement.

III.2.d. Capacité de résistance

Mais il est également nécessaire d'inclure les interactions avec l'organisation, les facteurs humains et les facteurs externes tels que la gouvernance ou la population. Alors les capacités d'absorption, de résistance et de récupération qui fondent la résilience peuvent être favorisées par des solutions techniques, mais également des stratégies organisationnelles et des leviers culturels.

⁴⁷ GODSCHALK D. R, « Urban hazard mitigation: creating resilient cities » Natural Hazards Review (En ligne), Vol. 4, n°3, p. 136–143, 2003.

La résistance est donc également le temps nécessaire à la recherche et à la mise en place de solutions adaptatives. Pour certains la résistance est liée à la persistance (force, dureté) alors que pour d'autres elle est le moyen de donner le temps aux systèmes spatiaux de s'adapter. La résistance d'un système peut ainsi contribuer à améliorer sa résilience.

III.3. Vulnérabilité

III.3.a. L'ambivalence du couple résilience/vulnérabilité

Cette notion, par la création d'ajustements, est vue comme un concept positif reposant sur la venue d'un événement pour se mettre en place. Ainsi la perturbation est nécessaire pour faire évoluer le système et n'est pas à éliminer, et on peut donc être vulnérable et résilient. Certains auteurs, comme M. Pelling⁴⁸ admettent que la résilience est désirable pour la ville, car cette capacité permet d'élaborer d'autres voies permettant de réduire sa vulnérabilité.

La définition du couple résilience/vulnérabilité repose sur une ambivalence. En effet, on peut être résilient parce qu'on est vulnérable. Il n'y a résilience que s'il y a choc et perturbation, ce qui implique la vulnérabilité. Certains auteurs, opposeront vulnérabilité et résilience car la vulnérabilité est vue une incapacité de faire face.

La résilience suppose donc une fragilité intrinsèque, mais surtout une acceptation de cette fragilité et du risque. D'où un certain paradoxe dans une société où l'on vise d'abord à vouloir absolument réduire les risques et la vulnérabilité.

⁴⁸ PELLING, M, « *The Vulnerability of Cities: social resilience and natural disaster* », London, 2003.

III.3.b. La ville face au risque : le changement, l'événement

Le changement et la perturbation sont des éléments nécessaires au maintien d'un système. Cet événement n'est pas alors forcément un traumatisme, même si les conséquences peuvent être difficile à assimiler par les individus. La ville subit continuellement des fluctuations internes ou des perturbations venues de l'extérieur qui peuvent produire ou non un nouvel état. Les événements peuvent être inattendus et ponctuels venus de l'extérieur, mais également périodiques.

Le concept de résilience s'inscrit dans une période où l'on observe une volonté de réduire les conséquences des traumatismes. Pour WC. Clark il y a « nécessité pour l'humanité à apprendre à vivre avec des systèmes naturellement dynamiques et ne pas chercher une maîtrise du court terme mais une dynamique résiliente à long terme »⁴⁹. Les perturbations sont donc des éléments nécessaires et non à éliminer.

Un des critères du comportement de résilience est donc l'acceptation des risques par les acteurs. CS. Holling⁵⁰, prône un changement de pensée où l'on apprendrait à vivre avec les systèmes et leurs dynamiques sans forcément tout maîtriser à court terme.

La résilience nécessite donc une ville souple et résistante, ouverte aux changements, ouverte sur l'extérieur tout en étant ancrée dans son territoire, car cette volonté de maîtrise peut avoir à long terme des effets contre productifs et provoquer l'absence de résilience d'autres espaces. (*illustration 8*)

⁴⁹ CLARK WC, « sustainable development of the biosphere : theme for a research program, ed Cambridge university press, Cambridge (p5-48), 1986.

⁵⁰ HOLLING, C.S, "Resilience and stability of ecological systems", *Annual Review of ecology and systematics*, vol. 4, 23 p, 1973,.

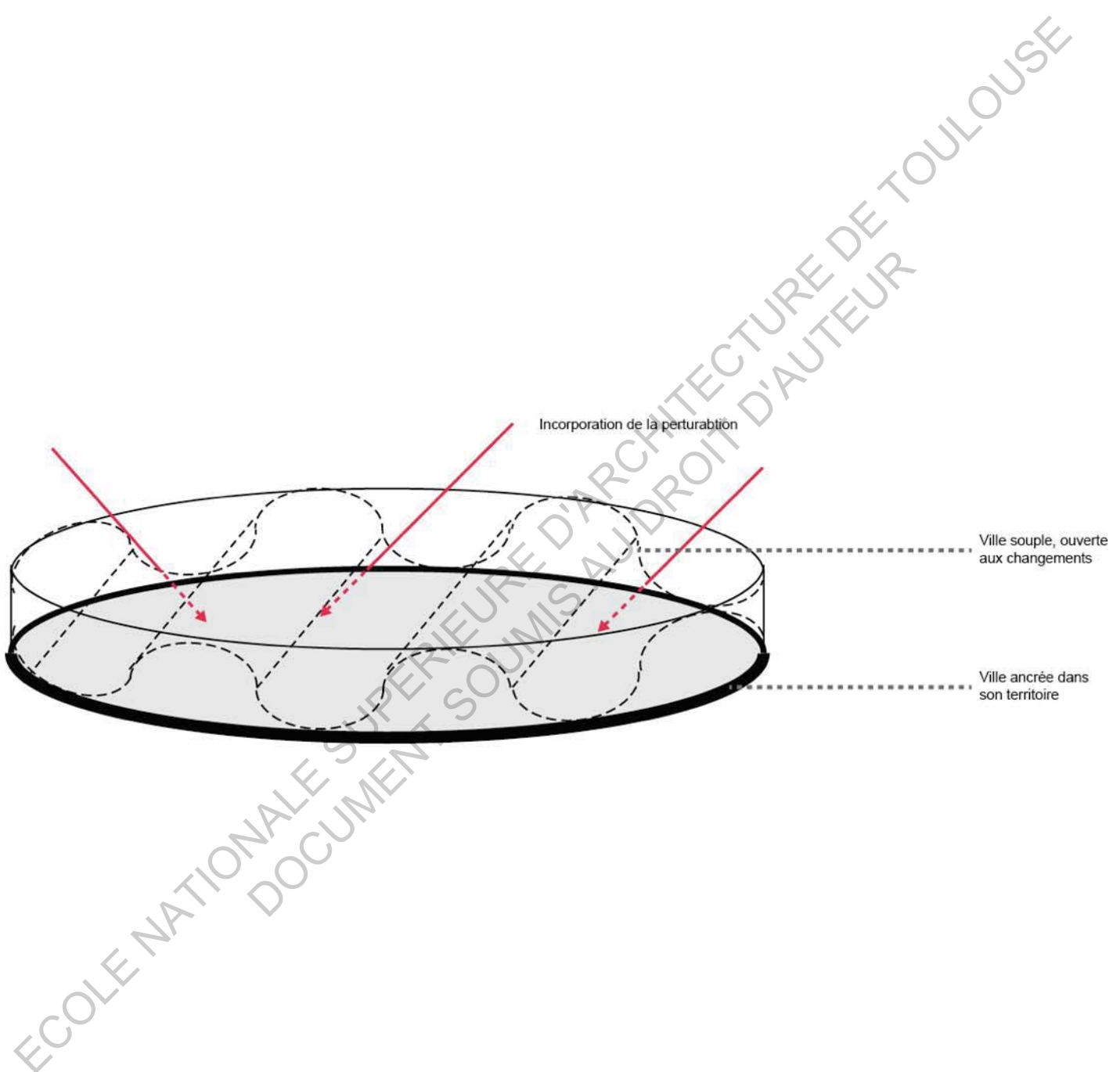


Illustration 8: Ville souple et résistante
Source: élaboration personnelle

S. Lhomme décrit ainsi la résilience d'une ville :

« C'est d'une part la capacité d'une ville à fonctionner alors que certains des composants du système urbain sont perturbés, d'autre part la capacité de la ville à se reconstruire (retrouver ses fonctions ou les adapter) à la suite de la perturbation »⁵¹

III.3.c. Adaptabilité

L'adaptabilité pour B. Wallsiter, est la condition nécessaire de la résilience d'un système spatial face à une perturbation. Ainsi, « l'adaptabilité est la capacité d'un système à transformer et assimiler pour son plus grand bénéfice des changements venus de l'extérieur »⁵². L'adaptabilité d'un système permet d'assurer un développement durable à travers les changements.

Mais L. Gagnol⁵³ nous invite à plus de discernement. Il n'utilise pas la notion de résilience mais pose la question de la possibilité à juger de la « capacité d'adaptabilité d'un territoire ou non ». Dans une étude sur la condition sahélienne et les changements climatiques, il définit deux cycles : salvateurs et mortifères et deux types de stratégies, l'une d'atténuation s'attaquant aux causes, l'autre d'adaptation, modifiant les modes de vie (*illustration 9*). Quand un territoire se reproduit, il y a une logique où celui-ci produit ce qui le produit et détruit ce qui le détruit. Un territoire en crise produit ce qui le détruit et détruit ce qui le

⁵¹ LHOMME, S., D. SERRE, Y. DIAB & R. LAGANISER, « Les réseaux techniques face aux inondations ou comment définir des indicateurs de performance de ces réseaux pour évaluer la résilience urbaine ». *Bulletin de l'association des géographes français*, pp. 487-502, 1973.

⁵² WALLISTER B, « Systèmes et modèle, introduction critique à l'analyse de systèmes » ed Seuil, Paris, 1977.

⁵³ GAGNOL L. SOUBEYRAN O, « S'adapter à l'adaptation, la condition sahélienne à l'épreuve de l'injonction au changement climatique. », *Géographie et culture* [en ligne], mis en ligne le 26 février 2013, consulté décembre 2014, Laboratoire Espace, Nature et Culture (ENEC), <http://gc.revues.org>



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Illustration 9: Cycle salvateur et mortifère
Source: élaboration personnelle

produit. C'est ce que l'on appelle le cycle mortifère.⁵⁴

Laurent Gagnol définit deux types de stratégies⁵⁵ relatives à ces cycles. Les stratégies d'atténuation s'attaquent aux causes. On va alors essayer de résoudre le problème grâce, par exemple, à la technologie sans pour autant changer les modes de vie. Cette stratégie ne prend pas en compte le territoire et a pour but de ne pas changer le modèle qui le produit mais de réduire simplement les causes du changement climatique. Contrairement à cela, les stratégies d'adaptation changent les modes de vie en visant directement le territoire.

Cependant, l'auteur met en évidence que ces cycles peuvent prendre l'effet contraire. Il met en avant certaines stratégies d'adaptation ayant des effets négatifs, et n'ayant plus le caractère innovant et positif qui leur été au préalable conféré.

Dans l'exemple du Sahel, territoire jugé « vulnérable » (désertification, sécheresse), en remettant en question les actions menées dans l'intention d'adapter les territoires au changement climatique L. Gagnol remet en cause les effets contreproductifs que peuvent avoir les stratégies d'adaptation. En effet, les auteurs contestent l'idée que dans « la justification des stratégies menées au nom de l'adaptation à la densification »⁵⁶, la mobilité des populations soit vue comme une « mauvaise » adaptation et non comme une réelle capacité d'adaptabilité locale. Dans ce cas, les stratégies d'adaptation vont à l'encontre des stratégies de mobilité et figent la production pastorale en empêchant les pasteurs de se déplacer et donc d'accéder aux ressources critiques, en enrayant les capacités de réactivité et d'anticipation des nomades ou encore en disqualifiant leurs pratiques de gestion locale de leur milieu, qui pourtant sur le long terme se sont

⁵⁴ GAGNOL L. SOUBEYRAN O, « S'adapter à l'adaptation, la condition sahélienne à l'épreuve de l'injonction au changement climatique. », *Géographie et culture* [en ligne], mis en ligne le 26 février 2013, consulté décembre 2014, Laboratoire Espace, Nature et Culture (ENEC), <http://gc.revues.org>

⁵⁵ ibidem

⁵⁶ ibidem

révélées plus innovantes et positives en termes d'évolution.

III.4. Le temps de la mutation

III.4.a. Temporalités

L'étude du changement concerne des temps multiples car de nombreux éléments entrent en interaction dans un territoire. Chaque structure possède sa périodisation et son propre rythme. C'est l'articulation des structures entre-elles qui produisent à chaque époque des systèmes spatiaux différents, systèmes qui peuvent également perdurer dans le temps. Ainsi la résilience se trouve au cœur de l'articulation des différentes temporalités de ces structures. Par l'enchevêtrement de ces différents rythmes, les vitesses d'évolutions variables, sont donc le moteur de dynamismes et de transformations.

L'instruction des événements passés apporte au système un degré de résilience. En effet, l'apprentissage des effets de perturbations passées permet au système de répondre aux changements. Ces apprentissages sont liés à la perception des individus, des institutions, des mémoires collectives, et individuelles. Ainsi, comme au niveau du bâti, les indicateurs de résilience peuvent se traduire par des apparitions, transformations, disparitions. La résilience nécessite également une part d'oubli permettant la reconstruction et une part d'adaptation.

III.4.b. Les héritages

L'approche spatiale de la résilience prend en compte les configurations héritées, les traditions d'interactions etc. les organisations spatiales dont à la fois héritée des systèmes antérieurs et de ce qu'il y a en place.

En effet, les changements ne reconfigurent pas complètement l'espace urbain, les structures héritées du passé résistent en partie. Ainsi «les « morphologies » sont des manières d'être collectives qui se sont consolidées et orientent l'activité sociale du présent.⁵⁷

F. Scherrer⁵⁸ approche le processus de réversibilité selon une double perspective temporelle : la résurgence des expériences passées (lieu d'expérience) et l'horizon d'attente (attente des manifestations futures) lieu de l'incertain. En effet, la communauté dispose d'expériences vécues et d'un horizon d'attente en fonction duquel l'action est conduite.

E. Heurgon⁵⁹ développe cette nouvelle conception du temps : un dialogue avec le présent agissant, le passé comme expérience et l'avenir comme horizon.

Le présent se définit alors en tension entre un passé déjà joué et un futur en devenir. La prospective consiste à établir un diagnostic commun, à co-construire des solutions et promut le pouvoir des habitants. Grâce à une « intelligence collective », la prospective du présent permet d'identifier les changements à l'œuvre sous nos yeux, à la source de changements futurs. Le patrimoine n'est ainsi pas opposé avec cette prospective du présent. En effet, on assiste à une lecture du passé et du présent avec une réflexion sur le futur.

⁵⁷ DURKHEIM E, « De la division du travail social » Vol1, Bibliothèque de philosophie contemporaine, ed Presses universitaires de France, Paris, 1973.

⁵⁸ SCHERRER F, VANIER M, « *Villes, Territoires, Réversibilités* », Colloques de Cerisy-la-Salle, ed Hermann, Paris, 2010.

⁵⁹ ibidem

III.4.c. Part de l'incertitude

La question des temporalités met en avant les imbrications des logiques héritées et émergentes. Il s'agit de penser dans le présent, quelque chose qu'il adviendra dans le futur avec une incertitude de déroulement, de contenu, de devenir.

En effet, l'analyse des interactions multi-échelles met en avant une certaine appréhension et une incertitude des interdépendances. Le préfixe « post » qualifie cette période d'incertitude et de turbulences, une impossibilité d'avoir une vision claire de ce qui va se passer et parle de processus en cours. L. Serra⁶⁰ met en avant l'importance de la part laissée à l'incertitude et à l'indétermination, dans le processus de décision.

La manière dont sont pris en compte les incertitudes dans une société est à prendre en compte dans l'analyse de la résilience. En effet, les perturbations sont impossibles à prévenir. En se positionnant dans une relation à un futur incertain, se développe alors un mode d'action se laissant le droit revenir sur une décision.

III.4.d. Vitesse d'adaptation

Il est important de prendre également en compte la vitesse d'adaptation dans la mutation.

L. Serra⁶¹ aborde l'importance du temps de la mutation, celui par exemple du temps de la friche, témoin de l'évolution. Il s'agit d'un temps nécessaire permettant de faire émerger des possibilités. Le temps d'attente et de transition permet d'appréhender le réversible. Il

⁶⁰ SCHERRER F, VANIER M, « *Villes, Territoires, Réversibilités* », Colloques de Cerisy-la-Salle, ed Hermann, Paris, 2010.

⁶¹ ibidem

s'agit d'un temps d'entre deux, de « veille »⁶². Ce temps de veille, qualifié ainsi par L. Andres⁶³, est le temps de développement de nouveaux usages, d'installations temporaires, un aménagement plus souple.

Plusieurs temps sont donc à prendre en compte, un temps long, celui de la mutation et un temps cours, celui des usages partagés, de la réversibilité quotidienne.

Les auteurs mettent donc en avant ce temps nécessaire d'assimilation pour que les acteurs, politiques, locaux, habitants etc, puissent apporter une réponse adaptée et l'importance d'un l'équilibre entre une adaptation trop rapide, et une résistance qui domine pour éviter de figer le système.

Les usages temporaires questionnent, mettent à l'épreuve la valeur d'un espace. Ils apparaissent dans un contexte de transition lié à des dérèglement, des crises et ils questionnent, par ces usages, la ville réversible et la relation entre le planifié et le non planifié. Une ville réversible est, pour L. Andres⁶⁴, une ville qui a conscience du temporaire. Il part du principe qu'une plus grande flexibilité est cruciale pour ville plus durable et résiliente. Ainsi les espaces temporaires sont les outils de cette flexibilité car anticipent sur le renouvellement des espaces, comme exploration de connaissances nouvelles

Pour L. Gwiazdzinski⁶⁵, les évènements tissent des nouveaux liens pour un temps limité, un espace temps éphémère, parfois cyclique. L'événement festif est vécu ainsi collectivement, et est une réponse à un besoin de rencontre, de cohésion, d'identité, d'urbanité. Il est le

⁶² SCHERRER F, VANIER M, « *Villes, Territoires, Réversibilités* », Colloques de Cerisy-la-Salle, ed Hermann, Paris, 2010.

⁶³ ibidem

⁶⁴ ibidem

⁶⁵ ibidem

moment temporaire, « d'articulation du soi et de l'autre »⁶⁶, le « rite » permettant de supporter l'éclatement des tensions quotidiennes.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

⁶⁶ ibidem (p211)

Conclusion

La résilience d'un système spatial est la capacité d'un système à ingérer une perturbation sans pour autant changer sa structure qualitative. Cela crée une réaction positive, créatrice de changements, de réajustements. Ainsi la résilience n'est pas synonyme de stabilité. Il est cependant important de prêter attention au « double mouvement » résistance/ redéfinition et à la dualité de deux éléments qui se complètent dans le processus de résilience. En effet, il n'y a pas de « changements sans permanences ». Les phénomènes de résistance sont également le temps nécessaire à la mise en place de solution contribuant à améliorer sa résilience. La perturbation fait donc évoluer le système et est nécessaire. Dans ces cas là, l'acceptation de la vulnérabilité permet la résilience car il implique la perturbation.

Un système, tel que la ville, est composé de temps multiples. L'enchevêtrement de ces différents rythmes est moteur de dynamismes et de transformations car on trouve beaucoup de relations, et donc d'interactions permettant l'adaptation. Il est donc nécessaire d'inclure les interdépendances des dimensions socio-spatiales et temporelles dans l'approche de la résilience.

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE POULLEY
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS LIBRE

CONCLUSION DE L'ÉTAT DE L'ART

Cette première partie théorique a permis de mettre en évidence que le territoire est une construction socio-spatiale, où les dimensions politiques, matérielles, identitaires entrent en interactions, renvoyant à un jeu de relations entre les individus et le support physique. Ces interactions sont investies par le sensible. C'est ainsi que le territoire est issu d'une perception commune et partagée qui va guider la part prise par l'habitant sur la production ou la transformation de son environnement

En lien avec ce territoire, les habitants mobilisent donc des valeurs symboliques, historiques, des héritages, des diverses cultures etc. En intégrant le sensible, la perception est le lien entre l'individu et son milieu. Ainsi l'espace n'existe qu'à travers des perceptions de l'individu qui conditionnent ses actions.

Les nombreuses interactions entre les individus eux même, entre les individus et leur milieu, entre les différentes temporalités, et les divers dimensions qui entrent en jeu, sur une ville souple telle une « plateforme ouverte » aux changements, mais également ancrée dans son passé comme source d'expérience et de repères (double mouvement), permettrait l'adaptation face à une perturbation. (voir schéma)

Cette perturbation s'inscrirait donc comme une réaction positive, nécessaire au maintien du fonctionnement de la ville. La résilience d'un système spatial face à une perturbation s'inscrit dans cette capacité à ingérer une perturbation. (*illustration 10*)

Le milieu agit sur l'individu et l'individu agit donc sur le milieu, favorisant l'appropriation et son identification par l'individu et ainsi la production et la transformation de son environnement. Cette première réflexion amène donc à penser que, par leurs actions issues de facteurs personnels, collectifs et socio-culturels, et suivant un contexte politique et historique, les habitants auraient, ou non, la capacité de

mettre en place des solutions pouvant s'inscrire, inconsciemment, dans une démarche de résilience urbaine face à une perturbation.

C'est donc à partir d'un exemple concret, celui de la Bulgarie et plus particulièrement d'un quartier d'habitat socialiste des années 1970, de la ville de Varna, que j'analyserai comment l'action des habitants peut s'inscrire dans une démarche de résilience. En effet, la Bulgarie tout au long de son histoire s'est construite autour de diverses dominations, invasions, crises, fluctuations des frontières et mouvements migratoires, qui ont forgées l'identité de ce pays, un territoire en mutation se traduisant par des reconfigurations, des recombinaisons entre héritages et innovations.

L'enjeu sera donc de comprendre le contexte historique, politique et social dans lequel s'inscrit la Bulgarie aujourd'hui et d'appréhender les différents processus qui se sont mis en œuvre face aux diverses crises. Pour définir mon champ d'étude je retracerai dans un premier temps l'histoire de la Bulgarie qui au cours du siècle a subi de nombreuses modifications de son territoire, une domination ottomane de presque 500 ans, des migrations successives de populations, une période de politique communiste, et enfin une intégration à l'Europe en 2007. Cet aparté historique me permettra de comprendre la constitution historique, politique et socio culturelle de cette nation, son évolution au fil des siècles et comment sa population a construit et a conservé sa culture au fil des diverses dominations. Dans un second temps je me concentrerai sur l'exemple de la ville de Varna, et sur sa place au sein de l'Europe et sur les stratégies politiques, urbaines, et sociales mises en œuvre par la ville après la chute du communisme et l'ouverture du pays à une économie de marché.

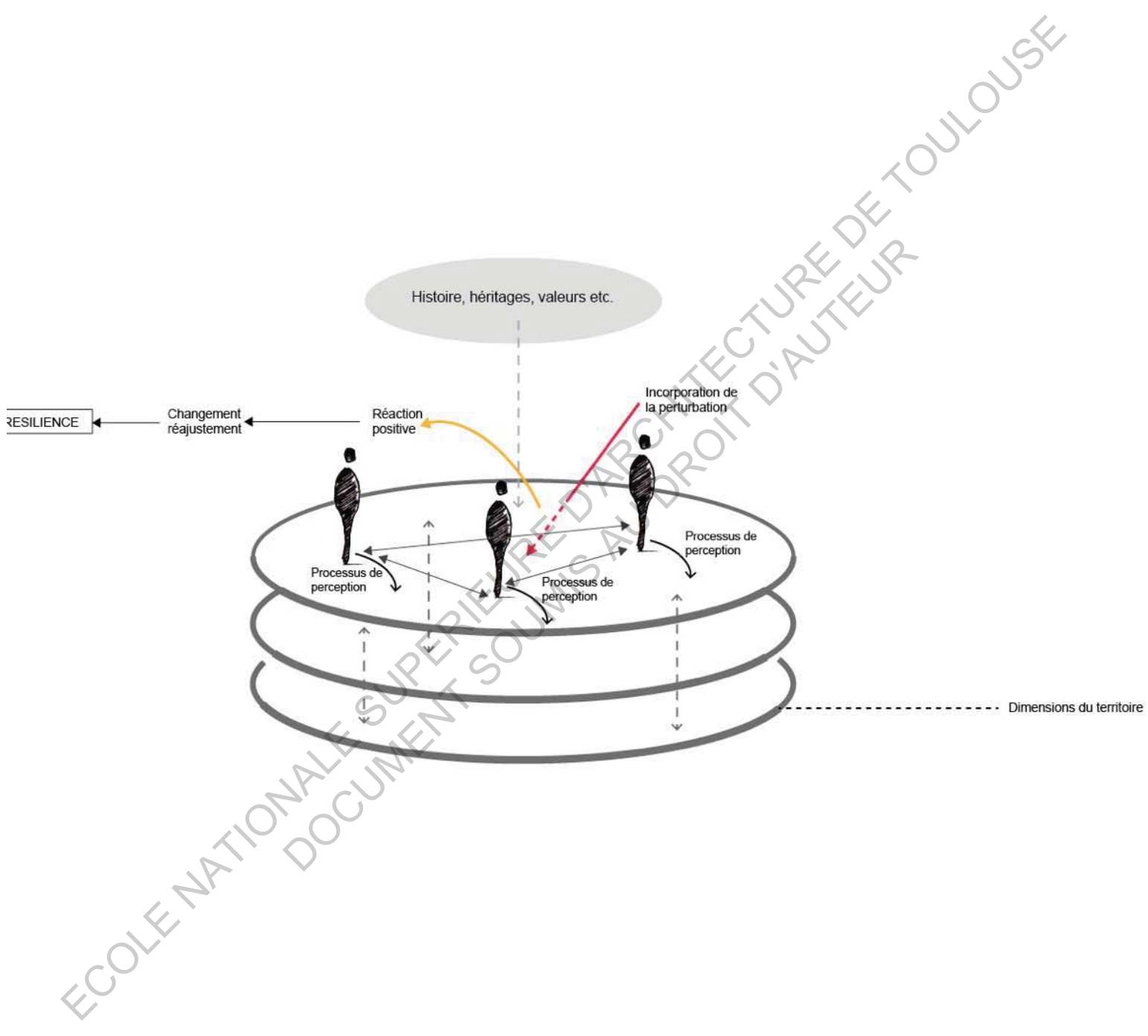


Illustration 10: Résilience d'un système spatial
 Source: élaboration personnelle

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

PARTIE 2 :

À LA DÉCOUVERTE

DE LA BULGARIE Introduction au terrain

I – Histoire de la Bulgarie

I.1- L'histoire de la Bulgarie jusqu'au XVII^e siècle

I.1.a – Premiers royaumes bulgares

Des Thraces, les historiens ne savent encore que bien peu de choses. De l'âge de fer jusqu'à l'antiquité cette civilisation demeure l'une des plus pérennes : 44 tribus se fédèrent sur un territoire qui s'étend de la mer Egée au Danube et de la mer Noire au fleuve Strymon. Dans le contexte actuel, la Thrace constitue l'extrême sud Est du continent européen, à cheval entre la Bulgarie, la Grèce et la Turquie. Ces populations aux frontières fluctuantes partageaient une identité forte fondée sur une langue indo-européenne commune. Les communautés Thraces coexistent plus qu'elles ne s'unissent, et leur organisation change d'une tribu à l'autre. Au Ve siècle, avec les Odrisses (communauté Thrace), le pouvoir se structure, l'historien grec Hérodote qualifiant alors la nation Thrace comme la plus importante du monde après les Indiens⁶⁷.

⁶⁷ COT DB, « En suivant les Thraces », le Nouvel Observateur, n° 3327, 8 avril 2015.

Le territoire de l'ancienne Thrace est envahi au VI^e siècle par des tribus slaves puis au VII^e siècle par un peuple turco-mongol, les bulgares.

En se convertissant au christianisme, leur roi Boris I^{er} permet à son peuple de s'ouvrir à l'influence européenne. Le territoire s'étale alors sur les territoires serbes, jusqu'à Belgrade, la macédoine et l'Albanie (*illustration 11*). En 1018, le premier empire bulgare s'effondre sous les coups de l'empereur de Byzance.

En 1185, la reconquête conduit les bulgares jusqu'à la mer de Marmara. C'est le deuxième empire bulgare dont la puissance rayonne sur les Balkans et dont la capitale, Tarnovo, est le plus grand foyer commercial et culturel de la péninsule, après Constantinople. (*Illustration 12*)

I.1.b- Domination Ottomane

A partir de 1272, l'empire bulgare est fragilisé par un éclatement. L'autorité du souverain passe aux grands boyards (aristocratie) qui s'attribuent des principautés et fragilisent l'empire. Ainsi, les vagues d'invasions successives des armées ottomanes viennent à bout du second empire bulgare.

En 1392, La Bulgarie est annexée à l'empire ottoman, domination qui durera cinq siècles. (*illustration 13*)

Cette conquête par les turcs a privé la Bulgarie d'un système étatique et change l'âme culturelle du pays. La Bulgarie qui était chrétienne orthodoxe depuis la fin du I^{er} siècle voit ses églises démolies ou remplacées par des mosquées. L'élite spirituelle est détruite ou éparpillée. La domination ottomane va essentiellement se faire dans les villes. Sous le joug turc, les droits et obligations des peuples bulgares se résument dans l'acquittement des impôts et dans le



Illustration 11: La Bulgarie en 910 (ap J.C)



Illustration 12: La Bulgarie en 1000 (ap J.C)



Illustration 12: La Bulgarie en 1210 (ap J.C)

Illustrations: Premier et deuxième empire bulgare

respect des traditions islamiques lors des relations entre communautés.

En effet, le système de gouvernance de l'empire ottoman est basé sur une théocratie et un ordre hiérarchique clair, au sommet duquel se trouve le sultan. Cet empire est ethniquement hétérogène, et possède diverses communautés religieuses.

Ainsi la population se structure en millets, c'est à dire en communautés religieuses, ayant leurs propres organisations, de façon à garantir la stabilité d'un empire multiculturel. Cette organisation correspond, en ville, aux Mahala, quartiers indépendants ayant leurs propres équipements, qui répartissent la population suivant son appartenance ethnique et religieuse. Le Mahala est un espace collectif, intermédiaire entre l'espace public et l'espace de la famille.

L'articulation des différents millets se fait sur un mode impliquant le respect de la part de chacun, des différentes communautés, de leurs valeurs et de leurs frontières. L'Etat s'appuie sur ces structures intermédiaires (millets, structures villageoises ou familiales) de façon à contrôler les populations, tout en donnant une certaine autonomie aux communautés religieuses.

Ces structures se constituent dans un espace de quotidienneté et de proximité dont l'état est absent et assure au niveau quotidien, le caractère stable des communautés. En institutionnalisant ces structures, l'état reste cependant le dernier garant de cette stabilité. Ce modèle autorise donc la pratique de chaque religion tant que l'autorité de la politique islamique est reconnue.

Ainsi, entre le XVe et le XVIIe siècle, la culture bulgare s'exprime essentiellement au quotidien et se transmet à travers le récit populaire, les traditions et la famille. Les monastères, bien que leur nombre fut réduit, restent alors les seuls centres culturels et réussissent à maintenir un certain niveau d'instruction de la culture et de la langue bulgare.

THE OTTOMAN EMPIRE IN 1801.



Copyright

CAMB. UNIV. PRESS.

Illustration 13: Carte de l'empire ottoman en 1801



Illustration 14: La Bulgarie indépendante après le congré de Berlin (1878)

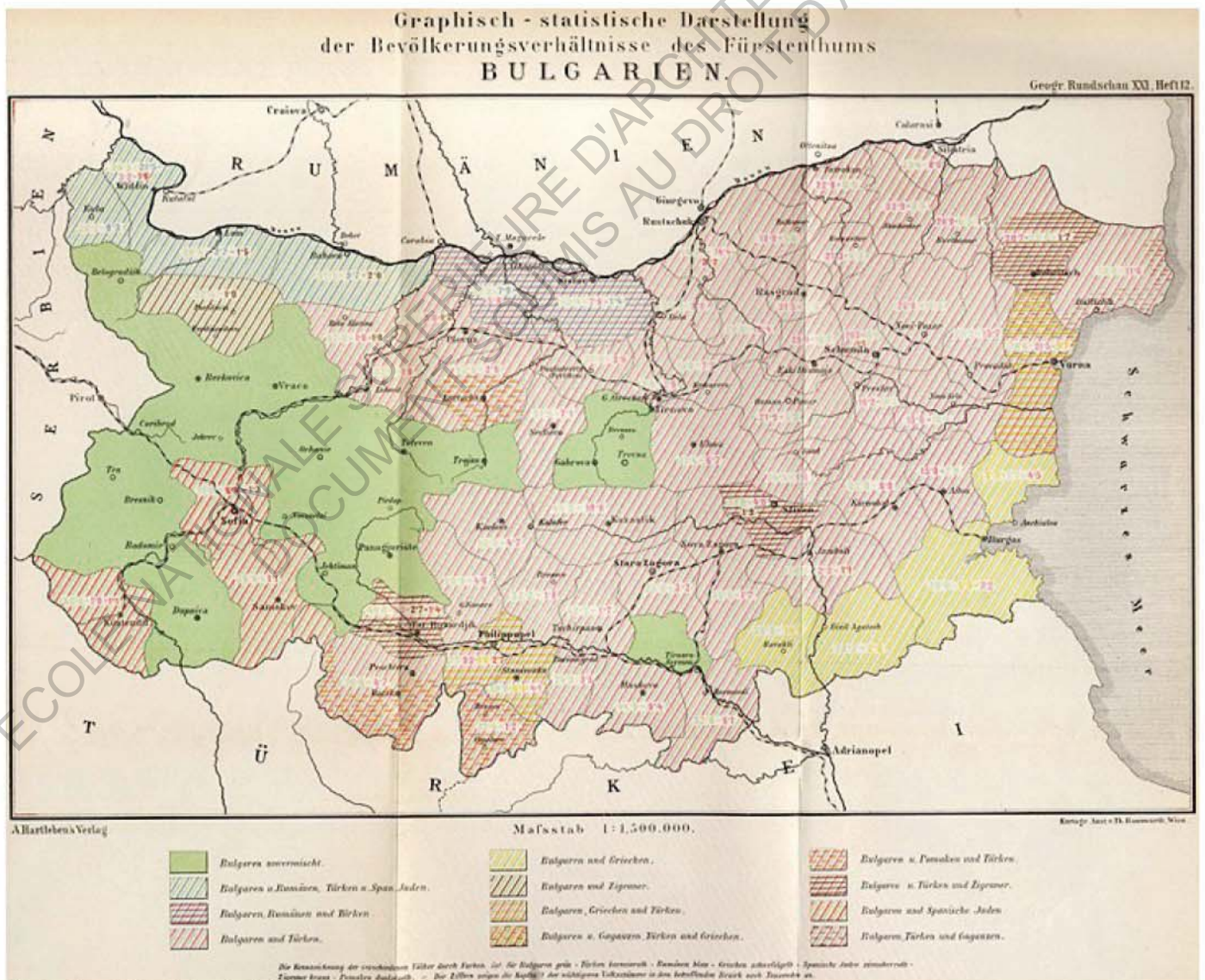


Illustration 15: La Bulgarie indépendante en 1892

Illustrations: La Bulgarie indépendante

I.2 – Indépendance de la Bulgarie

I.2.a- Le « réveil national »

Un mouvement national se dessine au début du XIXe siècle et prépare l'émancipation du pays, autour de l'identité nationale.

Cette Renaissance nationale s'exprime par une évolution rapide dans les domaines socio-économiques, culturels et politiques. Cette évolution est marquée par le passage d'une société féodale vers une société bourgeoise qui commence à s'affirmer dans l'empire Ottoman, alors en déclin. Elle commence dans de petits foyers de populations bulgares réfugiées dans les montagnes, et ayant conservé son identité et une certaine indépendance vis à vis de l'influence ottomane. Des corporations de marchands se créent, messagers de cette culture, et on assiste à une migration importante de la population vers les villes. Ainsi les écoles monastiques cèdent la place à des écoles laïques. On voit alors apparaître une nouvelle forme d'intelligentsia bulgare. C'est ainsi qu'une grande partie des fondateurs de l'état sont des intellectuels attachés aux traditions culturelles. La constitution de Turnovo de 1879 met en place un état bourgeois et démocratique, ayant comme modèle les législations libérales.

En 1870, la création de l'Exarchat, fonde l'église nationale bulgare, et forme une première unité religieuse, indépendante de l'église orthodoxe grecque.

Après diverses tentatives de révoltes, c'est finalement en 1878, après la victoire des russes sur les turcs, par le traité de San Stefano, que la Turquie est contraint de reconnaître la Bulgarie indépendante.

Lors du congrès de Berlin de juillet 1878, les grandes puissances modifient les clauses du contrat, le trouvant trop favorable à la Russie. Ainsi la Bulgarie est morcelée en trois parties, la province autonome de Roumélie orientale, la principauté de Bulgarie Tributaire, et la restitution de la Macédoine et de la Thrace occidentale à la Turquie. Cette fracture ne durera que sept ans (*Illustration 14*).

En septembre 1885, un comité révolutionnaire repris le contrôle de la Bulgarie. (*Illustration 15*)

Se pose alors la question de l'identité nationale, en effet, la constitution d'une nation bulgare fut difficile à cause d'une indépendance tardive et d'une situation géopolitique assez instable. Une grande partie des fondateurs de ce nouvel état bulgare sont des intellectuels, attachés aux traditions culturels de la Renaissance Nationale et vont forger ce mouvement national d'indépendance sur la recherche d'une identité nationale basée sur un rejet total de l'héritage Ottoman.

En effet, au XIXe et XXe siècles, les gouvernements successifs ont appuyé ce sentiment national bulgare, mettant en avant le passé glorieux du Moyen Age de l'Etat Bulgare avant le joug Turc, ainsi que la résistance héroïque qui a mené à la libération. Mais la construction du troisième état bulgare s'appuie surtout sur un rejet total de l'héritage ottoman, considéré comme porteur du retard accumulé par les cinq siècles de domination. Ainsi tout héritage est déclaré inadapte pour ce pays en train de se moderniser.

Ce désir fort d'effacement de la mémoire ottomane se lit également dans la production de modèles urbains occidentaux, avec le passage d'un modèle urbain radioconcentrique à la trame orthogonale, et par l'organisation des quartiers autour de places et de parcs.

Cependant, la domination Ottomane ayant permis de nombreux échanges multiculturels, la Bulgarie garda l'esprit de diversité culturelle et de tolérance religieuse. Ainsi, malgré une idéologie et une politique anti turque, jusque dans les années 1920, les communautés turques sont traitées avec indulgence et l'esprit de tolérance ethno-religieuse entre chrétiens et musulmans reste valable dans la vie quotidienne.

I.2.b-Les Guerres Balkaniques

En 1912, le royaume de Bulgarie entreprend avec la Serbie et la Grèce, une guerre victorieuse contre les Turcs, la première guerre balkanique. Attaquant ses anciens alliés l'année suivante lors de la seconde guerre balkanique, la Bulgarie est dépouillée d'une grande partie de ses territoires au profit de la Roumanie, la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie. Alliée de l'Allemagne lors de la Première Guerre Mondiale, elle subit de nouvelles pertes territoriales. (*Illustration 16*).

En 1918, le tsar Boris III monte sur le trône de Bulgarie et change la politique bulgare. Il concentre l'intégralité des pouvoirs, supprime le multipartisme, et met en place une forte censure en soumettant la Bulgarie à un régime autoritaire. En 1935, il instaure une dictature personnelle.

I.2.c- La Seconde Guerre Mondiale

Lors de la Seconde Guerre Mondiale, la Bulgarie se veut neutre, cependant, prise dans le jeu des puissances, elle finit, en 1941 par s'aligner aux côtés de l'Allemagne. Il y a à l'époque une volonté forte d'unité nationale alliée à la peur du communisme, d'où une alliance avec l'Allemagne nazie. Malgré cette alliance, la Bulgarie refusera de participer à l'extermination des juifs Bulgares.

En 1944, lors de la « Guerre d'un jour » l'armée rouge renverse le gouvernement et instaure un régime favorable à l'URSS. A cette époque, un mouvement de résistance anti nazie « le Front de la patrie » prépare déjà l'avènement de la république populaire qui sera proclamée en septembre 1946.

Alors que les différentes communautés vivaient plus ou moins en harmonie, le nationalisme touche davantage les comportements



Illustration 16: Evolution des frontières bulgares au cours du XXe siècle

sociaux. Ainsi, les bulgares musulmans ne sont plus considérés bulgares, mais turcs, car appartenant avant tout au pays de leur religion d'origine, notamment pour les bulgares islamisés.

Les années entre la dissolution de l'empire Ottoman et la fin de la seconde guerre mondiale sont une période de changements multiples des frontières des Balkans. Ces modifications provoquent des migrations plus ou moins forcées pour des populations qui, suite aux changements de frontières, se retrouvent en dehors de leur état d'origine. A cette époque, le nationalisme bulgare s'appuie sur cette question de l'appartenance ethnique et religieuse des populations pour demander de nouvelles révisions des frontières établies lors des différents traités. On assiste donc à des mouvements de populations, devenant alors habitants d'un pays étranger, et donc à la recherche de leur identité. Des Bulgares de la région de Drobrugba, de la Macédoine, de la côte égéenne migrent vers la Bulgarie tandis que les habitants musulmans de la Bulgarie quittent celle-ci.

I.3 – La Bulgarie socialiste

I.3.a- La Bulgarie sous le régime communiste

Dès 1944, la Bulgarie entre dans une période de démocratie populaire. Elle pose les bases d'une alternative socialiste au développement du pays, établit des liens commerciaux vers l'URSS et peu à peu glisse vers le modèle soviétique. Durant cette période, l'idéologie fut utilisée afin d'unir le peuple bulgare dans l'accomplissement d'un idéal communiste. La propagande touche alors de nombreux intellectuels et journalistes et les programmes scolaires, refait de façon à y enseigner le marxisme, la langue russe, en supprimant les langues anciennes et l'enseignement religieux. Cette démocratie populaire, conçue pour introduire progressivement les idées communistes dans les mœurs et la politique bulgare, sera une transition vers le modèle communiste. Celle-ci finira par disparaître en 1947 au profit du modèle soviétique du communisme,

sous le nom de république populaire qui n'aura que de république, que le nom.

Jusqu'en 1953, la Bulgarie est dans une période de Stalinisme. Les purges sont alors intensives, et les présidents du conseil se succèdent. L'absence totale d'opposition permet au POB (Parti Ouvrier Bulgare affilié à l'URSS) de contrôler la politique bulgare. Le système socialiste est caractérisé par une forte centralisation et est constitué d'un socle institutionnel fort. Cette période va également être celle de nombreux mouvements de populations. En effet, en 1947, 50 000 juifs, 155 000 turcs, et des milliers d'arméniens quittent le pays. De même, 100 000 bulgares arrivent des frontières grecques, yougoslaves, roumaines.

Du côté culturel, cette période implique la domination totale de l'idéal communiste sur les artistes, les penseurs etc. ainsi les artistes sont contraints de respecter les désirs du POB de façon à instruire les masses suivant leur idéologie, conduisant à un appauvrissement de la culture. Les manuels scolaires contribuent à développer l'idéologie du Parti chez les plus jeunes.

L'économie est également dirigée par l'URSS et s'organise autour du développement de l'industrie lourde, au détriment de l'agriculture et de l'industrie légère.

L'établissement de la semaine de cinq jours permet aux habitants de s'occuper d'un jardin permettant l'autosuffisance alimentaire des familles, et d'avoir un second travail généralement au noir permettant d'augmenter leur revenu. C'est ainsi qu'une économie parallèle se met en place, de façon à faire face aux pénuries et aux besoins non assurés par l'état.

Jusqu'en 1989, la planification urbaine est contrôlée par l'état Parti sans forcément prendre en compte des problèmes économiques, sociaux locaux. Pendant la période socialiste, les territoires ont subi de

lourds dommages. La planification centralisée associée à l'absence de coûts réels de l'énergie, des transports, des matières premières, ont en quelques décennies dégradé l'environnement et déséquilibré les structures territoriales et même dans certains cas leurs identités... Des objectifs quantitatifs toujours plus ambitieux étant fixés, les pratiques d'aménagement territorial, dans une logique extensive, insufflaient une surconsommation des matières premières, de main d'œuvre et d'espace.

Les politiques socialistes de l'habitat sont en rupture avec le passé bourgeois. Il s'agit de créer de nouveaux quartiers de blocs d'habitation en construisant vite et en quantité. Les Micro-rayons se développent alors créant de nouvelles centralités constituées de logements et d'équipements. Les densités de construction sont bouleversées pour approcher l'idéal égalitaire socialiste mais les espaces publics, services de proximité conservent des pratiques rurales. En effet, les régimes socialistes ont maintenu un certain rapport des populations à la campagne notamment, par les échanges avec les communautés rurales, ou par les périodes de ramassage de la récolte etc.

Dans un espace totalitaire, le logement constitue un espace de décompression où l'habitant reste relativement libre. En effet, l'absence de contrôle permet à ceux-ci de modifier leur espace. Durant la période socialiste, l'accès au logement se fait à travers un mécanisme égalitaire de mixité sociale, plusieurs populations vont alors habiter ensemble. Se met en place un espace de quotidienneté auto géré, dont l'état est absent. Les communautés participent ainsi à l'entretien des immeubles. Libérées d'un mode de gestion, les collectivités locales recomposent ainsi leur cadre de vie.

De 1953, mort de Staline, à 1985, arrivée au pouvoir de Gorbatchev, la Bulgarie devient un pays satellite de l'URSS et un des alliés les plus fidèle du bloc soviétique. Son identité est alors forgée dans le cadre du système de l'URSS. Cet engagement lui a offert pendant près de 30 ans une protection économique et militaire mais l'a éloigné des pays occidentaux.

A la mort de Staline, la répression politique ralentit. La fin du culte de la personnalité permet la libération des artistes et des intellectuels. Dès 1954, elle reprend des contacts avec la Grèce, et en décembre 1955, elle devient membre des Nations unies.

Dans les années 1960 à 1970, une nouvelle génération de cadres développe une ouverture vers l'Ouest et fait émerger une classe dirigeante plus libérée face à l'idéologie socialiste. Jivkov commence alors à s'entourer de dirigeants issus de cette génération pour tenter de libéraliser l'économie tout en restant fidèle à l'idéologie. Cette évolution permet de tolérer l'initiative privée à une échelle locale, si toutefois ces initiatives servent l'état.

I.3.b- La chute du bloc communiste

Le régime communiste bulgare de la fin des années 80 est marqué par la corruption, une pénurie croissante et une désillusion importante des Bulgares par rapport à la politique.

La démographie en baisse et l'ouverture progressive du pays sur l'extérieur fait prendre conscience aux Bulgares de la crise globale qui touche leur pays. L'Union soviétique se retire dans la gestion économique des pays de l'Est ce qui engendre des conséquences désastreuses pour la Bulgarie, auparavant très favorisée par cette position. La Bulgarie se tourne alors vers l'Ouest pour chercher des partenaires économiques, cette période coïncide avec celle de la libération des esprits et des écrits.

Contrairement aux pays de l'Europe de l'Est comme la Hongrie et la Pologne, la transition de la Bulgarie implique la population en aval. La Bulgarie éprouve des difficultés à proclamer son indépendance par rapport au régime soviétique. La population bulgare est pétrifiée par la peur des répressions et parallèlement par la peur d'une influence trop importante des pays occidentaux. Le 9 novembre 1989, la chute du

Mur de Berlin, marque la fin du règne de Jivkov à la tête de la Bulgarie. La volonté de changement de société amène à l'organisation d'élections entre les partisans d'un changement progressif de modèle et les défenseurs d'une démocratisation et d'une libération de l'économie de marché. Des désobéissances civiles ont alors lieu, dues à des tensions entre les différents partis politiques. Celles-ci sont visibles notamment à Sofia sur la place Alexandre Battenberg, où émergent des « villes de la vérité ». La tension sociale atteint son apogée lors de l'incendie de la Maison du Parti à Sofia le 26 août 1990. C'est en 1991 que la chute du communisme aura lieu en Bulgarie.

A la chute du communisme, on assiste à un désintérêt pour l'époque totalitaire mais le rejet total n'est pas visible en Bulgarie, contrairement à d'autres pays du bloc de l'Est.

Le changement institutionnel reconnaît l'autonomie des collectivités locales et le principe de pluralité des acteurs. La crise économique qui suit la chute du bloc communiste, et le passage à l'économie de marché, l'arrêt des fonds pour la culture et l'éducation ainsi que le démantèlement des appareils de décision arrêtent la plupart des projets urbains en cours qui restent dépourvus d'infrastructures et plongent le pays dans une dégradation du niveau de vie.

La restructuration de l'espace urbain est alors influencée par des tendances européennes, comme la concentration des réseaux et des services au centre ville, ou la préservation des monuments historiques. Le changement politique passe également par une redéfinition de la propriété individuelle. Le parc de logements sociaux est privatisé, mais l'état reste propriétaire du terrain. Cette privatisation a favorisé la libéralisation des entreprises mais également de nombreux conflits d'intérêts, notamment au niveau de l'immobilier. Le changement politique va également modifier le rapport des habitants avec la propriété. En effet, l'espace collectif au pied des immeubles devient celui des habitants, qui vont alors perpétuer le travail de la terre, issue de la culture héritée rurale.

En 2007, la Bulgarie adhère à l'Union Européenne, lui permettant de se désenclaver. Profitant du bouleversement économique, une nouvelle classe de population plus aisée creuse encore plus l'écart entre les couches sociales, alors que les difficultés économiques augmentent.

Ce pays est passé d'une logique socialiste au *modèle européen*. En effet, la préparation à l'adhésion à l'UE de ces pays s'est traduite par la mise en place de nombreux programmes de préadhésion, qui sont à l'origine de nouveaux mécanismes. La cohésion territoriale voulue par l'UE depuis 2007 signifie pour les anciens pays socialistes de passer d'une planification sectorielle à une planification territoriale, dans une logique de cohésion européenne. La démocratisation postsocialiste a donné naissance à de profondes réformes territoriales. La politique de cohésion occupe le deuxième poste de dépense budgétaire de l'UE.

I.3.c- Des frontières fluctuantes

La question des limites territoriales peut être portée par un grand nombre de signes. On peut observer en retraçant l'histoire de la Bulgarie, que l'essentiel tient en la reconnaissance et le partage de leur situation. En effet, la frontière isole le territoire comme unité et cette écriture du tracé représente un peuple attaché à un sol. A défaut d'un territoire déterminé, du à des frontières fluctuantes, il est resté celui de l'aire culturelle, celui d'une langue, d'une religion, d'une histoire. C'est ainsi que dans une société guettée par le risque de désolidarisation, la montée politique du registre territorial peut être comprise comme une réponse identitaire à une recherche de cohésion sociale, d'un enracinement protecteur, permettant d'assurer un ancrage possible dans une société en pleine mutation.

Comme lors de l'indépendance bulgare de 1878 et du rejet de la culture ottomane, la construction du territoire apparaît également face à des revendications territoriales, identitaires et de mise à distance de l'autre lorsque celui-ci est considéré comme différent de soi.

Conclusion

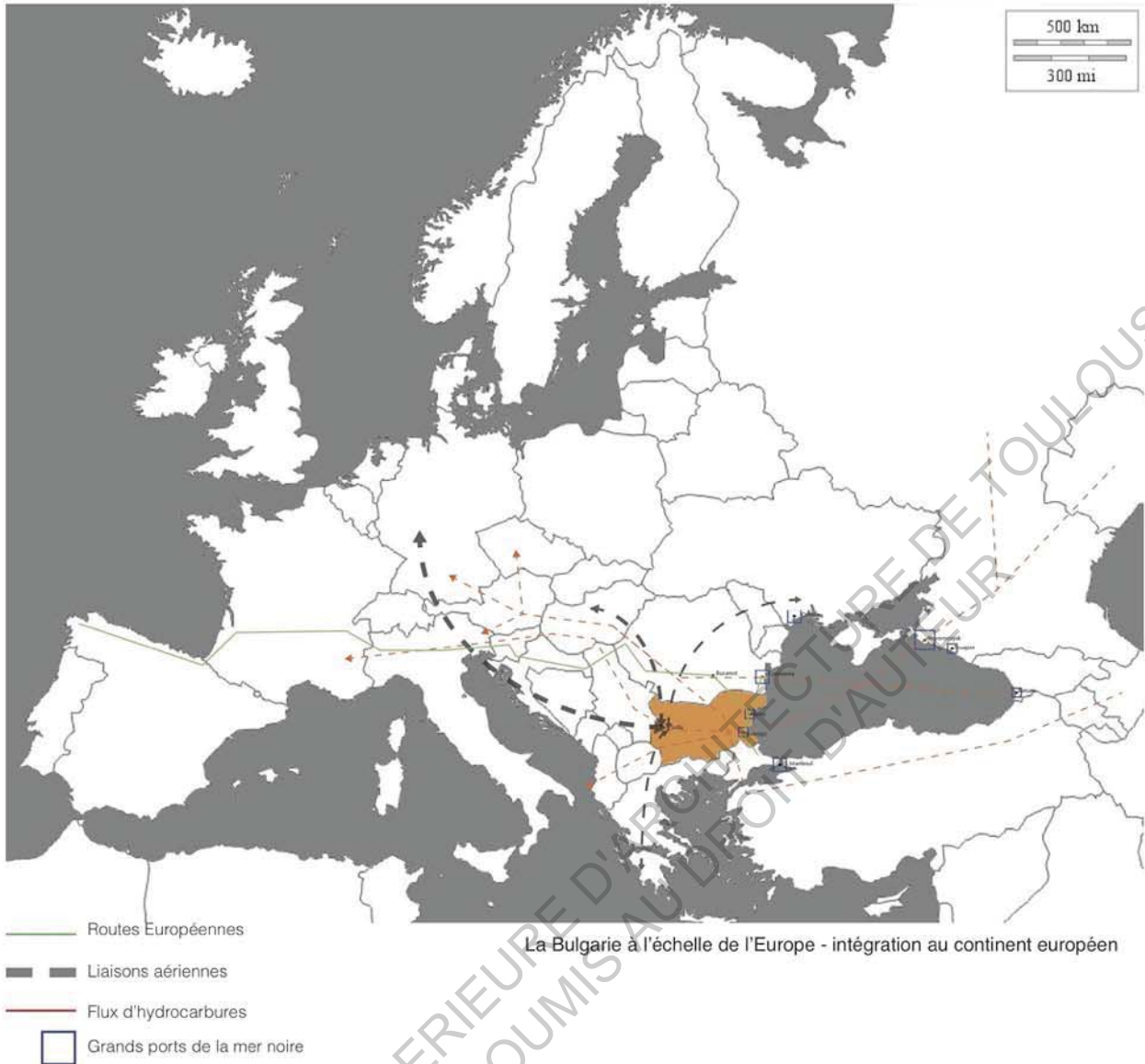
La Bulgarie est l'objet d'échanges multiculturels importants et est un carrefour entre l'orient et l'occident. Ce pays a subi une domination forte, d'abord de l'Empire Ottoman, puis de l'URSS, de nombreux mouvements de populations ayant pour cause les frontières fluctuantes, des crises économiques, tout en conservant son ancrage culturel. En effet, l'histoire montre qu'elle a traversé de nombreux traumatismes et crises en préservant sa culture, en défendant ses valeurs, ses héritages historiques sans s'opposer directement.

« Nous avons pratiqué l'opposition passive, forts de notre expérience d'une domination étrangère qui dura 5 siècles. Pour survivre, nous sommes parvenus à nous défendre sans s'opposer trop farouchement ou directement. On dit oui, mais on en fait qu'à sa tête »⁶⁸

On peut constater que les héritages socio-culturels (Millet, Mahala, Komsiluk etc) qui font l'identité de la Bulgarie et qui ont permis à ce pays de traverser les crises sont issus des divers systèmes sociaux qui ont dominés et qui perdurent aujourd'hui dans la vie quotidienne, dans les relations de voisinage, ou encore dans la cohabitation des communautés.

La suite de l'étude se concentre sur la ville de Varna, lieu du terrain d'étude et a pour but de replacer les différentes influences dans l'histoire bulgare afin de comprendre l'organisation de la ville aujourd'hui.

⁶⁸ GARLATTI G, citant Kostadin Cakarov, « Etude d'une guerre de classes, la révolution et la contre révolution bulgare » 2004.



La Bulgarie à l'échelle de l'Europe - intégration au continent européen

Illustration 17: La Bulgarie à l'échelle européenne

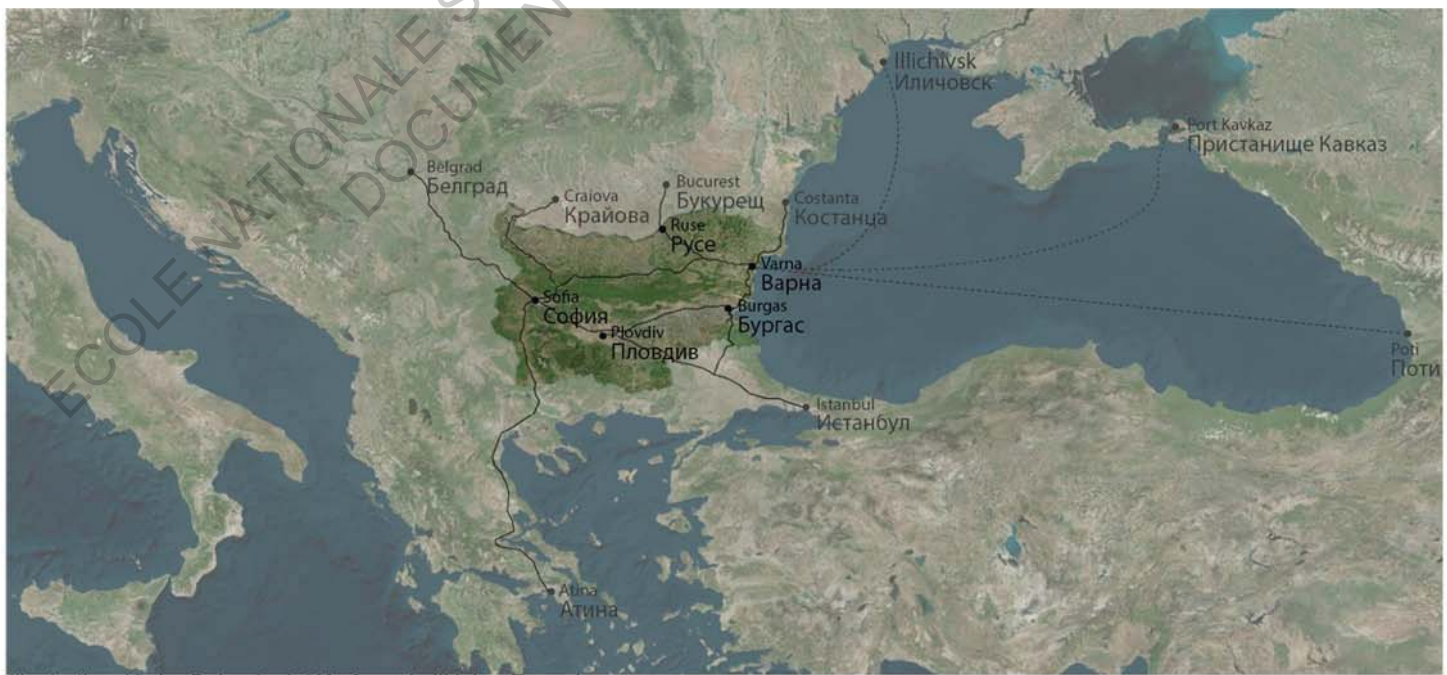


Illustration 18: La Bulgarie, intérface de l'Union Européenne

Illustrations: intégration européenne
source: élaboration CRAB

II- La ville de Varna

II.1- intégration européenne

La Bulgarie intègre l'union européenne en 2007. Elle se trouve à la charnière entre l'orient et l'occident, son caractère oriental est renforcé par des héritages ottomans.

On peut observer au sein de la Bulgarie des disparités régionales. Ainsi la région de Sofia est soutenue par le dynamisme de la capitale, tandis que les régions de Varna et Bourgas, sont elles portées par le dynamisme de la mer noire.

Les régions moins dynamiques économiquement se situent dans les campagnes et les zones frontalières affectées par un déclin démographique car délaissées pendant la période socialiste (dévitalisation des espaces frontaliers du Danube et de la corne du Nord-Ouest). Les projets concernant l'ouverture des frontières permettent de redynamiser les espaces frontaliers, qui affichaient une baisse économique et démographique. La construction des espaces frontaliers prendra du temps, car elles renvoient à l'histoire balkanique de certaines régions disputées comme la Thrace avec la Grèce et la Dobrouja avec la Roumanie.

Les axes d'aménagement du territoire prennent en compte une intégration au continent européen, on y observe des liaisons aériennes depuis Sofia vers l'Europe du Nord-Est, ainsi que vers le centre de l'Europe. D'autres liaisons moins importantes se font vers l'Europe de l'Est et la Grèce. Les Routes Européennes passant par Varna traversent l'Europe d'Ouest en Est, depuis l'Espagne ainsi que du Sud au Nord depuis la Turquie. (*Illustration 17*)

La Bulgarie a pour objectif d'être un carrefour des routes d'hydrocarbure entre l'Asie centrale et l'Europe. Ainsi la façade sur la mer noire est une interface de l'Union Européenne. On y trouve les grands ports de transport de marchandises dominés par celui de Novorossiysk en Russie. En Bulgarie le port de Bourgas est au cœur des dispositifs mis en place. Le port de Varna est lui davantage tourné sur le transport de personnes et touristique.⁶⁹ La Bulgarie cherche à retrouver sa place de carrefour essentiel sur les routes du gaz et du pétrole de l'Asie centrale vers l'Europe. D'importants aménagements sont nécessaires, comme la construction de gazoducs et oléoducs. En effet, l'Europe souhaite aménager des réseaux énergétiques afin d'assurer son autonomie d'approvisionnement et diversifier ses fournisseurs. La façade bulgare sur la Mer Noire devient alors l'interface de l'Union Européenne, vers les gisements d'hydrocarbures post-soviétiques et iraniens. (Illustration 18)

Avec une population de 330 486 habitants en 2011, Varna est la plus grande ville de la côte de la mer noire bulgare, et la troisième ville de Bulgarie après Sofia et Plovdiv. Considérée comme la capitale maritime de la Bulgarie, elle est le centre de la marine nationale bulgare et de la marine marchande. Sa situation sur la côte de la mer noire en fait une des plus importantes stations balnéaires de Bulgarie.⁷⁰ (illustration 19)

La ville se développe sur 238 km² entre le plateau Franga à 356m au nord et le plateau Avren au sud.⁷¹ Sur les zones les plus pentues, difficilement constructibles s'étendent de grandes forêts en partie

⁶⁹ BOULINEAU E, « Bulgarie : Aménager un territoire européen périphérique », sous la direction de Y. JEAN et G. BEAUDELLE, *L'Europe, aménager les territoires*, Paris, Armand Colin, pp. 282-295, 2009.

⁷⁰ GILEV G, DIMOVA B, "local action plan of city of VARNA, URBACT, 2011.

⁷¹ GILEV G, DIMOVA B opus cit.

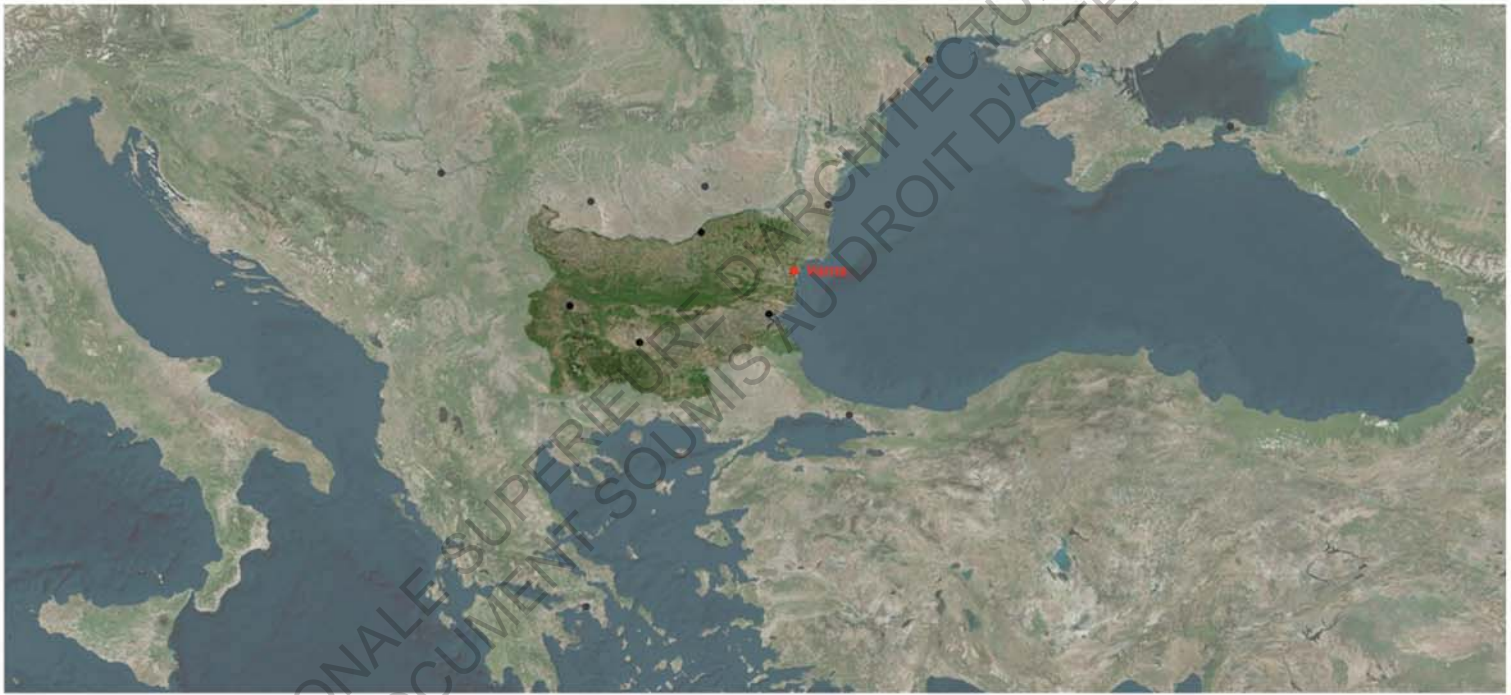


Illustration 19: Localisation de la ville de Varna
source: élaboration CRAB

protégées. La ville est également limitée par la mer à l'Est et va donc se développer essentiellement vers l'Ouest.

Deux canaux sont construits entre le lac de Varna et la baie, permettant d'implanter le port et de favoriser l'échange avec la Mer Noire.

« Le parc de Primorski » est un des plus grands jardins maritimes d'Europe, et s'étend le long de la côte. Cet espace vert artificiel est un haut lieu touristique.⁷²

II.2 - Histoire de Varna

L'évolution de la ville de Varna va être influencée par les événements historiques de l'ensemble de la Bulgarie.

Située sur la région de l'ancienne Thrace, la ville coexiste avec les états grecs présents plus au sud. L'influence Thrace lui permet un accès au deux mers (mer noire, mer Egée) et profite d'une position stratégique avec Byzance, porte vers l'Orient. C'est ainsi que la ville s'est développée autour des cultures hellénistiques thraces, romaines et persanes.

Pendant le Moyen Age, la ville de Varna a plusieurs fois changé de mains, devenant byzantine, puis bulgare.

En 1444 a lieu l'une des dernières grandes batailles des croisades qui provoqua la chute de Constantinople en 1453, et aura pour conséquence la domination Ottomane pendant près de cinq siècles en Bulgarie.

La ville alors organisée suivant la trame viaire romaine laisse place progressivement à une certaine spontanéité. Elle s'organise autour de

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

repères comme les places de marché et les mosquées et chaque quartier, nommé « Mahalas », s'organise autour d'un édifice religieux.

En 1878, lors de l'indépendance de la Bulgarie, alors libérée de l'emprise ottomane, la ville est encore fortifiée par des remparts qui l'encerclent. (*illustration 20*)

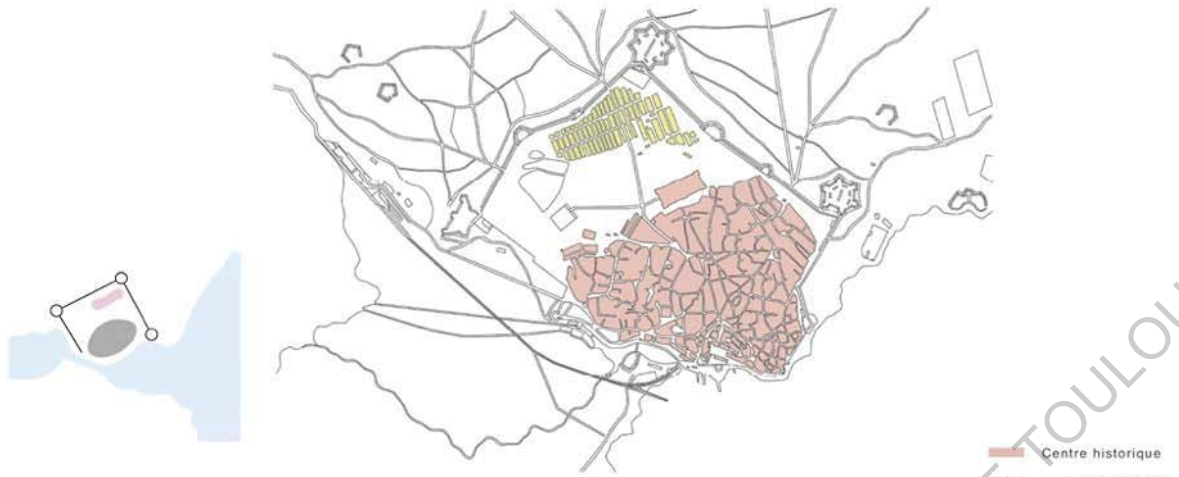
En 1897, une première loi règle le développement des villes bulgares. Influencée par le tracé spatial européen, on observe une tendance générale à une typologie plus large de bâtiments publics ainsi qu'une intégration des pratiques culturelles européennes. A Varna, quelques années plus tard, après la destruction de la forteresse, une extension de la ville se développe en dehors du tracé des anciens remparts. Un axe fort de la ville émerge en suivant l'ancien tracé d'une partie des remparts. Influencé par un rejet du modèle ottoman et une ouverture sur un modèle occidental, le nouveau parcellaire vient s'adosser perpendiculairement à cet axe et s'organise de manière très orthonormée. Les rues s'élargissent et les mosquées sont détruites. De nouveaux bâtiments marquant la renaissance de la culture bulgare sont construits autour de parcs et jardins. (*Illustration 21*)

Lors de la seconde Guerre Balkanique, les troupes russes entrent dans la ville et font de Varna une ville de front jusqu'à la Première Guerre Mondiale. Son économie est alors durement touchée par la perte temporaire de son arrière pays agraire, la Dobrudja.

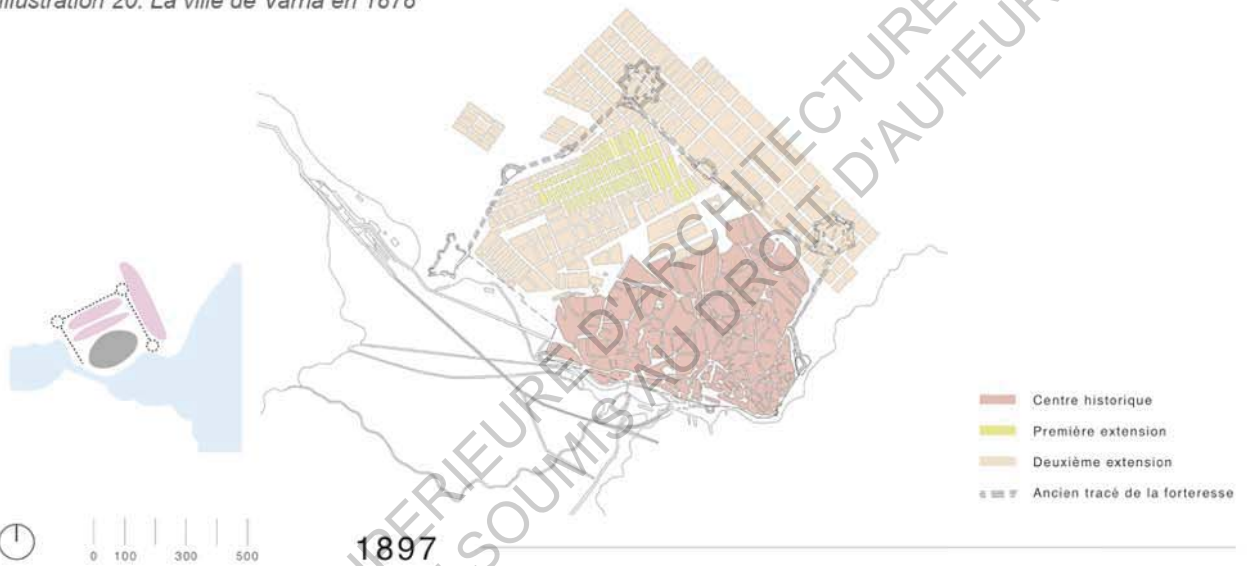
Après la première guerre mondiale et le départ des turcs, et grecs, la diversité ethnique fait place à une prédominance bulgare, bien que d'importantes minorités arméniennes, et juives vont y rester pendant des décennies.

Les guerres balkaniques ont provoqué des migrations encore plus importantes des populations rurales vers les villes.

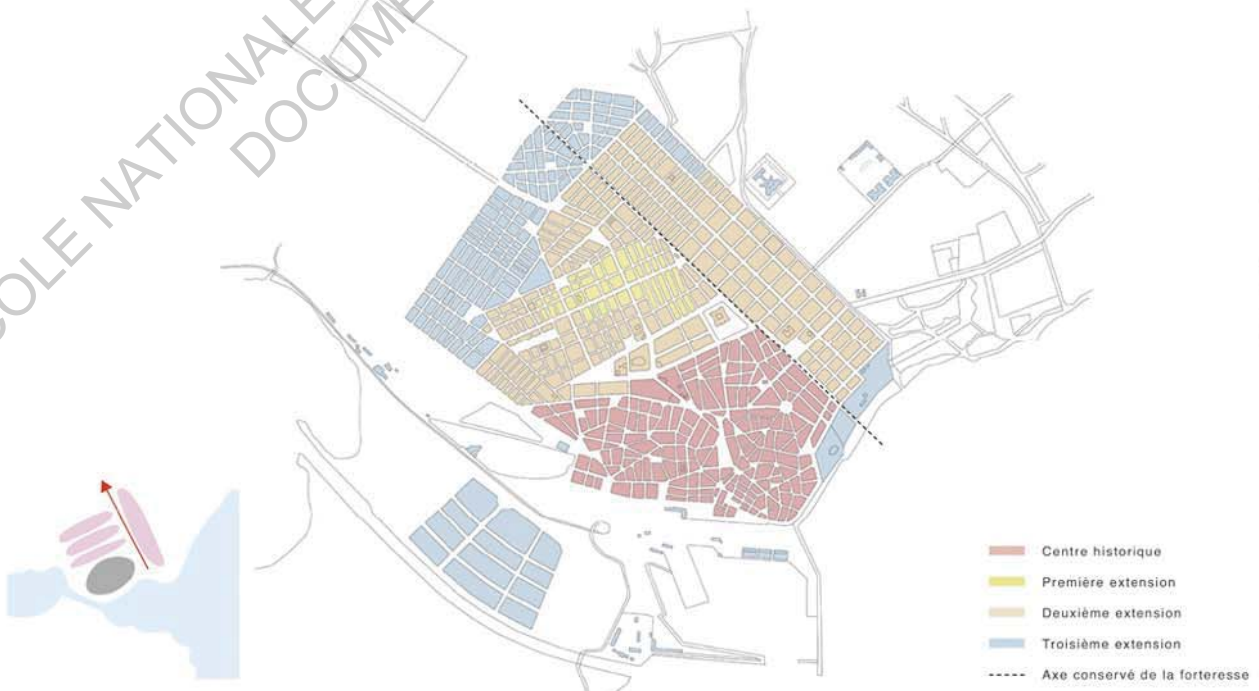
En 1930, sous le régime autoritaire du Tsar Boris III, l'axe des anciens remparts est toujours conservé au fil des années et renforcé par de nouvelles extensions périphériques. L'une s'étend vers l'intérieur des terres et une autre vers la mer noire. Le port maritime et ses alentours se développent, offrant une nouvelle ouverture vers la mer. (*Illustration 22*)



1878
Illustration 20: La ville de Varna en 1878



1897
Illustration 21: La ville de Varna en 1897



1930
Illustration 22: La ville de Varna en 1930

Pendant l'Entre Deux Guerres et en prenant exemple sur l'Allemagne nazie, le Tsar Boris III contourne les clauses du traité de Neuilly. Il soumet la Bulgarie à un régime fortement autoritaire. A Varna, l'expansion de la ville suit désormais trois directions : Est, Ouest et Nord. L'extension côté mer continue à se développer sur la rive Sud-Ouest. Les extensions Est et Nord suivent un développement moins ortho-normé que les précédentes. A partir de 1950, la priorité est donnée aux nouveaux centres industriels. On assiste à une urbanisation rapide et à l'apparition de premiers quartiers résidentiels où se côtoient des habitants de cultures urbaines différentes.

II.3 - la ville sous le communisme

Après la seconde Guerre Mondiale, les politiques socialistes s'alignent autour d'une politique commune, de l'Etat parti, d'industrialisation massive des villes du bloc soviétiques.

En 1956, le développement de la zone industrielle est orienté à l'ouest le long du port et de la ligne TGV, celui de la zone résidentielle au nord et l'espace de loisirs le long de la côte de la Mer Noire. La direction nord-est du développement de la ville est réservée pour les fonctions de loisirs et de tourisme. Un système vert de la ville se développe avec l'extension du parc maritime et la conception de nombreux jardins. L'industrialisation et l'urbanisation ont conduit à une croissance rapide de la population de Varna. (*Illustration 23*)

C'est ainsi qu'au début des années 1960 (*illustration 24*), de nombreux logements sont construits en réponse à la crise du logement et de manière à loger la main d'œuvre provenant essentiellement des campagnes. Le premier complexe résidentiel de Varna est «Chaïka» situé au nord-est du centre historique, à côté du parc maritime.

D'autres complexes résidentiels de grands ensembles seront construits de manière à faire face à l'augmentation croissante de la population : «Levski», «Troshevo», «Mladost I et II», «Renaissance», «Apricot

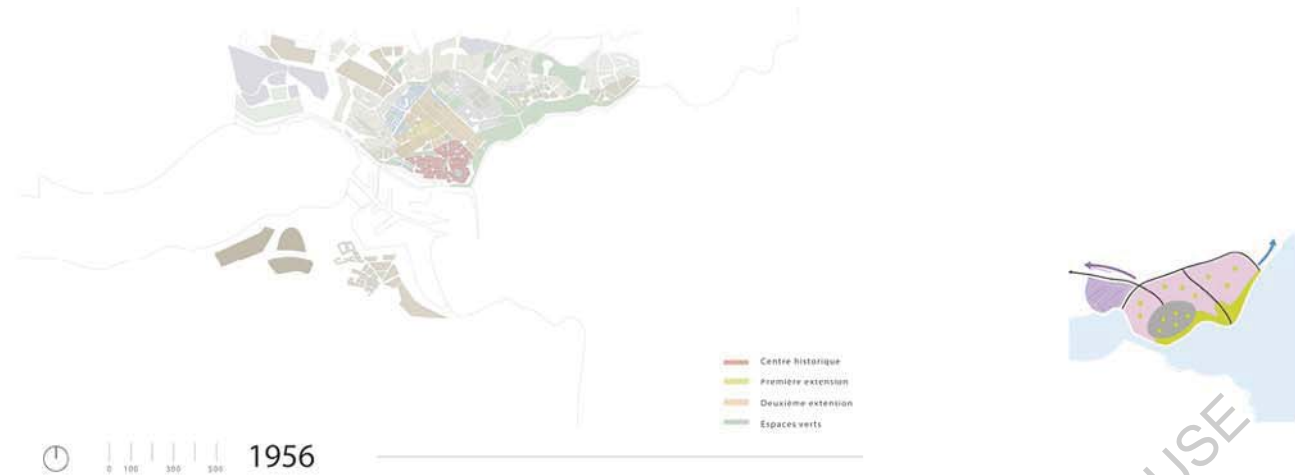


Illustration 23: La ville de Varna en 1956

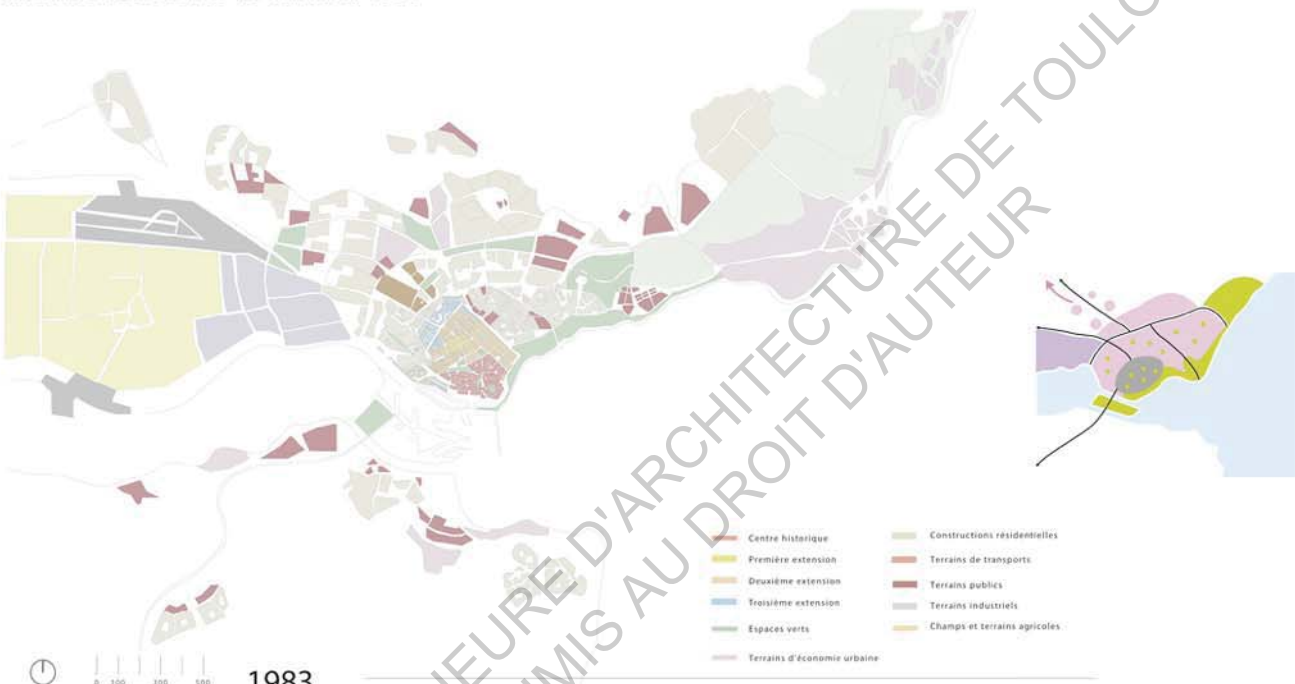


Illustration 24: La ville de Varna en 1983

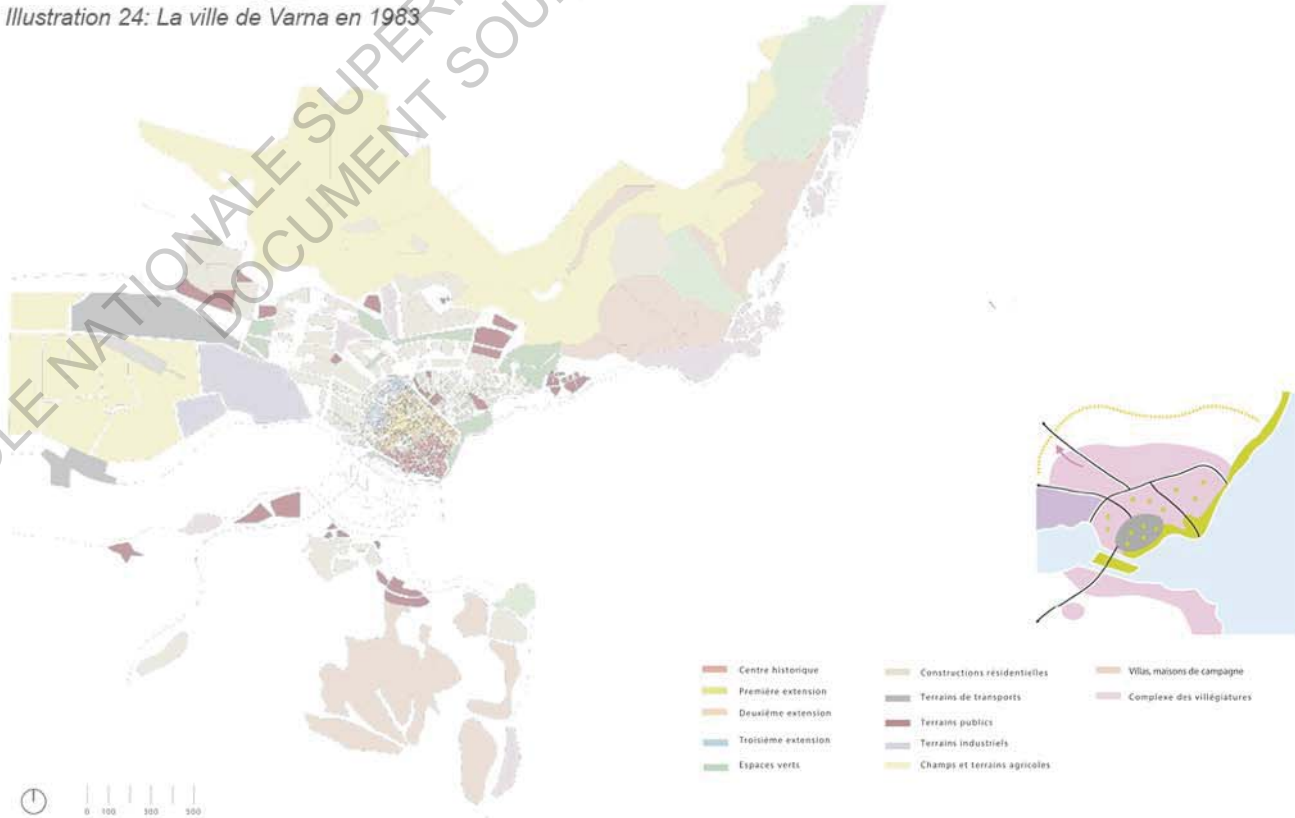


Illustration 25: La ville de Varna en 1991

garden» et «Varnenchik» sont situés à l'ouest et nord-ouest près de la zone industrielle. La politique de ces ensembles exprime un mode de vie communautaire, où chaque quartier prévoyait d'avoir ses propres infrastructures sportives éducatives, commerciales, et routières.

Cependant, avec le déclin du communisme, ces quartiers vont rester sans équipements. L'absence de contrôle et d'implication de l'état, va conduire les habitants à s'approprier leurs logements et les espaces collectifs. Le peuplement de ces ensembles par des populations originaires des campagnes entretient, malgré des formes architecturales totalitaires, une continuité avec les pratiques rurales qui s'adaptent à ces formes nouvelles.

II.4 -Transition postsocialiste

Le changement de régime en 1991, remet en cause les principes même de la planification socialiste. Apparaît alors la nécessité de mettre en place un nouveau plan directeur mais celui-ci se heurte à une politique instable, et à l'absence de plan cadastral. Ce manque va alors laisser la place à des investissements privés ou étrangers qui vont s'établir sans logique globale. (*illustration 25*)

Au début de la transition, la ville reste marquée par des continuités, comme la préservation d'une industrie et un secteur tertiaire encore peu développé.

Au moment de l'entrée dans l'Union Européenne, on assiste à une affirmation des pouvoirs locaux ainsi qu'à une politique de décentralisation. Le plan de développement de ces villes veut concevoir une approche équilibrée entre ressources naturelles, culturelles, le potentiel économique et les ressources humaines. La mise en concurrence des territoires met les villes en compétitivité et fait croire une économie davantage tournée vers le tertiaire.

On observe à Varna une recherche de diversification du territoire avec la reconversion des zones industrielles, le développement d'un

« centres d'affaires », ayant un rôle économique et logistique, et de zones de logements associées à des services, des centres commerciaux. Ce travail va de pair avec celui sur l'identité et la mise en avant du caractère culturel et paysager.

Les réformes vers une économie de marché vont provoquer des bouleversements importants dans la vie sociale : le chômage et la pauvreté s'accroissent et obligent la population à trouver des solutions alternatives sans l'appui de l'état. Ainsi, alors que le centre ville se reconstruit petit à petit en commerces et bureaux, les habitants des quartiers des micro rayons, manquant alors d'équipements, installent des petits commerces de proximité, des lieux de réunion, des petits jardins et des lieux de promenade dans les espaces verts etc.

II.5 - Varna aujourd'hui

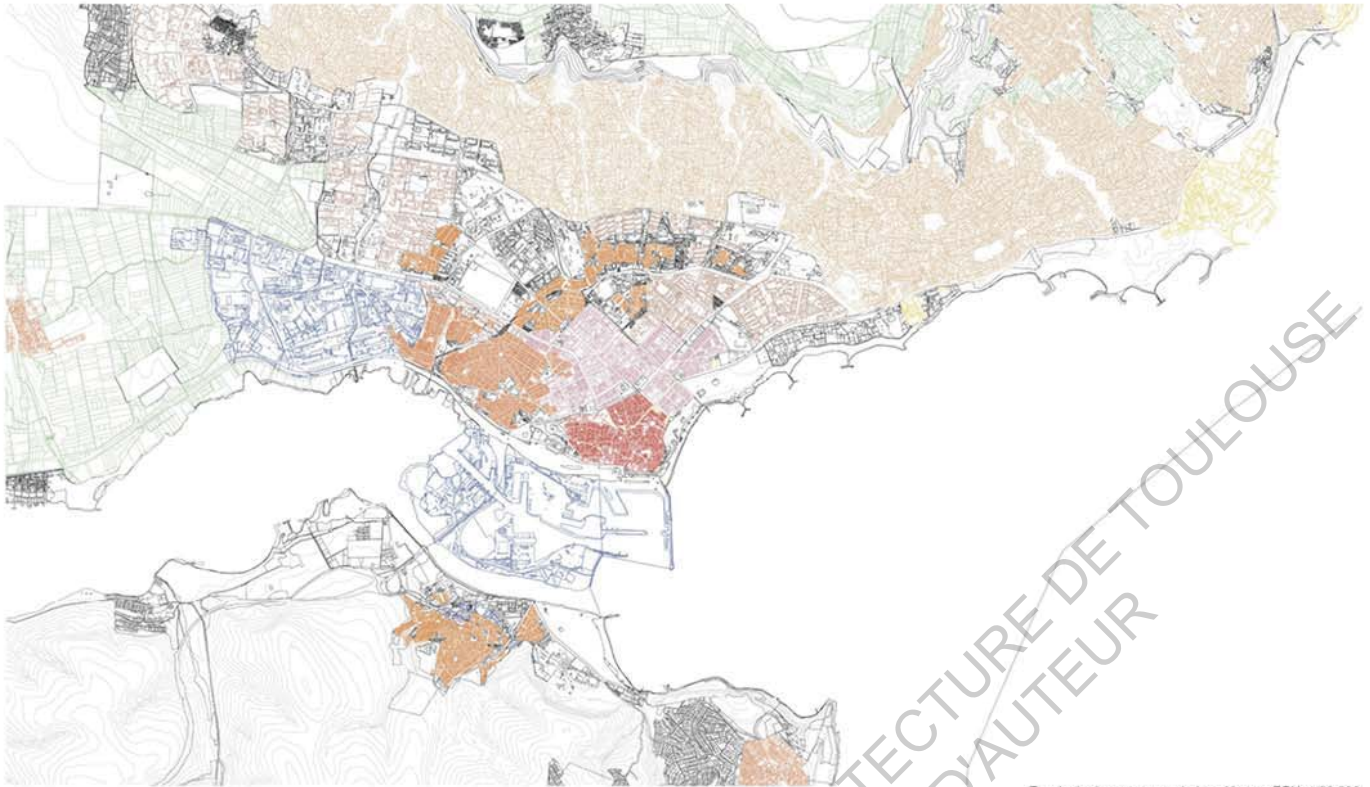
II.5.a- Typologie morphologie

(illustration 26)

La côte est davantage une zone de loisir, où l'on trouve les hôtels et villégiatures.

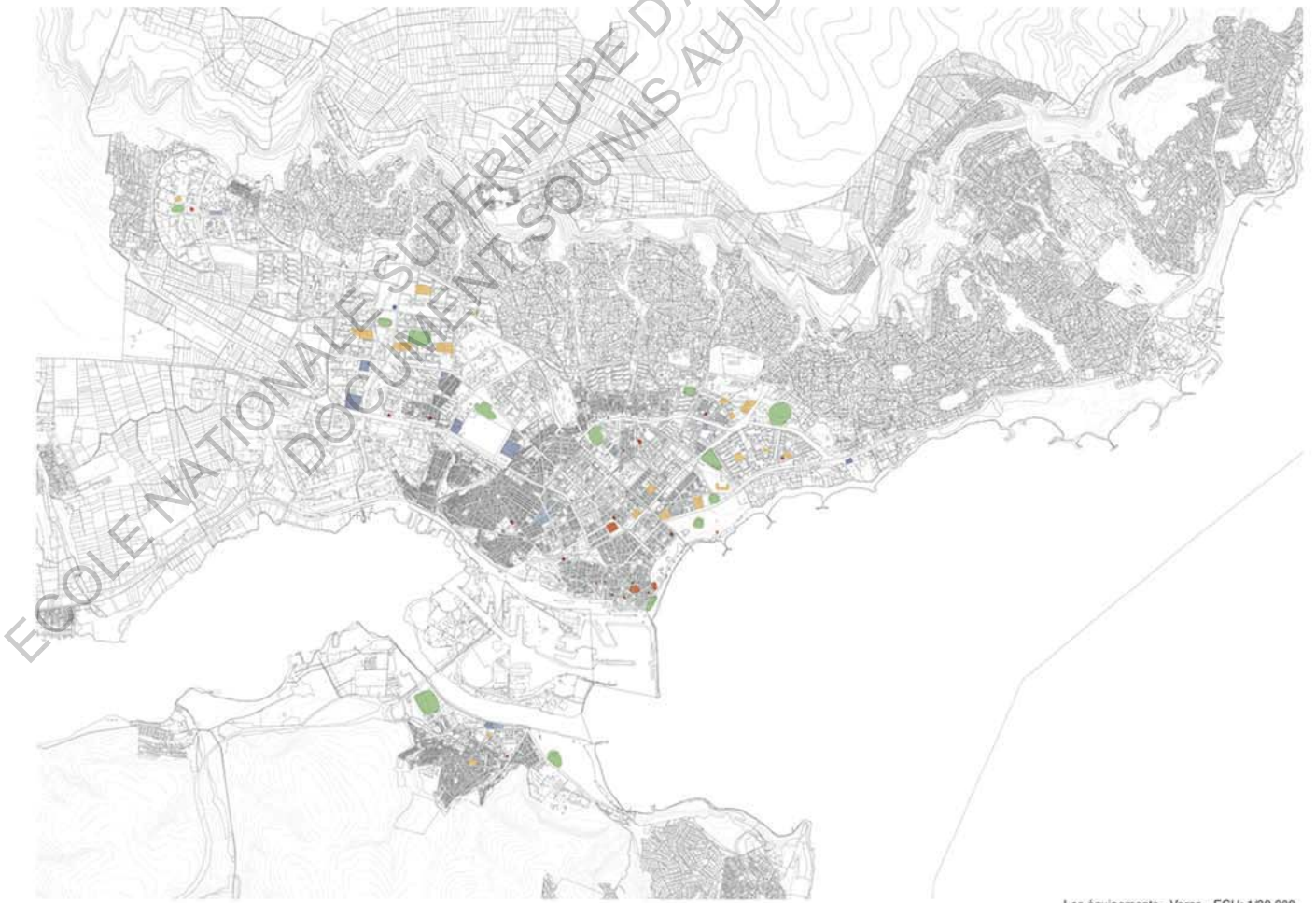
Les installations dédiées aux transports (gare) et aux industries se trouvent près du lac et des canaux artificiels (port de Varna). On retrouve des terres agricoles au nord de la ville sur le plateau Franga et à l'ouest des industries.

Zones résidentielles : on peut distinguer le vieux Varna par sa structure radio concentrique dont l'emprise est restée dans celle de l'ancienne muraille. On observe un étalement dense de petits collectifs, autour de cette structure sur une grille orthogonale. La ville s'est ensuite développée principalement vers l'ouest par différents projets et planifications de plus faible densité. On distingue deux catégories d'habitations parmi ces projets : des maisons individuelles et des grands ensembles. La ville s'est également développée sur les zones les moins pentues des collines. Il s'agit de maisons individuelles sans organisation urbaine puisque le site a déterminé l'implantation.



Typologie des espaces urbains - Varna - ECH: 1/30 000

Illustration 26: typologie des espaces urbains



Les équipements - Varna - ECH: 1/30 000

Illustration 27: les équipements

Illustrations: la ville de Varna aujourd'hui

source: élaboration CRAB

Les habitations sont coincées entre les paysages naturels et agricoles et les quartiers industriel et touristique.

II.5.b- Equipements

(Illustration 27)

Concernant les équipements culturels et commerciaux on peut observer deux types. Premièrement ceux dédiés au tourisme (musées, sites archéologiques, résidence royale, centres commerciaux), se trouvent principalement sur la façade maritime et en centre ville. Deuxièmement, ceux à destination des habitants - sont des équipements de proximité comme les Chitaliste, les bazars, et équipements sportifs, et se développent dans différents quartiers.

II.5.c- Transports

(Illustration 28)

Varna est accessible par avions, par bateaux (port de Varna), trains et ses liaisons entre ports de la mer noire.

Au sein de la ville de Varna deux axes majeurs traversent la ville du Nord au Sud et d'Est en Ouest. Un projet prévoit de remplacer cet axe nord sud par un boulevard périphérique faisant le tour du centre ville.

Des axes secondaires viennent compléter ces liens majeurs. A partir de ceux-ci se développent les artères de la ville suivant les formes urbaines (concentriques dans le centre historique et orthogonales dans les extensions).

Le réseau de transport en commun est constitué uniquement de bus. Il est peu développé excepté l'axe important reliant Vladislavovo aux villégiatures, traversant le quartier commercial et le centre ancien.⁷³

⁷³ <http://agup.varna.bg>, consulté en janvier 2015

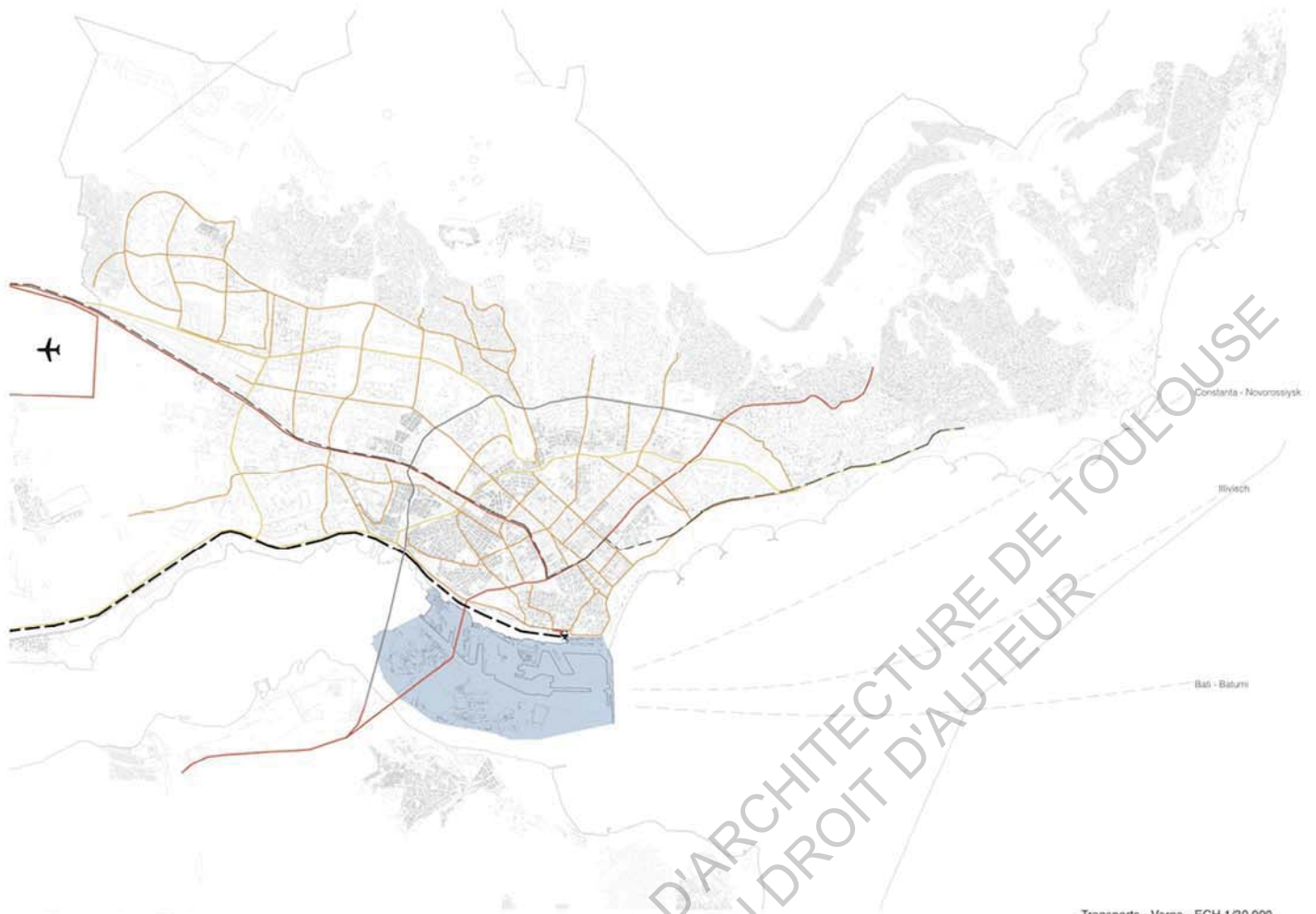


Illustration 28: les transports

Transports - Varna - ECH 1/30 000

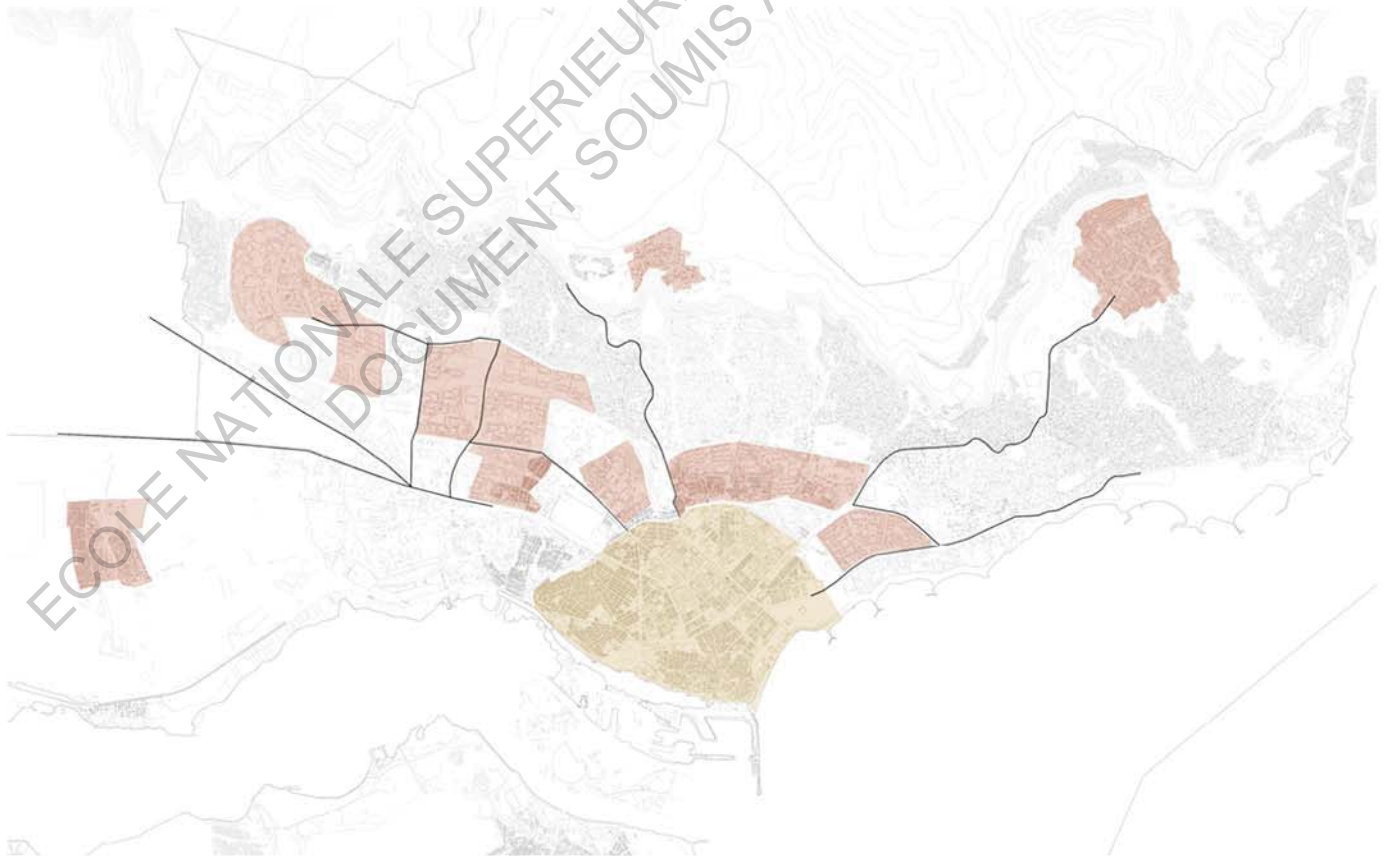


Illustration 29: les micro-rayons

Illustrations: la ville de Varna aujourd'hui

source: élaboration CRAB

II.5.d- Micro rayon

(Illustration 29)

Les Micro rayons sont des centralités constituées de groupe de logements autour d'équipements tels que crèche, écoles, commerces etc. Ces micro rayons se développent autour du « centre ville » à proximité des axes majeurs.⁷⁴

D'après la carte des équipements on peut observer que dans ces lieux se développent des équipements de proximité qui s'adaptent aux besoins des habitants, et fonctionnent de façon autonome par rapport au reste de la ville.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TROUOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

⁷⁴ VALIULYTE J, Urban transformation of Riga's microrayons, Institute for sustainable urbanism, Braunschweig Germany, 2013

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Conclusion

La Bulgarie est un carrefour entre l'Orient et l'Occident. Ainsi, la façade bulgare sur la Mer Noire se veut être une interface de l'Union Européenne et Varna la « capitale maritime » du pays.

Dès ses origines, la ville développe un accès au deux mers (mer noire, mer Egée) et permet à celle-ci de profiter d'une position stratégique avec Byzance, porte vers l'Orient. C'est ainsi que la ville s'est développée autour des cultures hellénistiques thraces, romaines et persanes.

Sous le communisme l'industrialisation et l'urbanisation conduisent à une croissance rapide de la population de Varna. Ainsi, dès 1960, sont construits, en réponse à la crise du logement et de manière à loger la main d'œuvre provenant essentiellement de l'exode rural, les micro-rayons dont celui de Maldost. L'absence d'implication de l'état, va conduire les habitants à s'approprier leurs logements et les espaces collectifs. Ainsi malgré des formes architecturales totalitaires, les populations rurales entretiennent une continuité avec ses pratiques issues des campagnes.

Au moment de l'entrée dans l'Union Européenne, on assiste à une affirmation des pouvoirs locaux ainsi qu'à une politique de décentralisation. Les villes mettent alors en place des politiques orientées vers une volonté d'intégration européenne. Il s'agit, dans l'étude des grandes orientations du plan directeur de la ville de Varna, de mettre en avant les continuités et les ruptures avec les divers héritages ainsi que de comprendre dans quoi s'inscrit le développement de quartiers tels que les micro-rayons, les acteurs qui y entrent en jeu et leurs moyens d'agir.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

III – Plan directeur de la ville de Varna

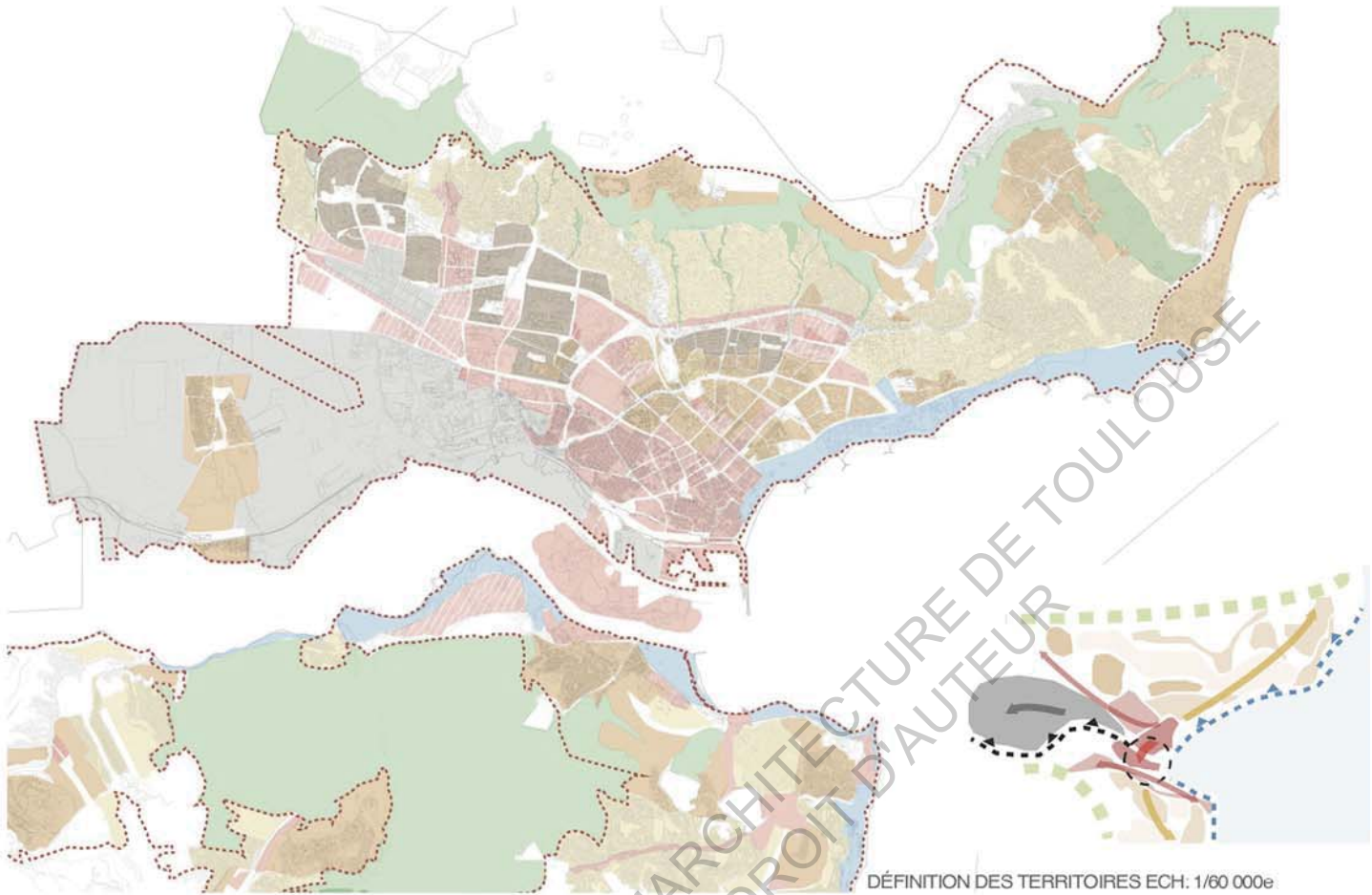
III.1- volonté d'intégration européenne

Le plan directeur de la ville de Varna est établi en 2011 et s'inscrit dans une logique d'intégration européenne. La charte européenne avance le terme de « cohérence » de composition urbaine dans une « Europe unie » tout en se refusant être une forme d'homogénéisation urbaine à l'échelle européenne. Les communes se retrouvent cependant encadrées par des institutions internationales telle que la Banque mondiale qui appuient alors des choix urbanistiques basés sur un modèle occidental.

On peut ainsi observer à Varna une volonté de mise en ordre et de délimitation de l'espace afin de définir différents types de territoires (territoires urbains, agricoles, forestiers, littoraux, protégés) et de fixer leurs limites et/ou leur expansion. (*illustration 30*)

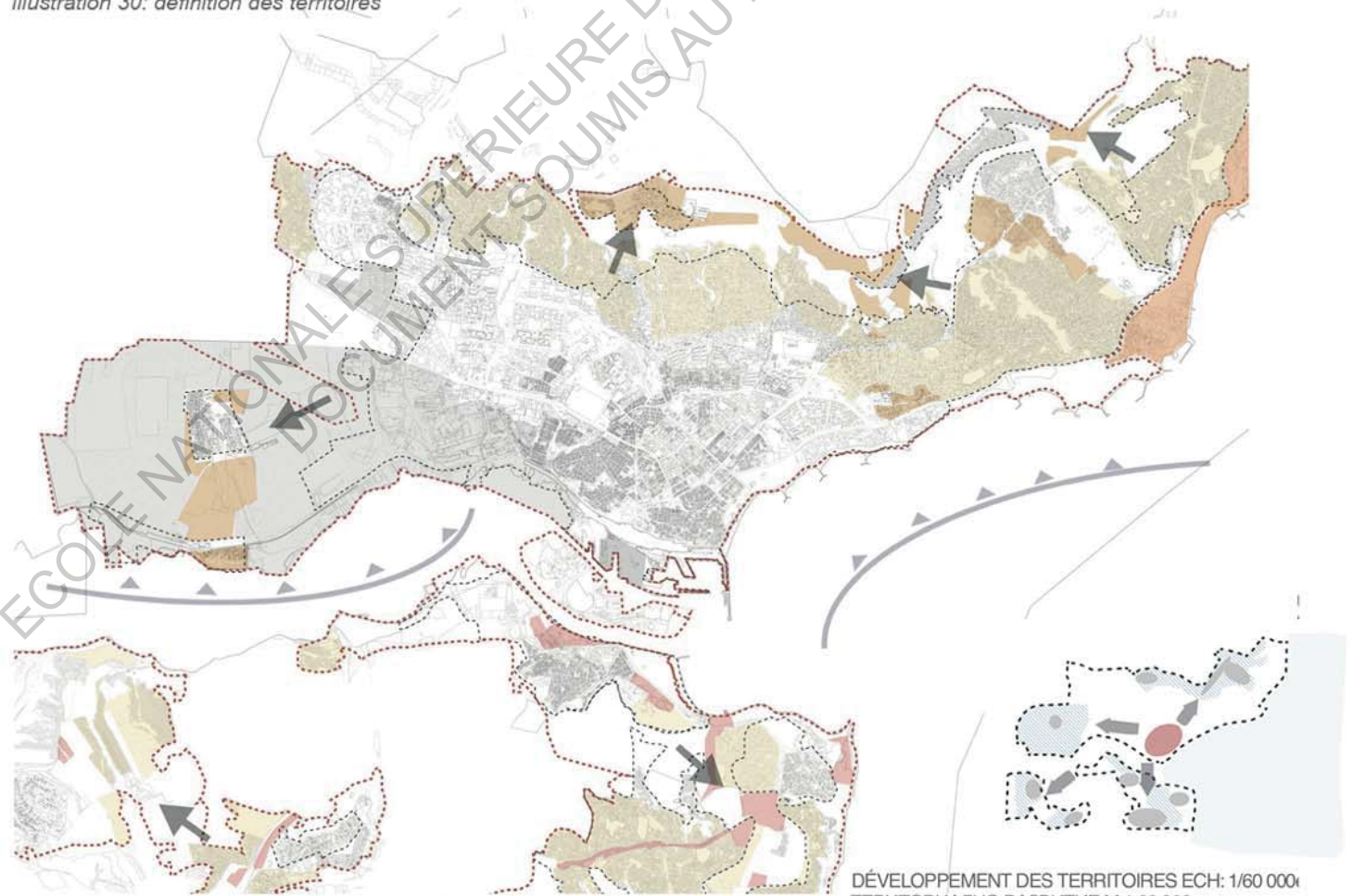
Le plan a pour premier objectif de limiter le développement de la ville en densifiant à l'intérieur des limites actuelles. Le développement de la ville de Varna est prévu grâce à une densification, notamment par des services et commerces, des espaces peu denses autour des territoires d'habitation vernaculaires ou encore dans les espaces autour du centre comme les micro rayons possédant une densité plus faible. Certains de ces espaces ont déjà été, pendant la période de transition, investis par des promoteurs privés, et/ou étrangers qui ont réalisé des projets sans logique globale.

La nouvelle limite constructible veut également intégrer les « poches » de ville non liée au reste du territoire afin de les intégrer au développement global de la ville. Ainsi la densification se fait principalement sur la partie sud de la ville par des habitats de type



DÉFINITION DES TERRITOIRES ECH: 1/60 000e
 ТЕРИТОРИАЛНО ОБОЗНАЧЕНИЕ М 1:60 000

Illustration 30: définition des territoires



DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES ECH: 1/60 000e
 ТЕРИТОРИАЛНО РАЗВИТИЕ М 1:60 000

Illustration 31: développement des territoires

Illustrations: Plan de développement de la ville de Varna
 source: élaboration personnelle

petits collectifs couplés à des services. L'étalement de la nouvelle limite constructible prévoit aussi des zones à densifier en périphérie, principalement sur la façade maritime, aujourd'hui terrains agricoles, qui se retrouveront transformés en immeubles de standing destinés à une classe aisée. (*illustration 31*)

Toujours, sur un modèle européen, le plan prévoit la mise en place de nouvelles logiques d'organisation et de gestion des territoires basées sur une requalification du centre où les maisons du début 20e laissent place à des banques bureaux et immeubles de standing.

Ainsi à Varna, une grande partie du centre ville se reconvertit en commerces, bureaux, et services appelé « centre d'affaire ». Parallèlement, se développent au niveau de la façade maritime des immeubles de petits collectifs de standing. Ce projet de développement veut développer une économie tournée vers la mer, le tourisme et les loisirs, que l'on peut voir notamment par la restructuration du port de Varna, nommé « centre d'affaire de l'île ». On assiste donc à l'essor de zones résidentielles de standing liées aux loisirs (tourisme) principalement vers le nord Est, sur la façade sur la mer noire.

Le réseau de transport de marchandises est alors être déplacé davantage vers l'intérieur, sur les berges du lac de Varna de façon à se lier à la voie ferrée et au développement de la zone industrielle.

(*illustration 32*)

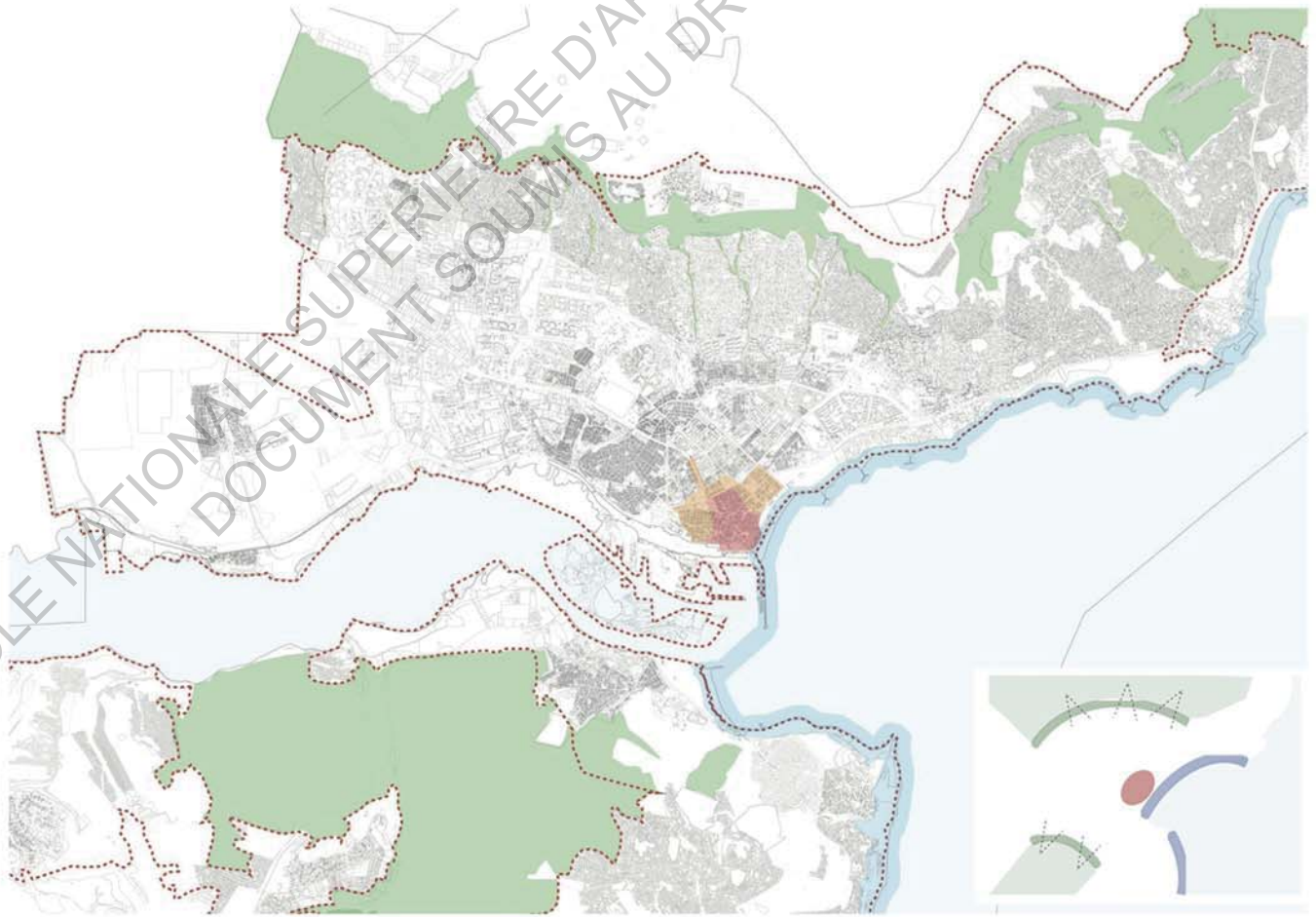
III.2- Protection culturelle et environnementale : Mise en valeur d'une identité

Le plan détaille principalement une politique du patrimoine concentrée sur le centre ancien et sur son architecture issue de la renaissance



Illustration 32: développement des transports

TRANSPORTS ECH: 1/60 000e
 ТРАНСПОРТ М 1:60 000



PROTECTION DU PATRIMOINE PAYSAGER ET CULTUREL ECH: 1/60 000e
 ОПАЗВАНЕ НА ПЕЙЗАЖНОТО И КУЛТУРНО НАСЛЕДСТВО М 1:60 000

Illustration 33: Protection du patrimoine paysager et culturel

Illustrations: Plan de développement de la ville de Varna

source: élaboration personnelle

bulgare. On observe dès à présent à Varna, un projet de patrimonialisation détaillée du centre ville afin de préserver le tissu ancien, par un système de protection valorisant les aménagements architecturaux traditionnels et porteurs d'identité. Le but est d'afficher la diversité architecturale comme valeur culturelle de la ville, passant notamment par un remodelage des façades.

Le nouveau plan prend en compte le nouvel enjeu de la préservation de l'environnement et prévoit de protéger les zones vertes telles que les lacs, forêts et paysages agricoles. (*illustration 33*)

On peut observer que le développement des services publics est généralement lié à un travail paysager de mise en valeur. La mise en valeur des grandes avenues, passe par l'implantation de commerces, services et par un travail paysager, lié à un parcours piéton depuis ce centre. Il y a une volonté de maintenir une structure concentrique autour du centre ancien marquée par la mise en valeur d'une ceinture urbaine autour de celui-ci.

III.3- le statut des micro-rayons

A partir de ce centre, se développent, de façon linéaire, les services publics et commerces de long des grands axes de circulation, de façon à relier les pôles secondaires et micro rayons en périphérie. Ces nouvelles avenues sont aménagées de façon à mettre en avant les activités commerciales et administratives. Cependant, le développement de ces itinéraires se fait principalement du centre ville vers le littoral et s'inscrit davantage dans une stratégie de mise en place d'infrastructures de sport et de promenades tournée vers la mer.

Même si la politique de patrimonialisation ne s'applique pas aux micro-rayons leur statut et notamment celui des espaces dits « territoires

inachevés » se précise. La quasi totalité des logements sont propriétés des habitants, les terrains sont eux propriété de la commune. Les droits et les devoirs de chacun sont donc confus. Ces territoires sont occupés par des complexes d'habitation de la période socialiste, sans équipements, mais on été appropriés par les habitants sous forme de promenades, jeux d'enfants, jardins etc. Ainsi le plan prévoit d'utiliser ces espaces peu denses afin d'apporter une diversité fonctionnelle, par l'implantation de services, liées à un travail paysager de mise en valeur. On observe ainsi une volonté de travailler sur un espace public de type européen, passant par une destruction des appropriations précédentes.

Comme on l'a vu précédemment, le plan prévoit une préservation des espaces verts de la ville, mais continue d'influencer une densification de ceux présents au sein des ensembles d'habitation socialistes.

III.4 - Continuité d'une structure concentrique

La volonté de donner une certaine indépendance aux micro-rayons en y apportant des commerces marque l'émergence d'une structure polycentrique. On peut cependant observer la persistance d'une structure mono-centrique, héritage socialiste, par les efforts de mise en valeur et de développement qui s'y concentrent. En effet, même si les le développement important des centres commerciaux se veut être un moyen d'engendrer de nouvelles centralités, le peu de prise en compte par les élus des problèmes et des caractéristiques, notamment au niveaux des espaces verts, des ensembles d'habitations socialistes montrent le maintien d'une volonté de concentrer les politiques sur le centre et la façade maritime. (*illustration 34*)

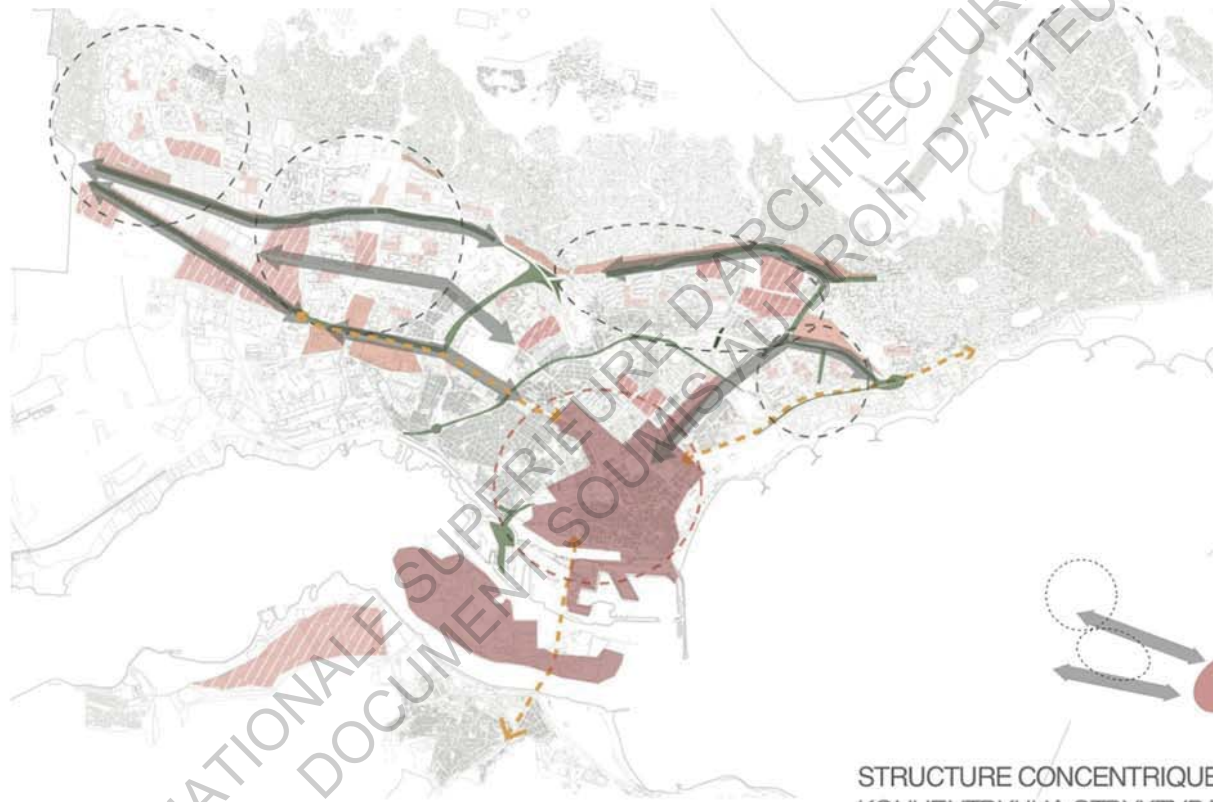


Illustration 34: continuité d'une structure concentrique

STRUCTURE CONCENTRIQUE ECH: 1/60 000e
КОНЦЕНТРИЧНА СТРУКТУРА М 1:60 000

III.5- les acteurs, leurs actions, espaces de libertés, moyens d'agir

L'architecte en chef est la figure centrale de l'organisation et de l'aménagement de la ville et possède l'ultime pouvoir de décision.

Pendant la période de transition des intérêts privés et étrangers ont profité de l'instabilité gouvernementale, de la décentralisation pour construire illégalement sans logique globale. Ainsi les espaces peudenses des ensembles d'habitats socialistes, aujourd'hui appropriés par les habitants se trouvent de plus en plus investis par des entrepreneurs étrangers, mettant en péril une identité de la société bulgare, ce lien à la terre. La spéculation foncière s'est alors développée sans contrôle des collectivités locales.

Peu à peu des actions se sont organisées pour faire face à la disparition des terrains de jeux ou espaces verts autour des habitations. On peut alors observer un processus de reprise de contrôle par les habitants et une volonté de ceux-ci d'être reconnus par les collectivités locales comme un autre acteur de la ville.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Conclusion

Le plan directeur de la ville de Varna montre une volonté d'intégration européenne et la volonté de donner une image d'une métropole européenne à la ville.

Les orientations se concentrent sur une recherche d'identité de la ville, par la préservation du patrimoine ancien (politique du patrimoine), par un changement économique tourné tourisme, et par une densification petits collectifs, et des immeubles de standing.

On peut ainsi observer une ville à deux vitesses. En effet, d'un côté, une politique de la ville concentrée sur le centre ancien et le littoral et une politique au niveau des micro-rayons des grands ensembles soviétique absente des préoccupations des décideurs, avec le risque de laisser place à des investissements privés qui ne prendraient pas en compte la richesse sociale que représente ces quartiers.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TROUVILLE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

CONCLUSION DE L'INTRODUCTION AU TERRAIN

On a pu voir précédemment que la Bulgarie, au fil de son histoire, s'est construite sur des héritages multiculturels et que ce sont ces mélanges divers qui constituent aujourd'hui la richesse et l'identité du peuple bulgare.

Forte d'une mixité culturelle importante issue des diverses influences, les changements politiques culturels au cours de l'histoire de la Bulgarie ont influencé les comportements sociaux et ont déclenchés des liens entre continuité et ruptures, création, adaptation. C'est ainsi que, sans s'opposer farouchement, le peuple bulgare a réussi à défendre son identité, sa culture et ainsi à traverser les crises. En effet, ces périodes de transition reposent à la fois sur des dynamiques de destruction, de recomposition des patrimoines culturels, sociaux, historiques permettant d'absorber des traumatismes, tel que des dominations idéologiques, tout en conservant sa propre culture.

L'Enjeu de cette partie a donc été de comprendre les différents processus de résilience qui se sont mis en œuvre au fil de l'histoire afin de comprendre ce qui est en œuvre aujourd'hui face au changement économique apparu en Bulgarie après la chute du communisme, plus particulièrement dans la ville de Varna.

Il devient alors intéressant d'étudier plus précisément ce phénomène de résilience dans le cadre d'une étude sur un micro-rayon. En effet, il s'agit de territoires que les habitants s'approprient encore, et qui sont le reflet d'une cette identité et des moyens engagés de manière à traverser les changements passés et à venir.

J'ai donc réalisé une étude sur le quartier de Trochevo, appartenant au micro-rayon de Mladost, quartier d'habitat socialiste à Varna afin d'observer quelles sont les moyens qui ont été mis en place par les habitants de façon à faire face au changement économique après la chute du régime communiste et au passage à une économie de

marché, afin de préserver leur culture et comment ces actions peuvent s'inscrire dans une démarche de résilience urbaine. Ce travail plus précis d'observations, de relevés et d'entretiens dans ce quartier concernant les actions des habitants dans leur quartier s'est déroulé durant une dizaine de jours lors d'un workshop au mois d'avril 2015.

Un premier temps sera consacré à la présentation du quartier et à son fonctionnement. J'analyserai ensuite les moyens mis en place par les habitants lors du changement politique et économique provoqué par la chute du communisme. Et enfin la dynamique habitante et ce qui permet cette initiative à la source d'un processus de résilience urbaine.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Illustrations 35: Localisation de Mladost dans la ville de Varna
source: élaboration CRAB

PARTIE 3 :

EXPLORATION

DE TROCHEVO Étude du quartier

I - Présentation du terrain d'étude : le quartier de Trochevo à Varna

I.1 - Le micro rayon de Mladost

Le quartier de Trochevo se situe dans le micro-rayon de Mladost à l'Ouest du centre ville de Varna. Mladost comprend plusieurs complexes d'habitations construits dans les années 1960, aujourd'hui (2011) de 87 000 habitants. Le quartier possède des écoles, une église, un marché, des équipements de sport, et aujourd'hui plusieurs grandes surfaces, dont le « Mall of Varna ». Il demeure cependant un quartier dit inachevé d'où le nombre d'équipements manquant. (*illustration 35*)

L'analyse de l'état actuel de la ville de Varna nous a montré la diversité des tissus. Nous avons ainsi pu remarquer que les micro rayons, que nous pouvons définir par unité de voisinage, occupent une grande part de l'espace urbain et font partie intégrante du caractère de la ville.

Varna compte sept micro-rayons, construit pendant les années 1970 de la période communiste. La construction de ces micro-rayons ne répond, contrairement à d'autres pays, pas à contexte de relogement d'urgence d'après guerre. En effet, en Bulgarie du fait de l'exode rural tardif, les immeubles sont conçus dans l'objectif d'une privatisation.

En effet, issus de la production industrialisée, à l'image d'une économie centralisée, les logements ont été d'abord conçus comme des habitations privées. Cette privatisation possible a d'ailleurs été une des premières motivations de la participation des habitants à leur construction.

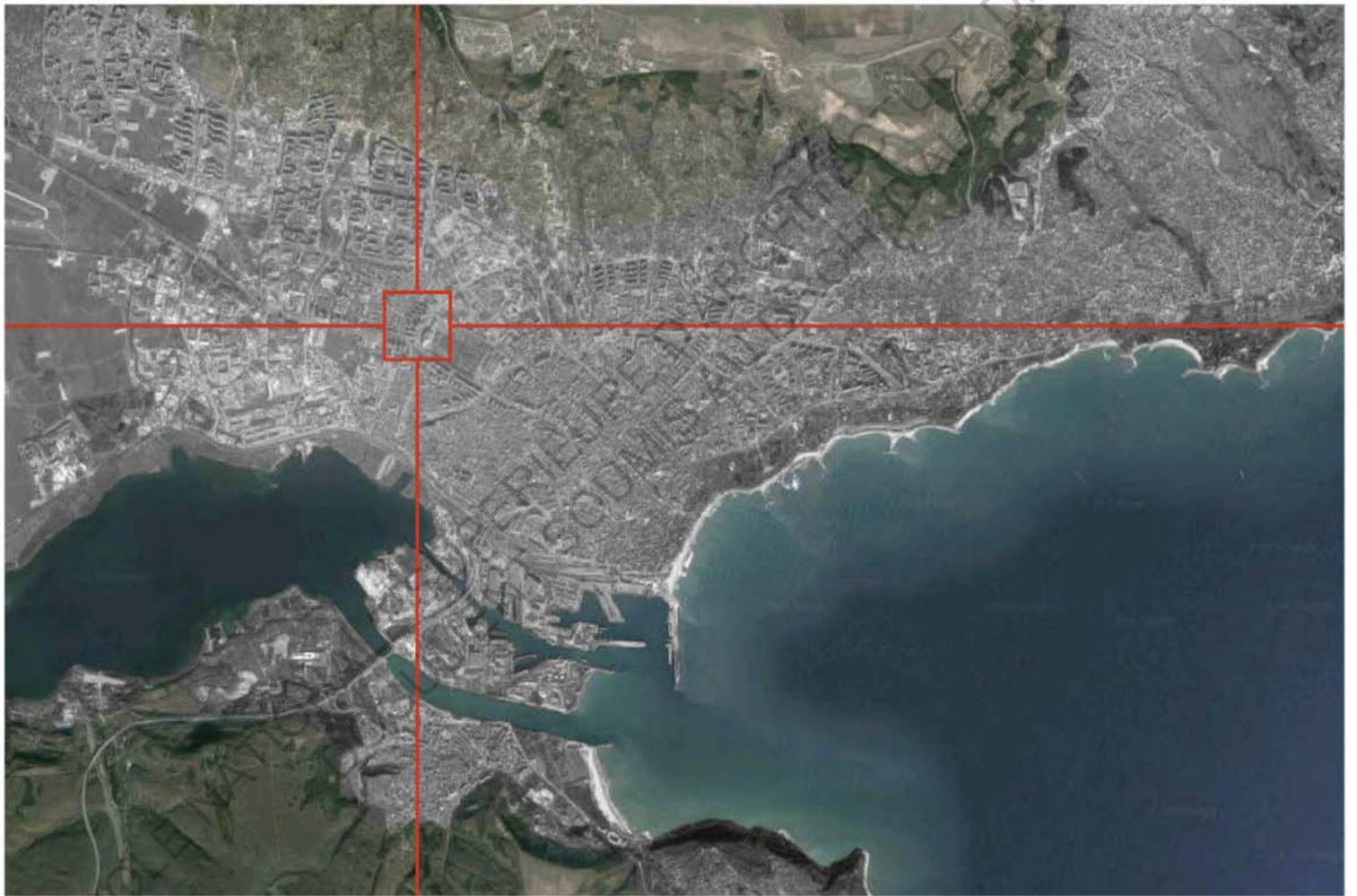
L'immeuble est le symbole du progrès, de conditions de vie modernes, imposant une nouvelle culture. Ainsi, dans les plans conçus, tous ces quartiers étaient censés posséder des équipements, écoles, espaces de jeux, commerces de façon à ce qu'ils soient indépendants. Dans leur définition, les micro-rayons, « unités de voisinage », sont des complexes de bâtiments résidentiels combinés avec une variété de services et de points de ventes répondant aux besoins quotidiens des populations. Ils ont été créés dans une logique urbanistique communiste dont le but était de fonder une société égale où il n'existe pas de différences entre les classes.

Ainsi la propriété est collective, l'Etat possède le terrain. Les Micro-rayons, de part leurs densités verticales, concentrent une part importante de la population et constituent la principale source de logement en Bulgarie.

I.2 - Le quartier de Trochevo

Dans le cadre de cette étude je me suis intéressée plus particulièrement au quartier de Trochevo, situé au sud Est du micro rayon de Mladost, le long d'une des artères menant au centre ville, le boulevard Vladislav Varnenchi. (*illustration 36*)

Cet ensemble est particulièrement défini spatialement : à l'est par le Mall de Varna, au sud par le boulevard Vladislav Varnenchi, à l'ouest, par un quartier d'habitats individuels, rompant avec la modernité socialiste, et au nord par des terrains non construits.



Illustrations 36: Localisation du quartier de Trochevo dans la ville de Varna
source: élaboration CRAB

Le choix et le travail sur ce quartier s'inscrit dans un objectif commun avec le collectif CRAB qui est de mener une opération de médiation architecturale concernant la réhabilitation énergétique des immeubles de planification soviétiques afin de construire une vision partagée entre habitants, institutions, entreprises et proposer des solutions de réhabilitation participative. Le travail mené pendant le Workshop du 15 avril au 2 mai 2015 « WAM Varna 1 » avait pour but d'appréhender l'histoire, la sociologie, la culture de la Bulgarie, de Varna et de Trochevo afin de comprendre les rapports sociaux aujourd'hui.

Ainsi les études menées sur le quartier de Trochevo et le futur projet de réhabilitation énergétique constituent une première opération pilote pour Dalkia / Véolia et la ville de Varna. C'est pourquoi, la situation du quartier est intéressante de par sa visibilité, car situé sur une entrée de ville, et sa proximité directe avec des formes urbaines très différentes comme un centre commercial ou des habitats pavillonnaires.

I.3 - Fonctionnement du quartier

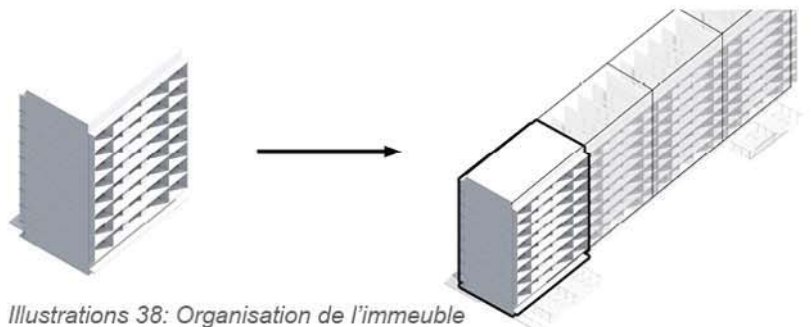
(illustration 37)

Ce quartier s'étend sur environ sept hectares et comprend quatre barres identiques de sept étages, six plots de quatorze étages ainsi qu'une barre fragmentée résultant de l'assemblage de cinq cages d'escaliers en R+7 et R+8. Chacune d'entre elles s'organisent sur une même logique, elles sont constituées de cinq travées et d'une juxtaposition de quatre unités types. Chaque étage comporte trois appartements orientés Sud. *(illustration 38)*

A l'intérieur du quartier se trouve un système de voirie à moindre influence menant aux stationnements présents aux pieds nord des barres où se trouvent également les entrées.



Illustrations 37: Plan conçu du quartier de Trochevo



Illustrations 38: Organisation de l'immeuble



Vue de l'ensemble du quartier de Trochevo



Vue des entre barres

La végétation prend une place très importante dans ce type de quartier. En effet, la faible densité et l'intérêt porté aux espaces verts participent à l'identité de Trochévo et sont le lieu d'appropriations de la part des habitants. (*illustration 39*)

Entre chaque barre se déploient des espaces de jeux pour enfants et constituent les seuls équipements finalement construits lors de la planification soviétique. Plus tard les habitants mettront en place des lieux de rencontre tel que des bancs, tables, des jardins, ainsi que des petits commerces de proximité en pied de tour afin de subvenir aux besoins quotidiens.

En 2007, est construit le Mall Of Varna et le grand magasin Kaufland de l'autre côté du Boulevard Hristo Smirmsenski. L'arrivée du Mall est considérée par certains habitants comme un atout rendant le quartier « plus vivant ». Cependant celui-ci a également marqué la fin des petits commerces de proximité. Alors, qu'ils se trouvaient en nombre pendant la période soviétique, seulement deux subsistent encore aujourd'hui. Il en est de même pour le marché de fruits et légumes, autrefois lieu important à la vie du quartier et aujourd'hui fermé. En effet, d'après le témoignage de la gérante d'un de ces deux commerces, la peur d'une trop forte concurrence a fait fuir les gérants qui ont préférés vendre, elle même ayant du adapter ces prix à cette nouvelle concurrence. Pourtant ces espaces, lieux de rencontre essentiels à la vie du quartier, sont amenés aujourd'hui à disparaître.

L'arrivée du Mall a également modifié une manière de consommer. Alors que, basé sur un mode de vie rural, la cuisine se faisait auparavant en grandes quantités, pour plusieurs jours, les habitants sont incités aujourd'hui à traverser l'avenue quotidiennement pour venir acheter ce dont ils ont besoin.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Conclusion

Le quartier de Trochevo, quartier d'habitat socialiste situé dans le micro rayon de Mladsot présente un intérêt certain concernant l'étude des actions et des comportements des habitants face au délaissé d'une politique urbaine dans ce type de quartier et au changement économique après la chute du communisme. Il s'agit, de plus, d'un quartier bien délimité où sont visibles les éléments d'appropriation et un investissement important de la part des habitants.

L'étude de terrain à Trochevo a consisté en des observations et des relevés des moyens mis en place par les habitants face au basculement politique et au changement économique lors de la transition post socialiste. Je me suis donc concentrée sur les appropriations des entre barres et notamment sur les jardins présents en pieds de celles-ci, ainsi qu'à l'usage collectif qui en découle de manière à mettre en évidence le terrain et les moyens dans lesquels s'inscrivent l'action des habitants de ce quartier dans une démarche de résilience urbaine.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT NUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Jardins aux pieds des barres



C: Mobilier installé par les habitants au niveau des entre barres



Extension de la façade



Fermeture des loggias



Jardinières aux entrées des barres

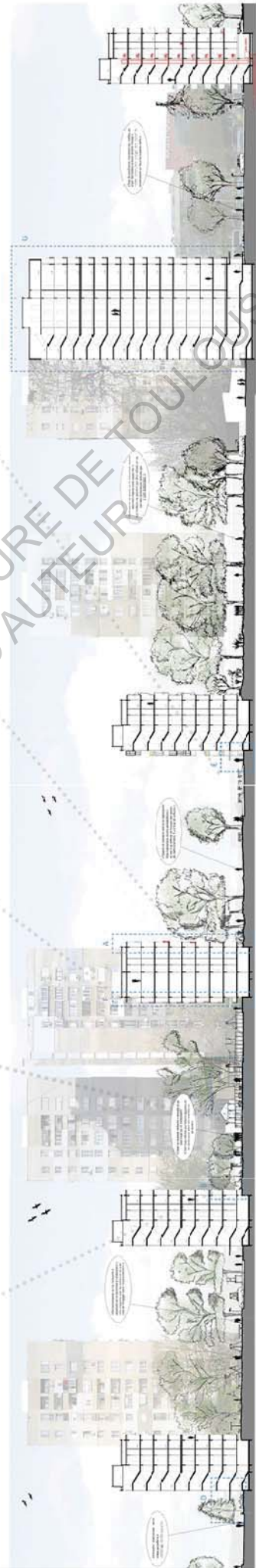


Illustration 40: Appropriations des habitants dans le quartier de Trochevo
source: élaboration CRAB

II - Observation des moyens mis en place par les habitants lors de la transition post socialiste face au basculement politique et au changement économique

En 1991, la chute du régime communiste et le passage à une économie de marché remet en cause les principes de la planification soviétique. L'instabilité politique amène un désintérêt de l'état pour la gestion de ces quartiers. La redéfinition de la propriété individuelle et la privatisation modifient le rapport à la propriété.

Ces réformes vont provoquer un bouleversement social important, la pauvreté et le chômage s'accroissent, obligeant les habitants à trouver des solutions alternatives sans l'appui de l'État. Libéré d'un mode de gestion, les collectivités locales recomposent ainsi leur cadre de vie.

Afin d'observer les moyens mis en place par les habitants lors du basculement politique et économique, je me suis principalement concentrée sur l'étude des entre-barres, lieux du collectif (*illustration 40*).

II.1 - Appropriations habitants

II.1.a - L'espace collectif des entre barres

Lors des visites et entretiens menés sur le site de Trochevo, j'ai pu observer une appropriation très importante des entre barres et notamment des pieds de barres par un aménagement paysager des entrées (au nord) ou des jardins (au sud), mais également par la mise en place d'assises, de tables, de barbecue etc..



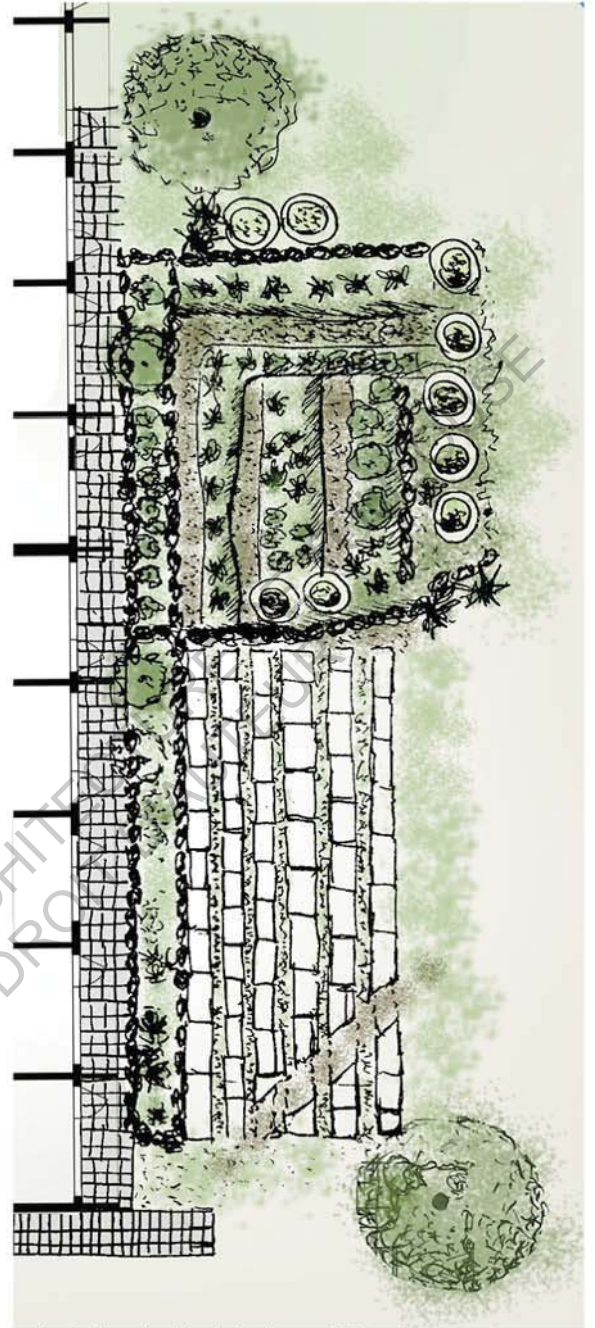
Jardin au pied de la barre 76 (sud)



Jardin au pied de la barre 76 (sud)



Illustration 41: Les espaces jardinés aux pieds des barres
source: élaboration CRAB



relevé d'un jardin de la barre 76 (sud)



délimitation des espaces jardinés

Ces entre barres sont les espaces du collectif, des lieux de rencontres investis face à la non implication des pouvoirs publics. Ceux-ci se trouvent dans les micro-rayons en quantités importantes.

Chacune des entre deux barre fut pendant la période soviétique, un espace vert aménagé en lien avec un espace de jeux pour enfants. Ces espaces furent ensuite laissés à l'abandon et délaissés par les pouvoirs publics. La sensation d'insécurité provoquée par le manque d'entretien, la présence d'herbes hautes et de déchets, amena les habitants à s'approprier ces espaces et à les mettre en valeur en les entretenant par des plantations de fleurs, et des aménagements hérités d'une tradition rurale et d'une vie communautaire. Ces aménagements ont suffi pour faire cesser certains gestes d'indiscipline comme les jets de poubelles depuis les loggias.

Aujourd'hui ces jardins sont essentiellement entretenus par des femmes âgées qui se regroupent par deux ou trois regrettant le manque d'implication des plus jeunes. Chacun de ces jardins est dédié à une ou un groupe de personne. Le relevé détaillé des jardins (*illustration 41*) montre une culture de la parcelle, de la division. On peut ainsi lire des marques d'identification et de limites qui divisent cette bande jardinée, ainsi que des espaces autrefois jardinés et aujourd'hui abandonnés. Cette appropriation est essentiellement esthétique et reprend des codes ruraux, comme l'image du potager, du puits, des petits cheminements etc. (*illustration 42*)

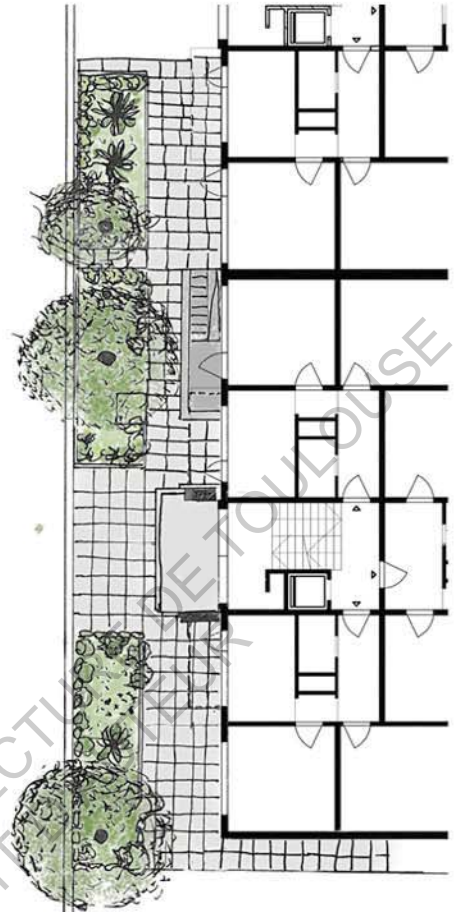
Les habitants construisent également eux même du mobilier correspondant à leurs besoins comme par exemple une table et des bancs pour jouer aux cartes à l'abri du vent, des pots de fleurs à partir de pneus, ou encore des bancs aux entrées des différentes cages d'escaliers pour que les personnes âgées puissent s'asseoir au soleil, se rencontrer, échanger (*illustration 43*). De même, face à l'absence de commerces, des magasins, superettes, coiffeurs, se sont installés aux entrées et au rez de chaussé des tours, locaux au départ lieux de



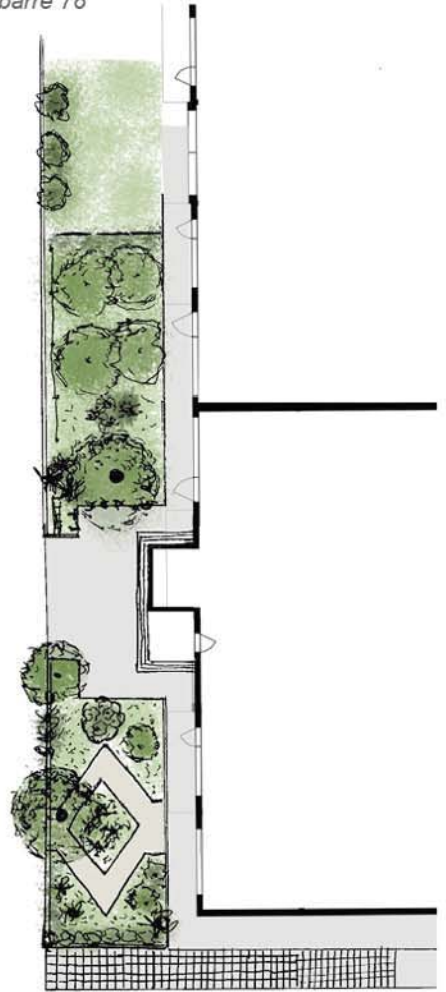
Esthétique de l'entrée



Image du puits et des cheminements ruraux



Relève des jardins nord (entrées) de la barre 78



Relève des jardins nord (entrées) de la barre fragmentée



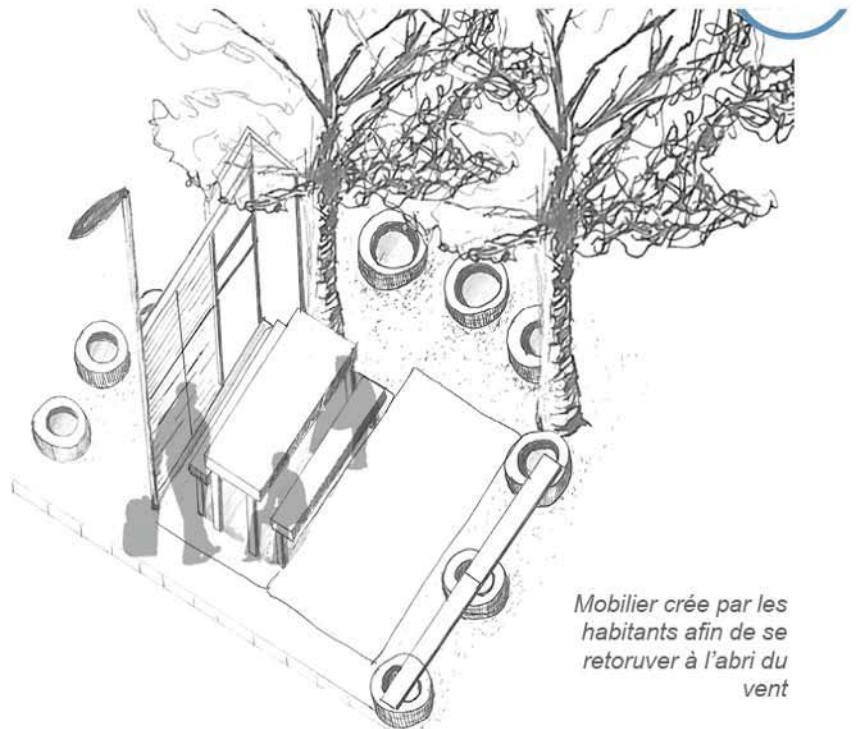
Lieu de rencontre



Espace de Barbecue



bancs aux entrées de immeubles
Illustration 43: Mobiliers
source: élaboration CRAB



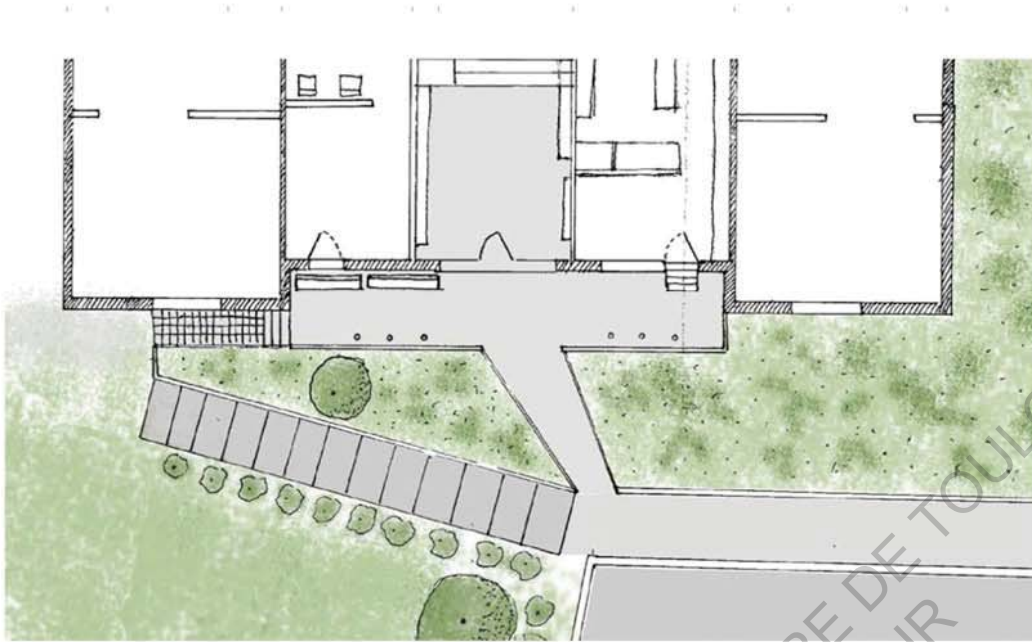
Mobilier crée par les habitants afin de se retrouver à l'abri du vent

réunion du Parti (*illustration 44*). Ces éléments sont la marque d'un attachement fort au milieu de la part des habitants, qui s'identifient à leur environnement qui leur procure satisfaction et fierté.

Ces aménagements sont des lieux de rencontre propres à chaque cage d'escalier et donc à chaque groupe dans le quartier. Cette organisation du quartier en cages d'escaliers permet de discuter des différents problèmes, enjeux à venir afin d'évoquer et de proposer des solutions. Cette organisation, d'abord implicite a été instrumentalisée par le pouvoir socialiste afin de s'occuper de l'entretien des immeubles et perdure aujourd'hui. Cependant elles se trouvent, à présent, dépassées par les financements, et l'ampleur des travaux à réaliser pour l'entretien des constructions mais constituent une structure sociale qu'il est indispensable de considérer. Il s'agit alors de développer ce système basé sur des solidarités locales, sur le long terme.

L'analyse des usages collectifs au niveau des entre barres montre un rapport personnel et familial à l'espace urbain. Il s'agit d'un espace de proximité défini par des liens familiaux et quotidiens. Ces usages relèvent d'enjeux sociaux propres à chaque groupe et permet à chacun d'exister à travers son encrage spatial.

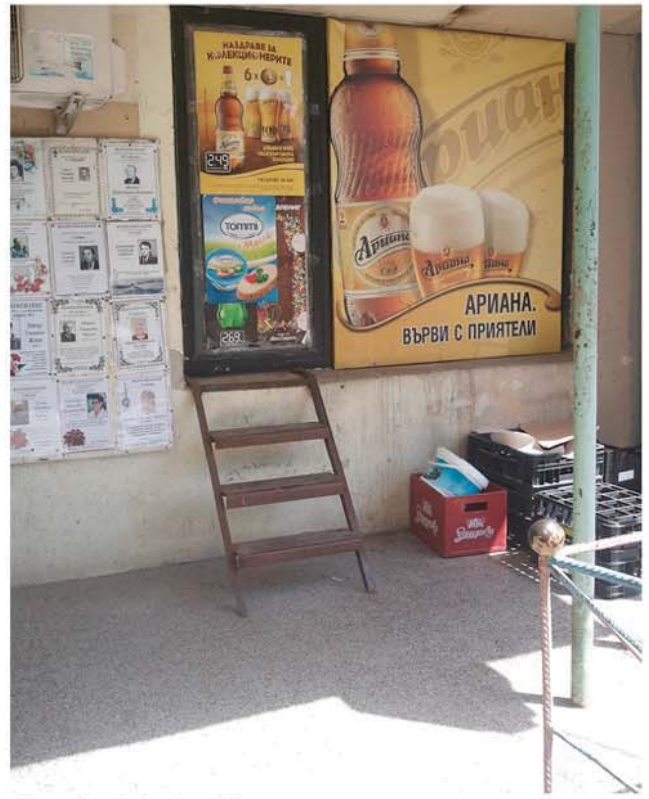
Ce « droit de propriété » sur ces espaces collectifs engendrent une implication forte des habitants notamment concernant la préservation des entre barres et de la qualité de vie qu'ils procurent. Ainsi les habitants nous ont fait part des différents désaccords avec la mairie ou des investisseurs privés par rapport à la vente de ces espaces, à des projets de construction et de densification des entre barres. Les collectifs habitants se sont d'ailleurs opposés à la construction d'un café car le projet prévoyait de détruire les arbres. Lors des différentes discussions menées avec les habitants ressort d'une façon très importante, l'intérêt que ceux-ci portent à leur quartier et au devenir de celui-ci. Cela explique la forte présence habitante lors de l'exposition du travail, clôturant le workshop, sur le quartier de Trochevo et des débats que celle-ci a engendrée.



relevé des jardins de l'entrée de la tour 81



entrée d'e la tour 79



Magasin de la tour 81

Ces usages entre barres donnent l'image d'un quartier très vivant au quotidien, animé par des lieux de rencontre, de vie, permettant des interactions importantes qui sont le moyen de conserver une certaine cohésion dans un contexte parfois difficile.

II.1.b - Appropriation des façades

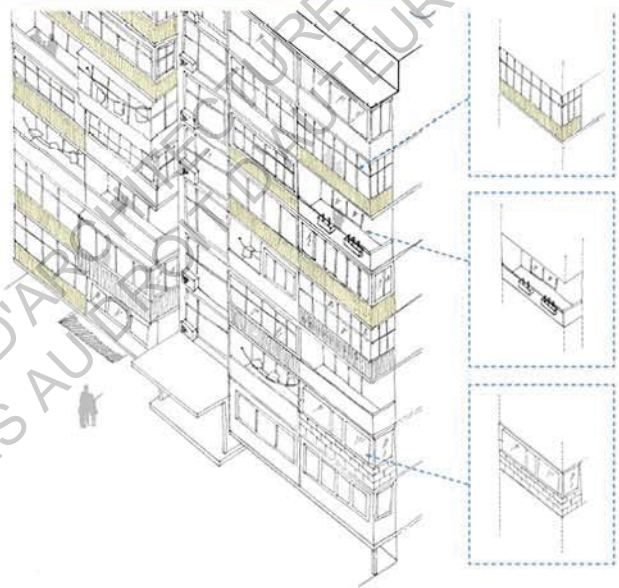
L'étude du quartier concerne également l'appropriation des façades. Celles-ci, malgré une unité voulue lors de la planification socialiste, sont le reflet d'une grande diversité. Ces variétés d'aménagements créent une diversité en façade qui forge l'identité de ces quartiers et qui permettent de conserver une certaine identité individuelle au sein du logement. La maison, par l'appropriation des façades reflète donc l'image d'un certain individualisme.

Même si certaines terrasses sont laissées selon le modèle original du projet, la plupart ont été transformées en des loggias ou pièces telles qu'une chambre. Ces aménagements ont provoqué des fermetures plus ou moins importantes des façades ou encore des avancées du plancher de la terrasse afin d'agrandir l'espace de vie. (*illustration 45*)

Selon les matériaux utilisés pour la fermeture des loggias, l'isolation peut être placée à l'intérieur, ou à l'extérieur et être de différentes épaisseurs. Les solutions mises en place présentent des performances thermiques faibles et insuffisantes pour empêcher les ponts thermiques. Le système de chauffage général préexistant et parfois remplacé par des solutions alternatives et individuelles comme des chauffages électriques ou des climatiseurs.



Appropriation de la façade sud de la barre 76



Croquis des diverses appropriations de la façade



appropriation de la façade nord de la barre fragmentée



Façade nord de la barre 75

Illustration 45: Appropriation des façades
source: élaboration CRAB

II.2 - Héritage rural

Comme le montre l'exemple du quartier de Trochevo, les modes d'appropriation des grands ensembles soviétiques reflètent une influence rurale : des balcons aménagés en celliers, serres, des jardinières en pied d'immeubles, des tables bancs pour réunir la population etc. Ces exemples sont des multitudes de lieux qui permettent de retrouver cette ruralité et donc un ancrage culturel.

En effet, l'exode rural tardif et les ruptures socio-économiques ont empêché la dissolution des liens entre les villes et les campagnes. La réalité sociale en Bulgarie fut encore très récemment paysanne et constitue un élément structurant des sociétés balkaniques, ainsi l'attachement fort au village natal est un élément essentiel de l'identité bulgare.

Cette ruralité se manifeste aujourd'hui par notamment la possession d'une deuxième maison à la campagne. Il s'agit d'une maison bâtie par ses propriétaires, lieu de repos, d'habitation de la famille et de certaines activités agricoles. Celle-ci est avant tout une maison de famille, où vivent encore les parents, ou restée dans les mains de la famille, après que ses membres, soient également venus vivre en ville pour des raisons économiques, tout en conservant leur maison d'origine où ils continuent de passer l'été. Elle n'est pas considérée comme une maison secondaire, elle est avant tout un lieu permettant de fournir des denrées agricoles de façon à subvenir aux besoins de la famille. C'est ainsi que l'augmentation du chômage et de la pauvreté durant la transition postsocialiste a favorisé le renouement des liens avec la campagne et une économie parallèle de substitution.

L'agriculture, pendant la période communiste, a pris une place très importante dans l'économie du pays. Le système communiste a d'ailleurs longtemps gardé des liens entre villes et campagnes, lors des périodes de récoltes durant lesquelles les travailleurs participaient aux travaux dans les champs.

Aujourd'hui, on assiste à un appauvrissement des campagnes, certains considèrent d'ailleurs que durant la transition, l'agriculture avait fait un retour de 100 ans en arrière.

Le changement de modes de vie amène un délaissement des campagnes, des petits villages et des maisons de familles qui sont vendues ou pillées.

Cet héritage rural est à l'origine d'une urbanité, un savoir vivre ensemble dans les villes bulgares. On assiste ainsi à un maintien de certaines pratiques agricoles comme les transformations aux pieds des immeubles en potagers, des entrées de magasins, de cafés en lieux de rencontres etc, et donc d'une réappropriation des espaces qui permet une continuité rurale même si celle-ci n'est parfois qu'esthétique, permettant de conserver ce lien à la terre.

La ruralité est visible spatialement mais également socialement. En effet, les rapports que les habitants entretiennent avec leurs pratiques rurales sont également visibles dans la structure sociale d'un quartier comme Trochevo et notamment dans les relations de voisinage où encore dans la surveillance des enfants.

L'image du village et d'une société villageoise où s'exprimerait une forme de fraternité sociale et d'une solidarité de proximité sont parés de vertus d'équilibre.

L'attachement au village, et aux réseaux familiaux est un élément essentiel de l'identité bulgare et permet aux habitants de supporter les crises. C'est ainsi que ceux-ci ont pu s'adapter aux changements politiques. Les espaces des entre barres, lieux du collectif, deviennent alors essentiel au maintien de ces pratiques et donc à une forme de résilience urbaine.

II.3 - Co production de l'espace urbain : entre usage et programmation

L'identité du peuple bulgare s'est construite, au cours de son histoire, par assimilation de différentes cultures formant ainsi une culture unique capable de conserver ses caractères tout en incorporant les réalités de son temps. Ainsi au cours du temps, l'espace urbain a été le résultat de politiques urbaines diverses et d'une recherche puis d'une revendication d'une identité.

L'inachèvement des grands ensembles est à la fois un poids et source d'une dynamique. En effet, le manque d'équipement permet une implication des habitants de manière à subvenir à leurs besoins quotidiens. La forte appropriation de l'espace et le manque d'implication politique sont à la source d'initiatives locales localisées en réponse à des besoins essentiels des usagers et aux pratiques quotidiennes. (*illustration 46*)

J'ai ainsi pu faire le lien entre ce qui a été conçu lors de la planification et l'espace tel qu'il est vécu aujourd'hui. Ainsi à Trochevo, le gigantisme d'une forme urbaine nouvelle, que sont les grands ensembles à leur construction, a laissé place à divers aménagements à la fois faits de banalités quotidiennes, de mémoires, et d'images culturelles (image du puits), renvoyant à des expériences particulières notamment rurales et à des appropriations affectives issus de pluralisme culturel.

Dans les années 1970 lors de la construction des grands ensembles socialistes en Bulgarie, les habitants se doivent généralement de participer à la construction de leur logement de façon à en avoir la propriété. Ces travaux vont aussi concerner les finitions, et seront l'objet de premières marques d'appropriation, permettant à chacun d'affirmer son identité dans un système communautaire. On peut observer un volontarisme de la part de l'état de laisser faire ces appropriations, notamment du à un désengagement total de celui-ci



Illustration 46: Espace vécu du quartier de Trochevo
source: élaboration CRAB

vis à vis de la politique du logement. Pendant la transition apparaît une culture urbaine spontanée plus importante.

Cette co-production de l'espace urbain entre la programmation et l'usage vient d'une adaptation forte des habitants qui résulte d'une capacité, déjà présente au cours de leur histoire, à « faire avec » et à rendre convenable ce qu'il ne l'est pas.

A Trochevo, les immeubles et leur entre barres sont ainsi gérés et entretenus exclusivement par leurs habitants, à l'exception des jeux pour enfants. L'installation de ces jeux résulterait davantage d'une action ponctuelle visible avant les élections que d'une implication politique pérenne.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Conclusion

Les diverses appropriations visibles au sein du quartier renvoient à des héritages notamment ruraux, et à des expériences affectives issues d'un pluralisme culturel. En effet, l'unité des façades voulue pendant la période socialiste est aujourd'hui le reflet d'une grande diversité et l'image de l'individualisme de ses habitants.

L'étude du quartier de Trochevo a montré que l'inachèvement des grands ensembles ne porte pas forcément préjudice au quartier mais était source d'une dynamique. En effet ce manque d'équipements, et d'implication des pouvoirs publics dans l'entretien et la gestion de ces espaces est également à l'origine d'initiatives locales en réponse à des besoins essentiels des usagers et aux pratiques quotidiennes. Ces usages au niveau des entre barres permettent des interactions importantes qui sont le moyen de conserver une certaine cohésion dans un contexte parfois difficile.

Dans cet objectif d'améliorer les conditions de vie, concernant la réhabilitation énergétique des immeubles, j'ai pu constater que l'appropriation importante de la part des habitants est aussi issue d'une capacité à dépasser les normes de façon à « construire créatif »⁷⁵. Cette co-production de l'espace urbain entre la programmation et l'usage vient d'une adaptation forte des habitants qui résulte d'une capacité, déjà présente au cours de leur histoire, à « faire avec » et à rendre convenable ce qu'il ne l'est pas.

La dernière partie propose de mettre en avant les dynamiques habitantes, comme le collectif et la liberté d'initiatives, qui permettent aux habitants d'être acteurs de la résilience.

⁷⁵ BELLEMARE G, KLEIN JL, « Innovation sociale et territoire, convergence théoriques et pratiques », Presses de l'université du Québec, 2010.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

III - Dynamiques habitantes

III.1 - Agir en commun

Le principe d'action collective renvoie à la capacité des habitants à mettre en commun des ressources afin d'atteindre un objectif. Ainsi l'action collective est le résultat des dynamiques de coopération mises en place par les acteurs. Ces dynamiques renvoient à une multiplicité de relations avec l'Etat, une multiplicité d'histoires, de groupes communautaires qui cohabitent ensemble et qui s'engagent pour améliorer la vie quotidienne, réguler les problèmes sociaux et développer les interactions sociales entre voisins.

L'action collective a toujours une forme organisationnelle, même si celle-ci peut aller du plus spontanée au plus programmée. On peut observer des organisations réunissant des acteurs, d'accord ensemble pour accomplir l'action, ou bien des organisations plus implicites où chacun possède une ressource indispensable à l'accomplissement de l'action.

L'action collective est tributaire du soutien ou au contraire de l'absence voire de l'opposition des pouvoirs publics, conférant à l'action collective une dimension politique. Face au délaissé des pouvoirs publics, concernant la politique du logement, se sont donc mises en place ces organisations collectives afin de revendiquer les droits des habitants.

On peut observer à Trochevo, deux types d'organisations collectives. Premièrement une organisation en association concernant la gestion et l'entretien des immeubles. Comme nous avons pu le voir précédemment, celle-ci a été institutionnalisée par le pouvoir socialiste, face à une politique du logement absente, de façon à gérer ces nouveaux espaces. Ces associations dites en « cages d'escaliers », qui rappellent les formes d'organisation du *millet* ou du *komsiluk*, réunissent les propriétaires des appartements qui vont se

charger, généralement par eux-mêmes, des travaux de maintenance, de peinture, de ménage etc. Ces travaux sont financés par les cotisations des habitants, l'impossibilité pour certains de régler celles-ci créant certaines tensions au sein de l'immeuble. Il s'agit d'une organisation à laquelle l'individu appartient par nécessité ou par tradition, mais c'est également un instrument de médiation entre l'individu et les pouvoirs publics.

Une seconde organisation moins formelle a vu le jour concernant l'entretien des espaces verts des entres barres. Même si certains habitants nous ont confié vouloir imposer une taxe à ceux qui ne s'y impliqueraient pas, cette organisation résulte de la volonté de petits groupes de personnes, généralement âgées pour lesquels l'image du quartier est très importante. Il s'agit dans ce cas d'un projet collectif regroupant des individus partageant les mêmes valeurs, issus d'une organisation volontaire.

Ces organisations apparaissent alors comme la construction d'un ordre local dont les caractéristiques structurent la capacité d'action collective.

Le collectif renvoie donc à un espace où tous les acteurs sont en interaction. Cet espace est construit par une proximité physique, et sociale en mobilisant des référents culturels. Ainsi l'action est issue d'une architecture complexe entre le collectif et la personne.

Les engagements collectifs ont une dimension culturelle et affective importante. Il est donc important de prendre en compte la multiplicité des apports de chacun, déterminée par des personnes, des objets, des récits, des symboles, des rites etc, et leurs impacts sur le collectif. Le fonctionnement de l'organisation du cadre de vie par une pratique urbaine collective repose donc sur un respect mutuel de chacun, où par exemple à partir d'une certaine heure, les jeunes laissent les bancs aux personnes plus âgées venues jouer aux cartes. Cependant les façades sont davantage le reflet d'un intérêt individuel qui prévaut sur le collectif. En effet, les différentes extensions, et travaux d'isolations, ne sont pas accompagnés d'une réflexion collective

posant aujourd'hui des problèmes structuraux et thermiques. Le lieu du collectif s'arrête donc aux entre barres et parties communes.

Ces moyens de gestions, même si ils se trouvent parfois ponctuels, montrent les potentialités d'un groupe social.

III.2 - Les habitants acteurs de la résilience

Selon T. Campanella⁷⁶, ce sont les habitants d'une ville qui constituent sa résilience et non ses constructions. En effet, le but de la résilience est aussi de donner sens dans une logique de continuité des valeurs. L'objectif de « ville résiliente » ne doit pas oublier l'humain, ce principe fonctionne lorsqu'il n'y a pas opposition avec les valeurs personnelles de l'individu et que l'individu est porté par une culture qu'il soutient et dans laquelle il se reconnaît qu'il prend ou y trouve sa place. Pour I. Mumford⁷⁷, « la conception physique des villes et leurs fonctions économiques sont secondaires à leur relation à l'environnement naturel et aux valeurs spirituelles de la communauté humaine ». Ainsi, la résilience de certaines villes a démontré que même lorsque les événements ont détruits les structures bâties, les structures sociales demeurent.

La perception qu'ont les acteurs modifie la façon d'appréhender des changements. Au niveau des usages, elle laisse une possibilité d'utiliser autrement l'existant, une part de liberté est donnée au citoyen. Face à une crise, un changement, comme en Bulgarie la chute du communisme, et les pénuries, instabilités économiques sociales et politiques qu'elle a engendrée, les habitants réagissent et

⁷⁶ CAMPANELLA T, « Urban Resilience and the Recovery of New Orleans », *Journal of the American Planning Association*, 72, 141-146, 2006.

⁷⁷ MUMFORD L, « Le déclin des villes ou la recherche d'un nouvel urbanisme », *Population*, vol. 26, 1971.

s'organisent afin de prendre en charge directement leur environnement. Ces initiatives à l'origine d'« expériences locales » que M Bassand, J C Bolay et Y Pedrazzini qualifient de « potentiel créateur »⁷⁸, sont des réappropriations de savoirs, qui permettent l'innovation sociale. Ces processus de création se mettent en place dans les moments de crise.

Les qualités de la ville malléable passent donc par la prise en compte du local, de la diversité des lieux d'appartenance et des identités multiples, permettant à chacun de prendre part à la vie de la cité. Mais également, par l'espace public comme « espace de désorientation positive »⁷⁹ capable de produire autre chose.

Favoriser l'appropriation, la collaboration permettrait alors de faciliter l'acceptation et l'appropriation des mesures mises en place, y compris en amont de la crise.

Cette approche permet de questionner le rôle des comportements individuels, les jeux de pouvoir les structures de gouvernance mais aussi le rôle de l'initiative habitante dans la résilience urbaine.

L'initiative est représentée dans des lieux ou des moments mis à la disposition des acteurs, tels des « laboratoires » dans lesquels s'actualisent les changements en cours.

Ce sont dans ces espaces du collectif, l'étude se concentrant principalement aux entre-barres, que l'on peut donc observer ces dynamiques urbaines d'appropriations et d'initiatives habitantes. Ces initiatives s'inscrivent dans des processus de recomposition identitaires, sociaux, historiques, ainsi que dans un double mouvement de persistance aux modèles anciens, tel que ruraux et d'acceptation et d'adaptation au modèle économique en cours.

⁷⁸ BASSAND M, BOLAY JC et PEDRAZZINI Y, « habitat créatif, éloge des faiseurs de villes » *Dossier pour un débat n°62*, ed Charles Léopold Meyer, Lausanne.

⁷⁹ ibidem

« Ces espaces de vie sont ainsi des vecteurs d'expression directement liés aux processus d'enracinement, de territorialisation et d'appropriation, ainsi que du double processus de résistance et d'adhésion au modèle urbanistique dominant où s'affrontent les processus de domination-reproduction-désintégration et les processus de libération- création-transformation du développement urbain »⁸⁰

Les habitants qui entretiennent une relation significative avec leur milieu, leur communauté, sont donc davantage disposés à prendre des mesures pour le protéger mais également sont plus attentifs aux éléments et aux changements. C'est donc dans la capacité à connecter de nouvelles formes d'auto-organisation, de gestion, d'engagement lié aux mouvements sociaux, à renouveler des liens que les initiatives peuvent être vecteur de transformation.

Ainsi l'initiative locale, en développant la part donnée au citoyen pour détecter des signaux du changement, peut être à l'origine d'une dynamique résilience urbaine. C'est pourquoi il est important de considérer la capacité d'innovation que possèdent les habitants et la dynamique résilience qu'ils peuvent engendrer si le contexte leur permet une possibilité d'initiatives. L'hypothèse formulée est alors que cette dynamique peut être suscitée par une liberté d'initiative.

III.3 – Facteurs permettant l'initiative habitante

Les contextes institutionnels, politiques, culturels et historiques influencent la construction d'initiatives et le degré et les formes d'organisations des mouvements sociaux à l'échelle locale. Ainsi le niveau d'initiative est lié à une référence plus ou moins importante aux valeurs de la société.

⁸⁰ SOLINIS G, « Dynamique culturelle, espace construit et rapports sociaux », Rapport du Groupe Thématique n° 1 de l'ARCI, Paris, 1990.

Le patrimoine de la Bulgarie, lié à celui des Balkans, est ponctué de nombreux bouleversements, mutations sociales politiques, économiques. Malgré des dominations idéologiques, culturelles politiques, tout au long de son histoire la Bulgarie a eu de fait de conserver sa culture et son identité, tout en assimilant ce qui leur parvenait, qui a impliqué une réécriture de l'histoire avec un nationalisme bulgare, des rejets de population et de l'influence ottomane.

Au cours de la transition post socialiste, la part de liberté laissée aux habitants aurait donc permis l'initiative, à l'origine d'un processus de résilience urbaine. Comment cette initiative a-t-elle été possible ? En quoi s'inscrit-elle dans une culture et un héritage particulier ?

III.3.a - Persistance de solidarités collectives

Le patrimoine urbain ne réside pas seulement dans le bâti mais aussi dans les pratiques, les rites, les mémoires etc.

Ainsi j'ai pu constater à Trochevo la présence de solidarités collectives engendrant une manière particulière d'habiter la ville. On peut retrouver ce type de solidarité dans la tradition communautaire du Komsiluk. Le Komsiluk est une structure sociale instrumentalisée par le régime socialiste qui désigne les « bonnes relations de voisinage »⁸¹ appartenant à des communautés différentes. Il s'agit d'un système de coexistence quotidienne entre les communautés s'exprimant à travers l'entraide mais obéissant à des règles de respect mutuel et de réciprocité, dans un contexte de mixité sociale forcée. Le Komsiluk trouve ses origines dans la période ottomane, où l'on pourrait l'associer à un ordre communautaire ottoman, le millet, une structure en communautés religieuses dans un empire ethniquement hétérogène.

⁸¹A Piric, in BOUGAREL X, « *Bosnie. Anatomie d'un conflit* », Paris : La Découverte, 1996.

On peut voir aujourd'hui que ce type de structure sociale continue de fonctionner. Celle-ci est à l'origine d'un système d'entraide entre voisins dans le respect de l'individualité et du « chacun chez soi », que l'on peut notamment observer lors du travail de la terre des jardins présents aux pieds des barres, lors de la construction de différents aménagements pour le quartier, ou encore lors de problèmes juridiques etc.

A Piric décrit d'ailleurs le Komsiluk comme étant une « institution culturelle sur laquelle on peut s'appuyer dans les moments de crise et de faiblesse et avec laquelle on peut se réjouir dans les moments de prospérités et d'insouciance »⁸².

Ce fonctionnement s'inscrit dans des rapports de quotidienneté, de proximité physique mais aussi sociale. En effet, La proximité ne repose donc pas uniquement sur la localisation mais sur l'existence de représentations communes de l'espace permettant d'agir. Ainsi la proximité géographique s'associe à un espace délimité commun, lieu d'interaction, où se partagent des valeurs communes.

C'est alors que la persistance d'une solidarité sociale, en favorisant l'interaction entre voisins favorise l'attachement à un milieu, la prise de conscience d'intérêts communs et d'attitudes qui peuvent être à la source d'initiatives.

III.3.b - Absence de gestion des pouvoirs publics :

La dynamique des mouvements collectifs renvoie aux conflits sociaux internes présents à la base. Ces conflits traverses les structurent sociales, les rendant adaptables. Les années sous le régime socialiste ont limitées la mise en place de politiques d'aménagement.

⁸² A Piric, in BOUGAREL X, « *Bosnie. Anatomie d'un conflit* », Paris : La Découverte, 1996.

« Les pouvoirs locaux n'étaient que des relais : dans ce contexte, l'existence d'une culture d'aménagement du territoire ne pouvait guère émerger, tant elle dépend intrinsèquement non seulement d'une prise en compte et d'une remontée des problèmes et des besoins de terrain, mais aussi d'une capacité d'action de collectivités locales dotées d'une certaine autonomie politique et budgétaire. »⁸³

Les raisons économiques de l'absence de gestion des pouvoirs publics sont une des clés de la liberté laissée aux habitants dans les quartiers des micro-rayons permettant l'initiative. Ainsi dans leur relation avec l'Etat, les structures sociales conservent une capacité transformatrice.

Le peu d'intérêt accordé par l'état à la politique du logement des grands ensembles, le manque d'équipement, et les nécessités quotidiennes obligent les habitants à trouver d'autres moyens de gérer, d'entretenir et d'organiser leur espace. Cette participation, n'était pas prévue à l'origine. En effet, pendant la période socialiste, en échange de la propriété du logement, les habitants s'impliquent dans la construction de ceux-ci. Cette forme de participation est cependant cachée et décrite par l'état Parti comme un don.

Ainsi, malgré les pénuries, la crise économique et les instabilités politiques, ceux-ci s'organisent et s'impliquent directement dans leur environnement en adaptant leur espace à leurs modes de vie. Ils sont ainsi stimulés à chercher des solutions pour s'investir. Cette liberté laissée, par défaut, aux habitants permet à ceux-ci de répondre à leurs usages quotidiens et d'ouvrir de champs de possibilités d'adaptations.

Cette implication va principalement se faire dans les espaces verts non bâtis, présents en quantités importantes dans les micro-rayons.

⁸³ COUDROY DE LILLE L, BOULINEAU E, « L'aménagement du territoire européen au défi de l'élargissement vers l'Est », p. 164, Armand colin.

Cette faible densité, lieu de perspectives individuelles et collectives, va donc également jouer un rôle important.

Ainsi les tensions qui traversent les structures sociales entre autonomie, contre pouvoir et forte institutionnalisation est à la fois structurelle et source de dynamique. En effet, elle permet de réinterroger les formes d'intervention et d'action et de constituer une base pour leur renouvellement.

Les facteurs permettant l'initiative sont donc liés à une certaine « habitude d'agir » liée à des formes de solidarités collectives, des valeurs religieuses ou communautaires. Mais également liés à des facteurs permettant d'agir lié dans ce cas à un contexte politique instable et absent dans la politique du logement. Des facteurs personnels et affectifs entrent également en compte, notamment liés à un attachement à la nature, à une certaine perception des problèmes, ainsi à un intérêt personnel.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Conclusion

L'étude de la résilience a montré que même lorsque des évènements ont détruits des structures bâties, les structures sociales demeurent.

A Trochevo j'ai pu constater des dynamiques d'appropriations et d'initiatives habitantes importantes. Ces initiatives s'inscrivent dans un double mouvement de recomposition d'héritages identitaires, sociaux, historiques, culturels tel que l'attachement à ruralité, avec des modèles économiques en cours. L'étude du quartier de Trochevo à Varna, met en évidence que l'initiative génère une dynamique de reconversion socio-économique et qu'elle apporte un effet structurant sur le développement des communautés. Cette capacité d'initiative est issue de nombreux facteurs socio-culturels, historiques et politiques comme la persistance de solidarités collectives ou une absence de gestion politique et de la faculté de certains à mobiliser des ressources et des personnes dans un cadre propice à l'expression des compétences. Ainsi, malgré les pénuries, la crise économique et les instabilités politiques, les habitants s'organisent et s'impliquent dans leur environnement en adaptant leur espace à leurs modes de vie. Ils sont ainsi stimulés à chercher des solutions pour s'investir.

La capacité transformatrice et la liberté laissée, par défaut, aux habitants permettent à ceux-ci de répondre à leurs usages quotidiens et d'ouvrir de champs de possibilités d'adaptations. L'initiative, dans sa capacité à connecter de nouvelles formes d'auto-organisation, de gestion, d'engagement lié aux mouvements sociaux, à renouveler des liens peut être alors vecteur de transformation. En surmontant crises et problèmes en générant des compromis le développement de cette capacité d'initiative paraît être à la source d'un processus de résilience.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

CONCLUSION DU TERRAIN D'ÉTUDE

Cette dernière partie propose, à partir d'observations, d'entretiens et de relevés, d'exposer les moyens mis en place par les habitants face au basculement politique et au changement économique lors de la transition post socialiste. L'étude se concentre principalement sur les entre barres, lieu des usages collectifs. Ces espaces sont sujets à diverses appropriations de la part des habitants qui renvoient à des héritages socio- culturels, notamment ruraux, ainsi qu'au pluralisme culturel qui fait l'identité de la Bulgarie. Ces appropriations ont également pour origine une capacité à transgresser un système établi et à rendre convenable ce qui ne l'est pas. On peut alors remarquer une co-production de l'espace urbain, entre usages et programmation.

Le manque d'équipement et d'implication des pouvoirs publics dans l'entretien et la gestion de ces espaces est à l'origine d'initiatives locales, de la part des habitants, répondant aux besoins essentiels et quotidiens des usagers. Cette possibilité d'initiatives, en développant la part donnée au citoyen, est source d'une dynamique de reconversion socio-économique. C'est ainsi que les espaces des entre barres, lieux du collectif, deviennent alors essentiels au maintien de ces pratiques et donc à une forme de résilience urbaine.

Les habitants, de part leurs dynamiques d'appropriations issues d'une liberté d'initiatives, seraient donc acteurs d'une forme de résilience urbaine face à une perturbation politique, sociale, et économique.

Qu'est ce qui permet alors cette initiative ? L'étude du quartier de Trochevo a montré qu'elle est issue d'une forme de persistance d'héritages identitaires, sociaux, historiques tout en incorporant le modèle en cours. Ainsi la persistance de solidarités collectives, une absence de gestion des pouvoirs publics, une capacité, sans s'opposer frontalement, à rendre convenable ce qui ne l'est pas sont

autant d'éléments permettant la mise en place d'un cadre propice à l'expression d'initiatives locales.

Il est également nécessaire de remettre en place l'importance de la gouvernance. En effet, une politique au niveau des micro-rayons des grands ensembles soviétique absente des préoccupations des décideurs, pourrait laisser la place à des investissements privés qui ne prendraient pas en compte la richesse sociale que représente ces quartiers pour ses habitants, et de leur ôter la possibilité de s'approprier cet espace et de ne plus permettre aux actions spontanées de se mettre en place. Ceci pourrait avoir pour conséquence une perte d'identité irréversible de ces quartiers et un désengagement de la part des habitants.

Tout ceci réside donc dans la prise de conscience des capacités de ces quartiers et de leurs habitants à être partie prenante de leur évolution et dans le développement des échanges entre habitants et institutions.

Dans un monde où la rentabilité a souvent été maître mot, cette analyse nous incite à reconsidérer la capacité de résilience d'un quartier, d'une ville, à travers l'action de ses habitants, et le choix d'une politique de la ville permettant son expression. L'initiative, en développant la part donnée au citoyen attentif aux changements, se trouve ainsi stimulé à chercher des solutions pour s'investir et est vecteur de transformations. Cette capacité d'initiative paraît ainsi être à la source d'un processus de résilience.

CONCLUSION

GÉNÉRALE

Cette étude signe une première ébauche de réflexion initiée par une observation, celle que la ville est faite d'autant d'éléments hétérogènes que de points de vues. Dans un premier temps je me suis donc intéressée aux diverses approches qui constituent la diversité de la ville à travers le temps, et notamment à la perception que les habitants ont de la ville. En effet, les espaces urbains se transforment continuellement dans l'esprit des habitants et se chargent de nouvelles significations à partir d'une réalité. On assiste ainsi à des cohabitations, des adaptations, ou encore des ruptures qui définissent le degré d'indétermination de la ville.

J'ai particulièrement porté mon attention sur la constitution de la ville, système aux multiples interactions et à la part de liberté que celle-ci laisse aux habitants. La ville est en évolution constante, résultat d'une adaptation de l'espace au temps. La poursuite de cette réflexion m'a amené à la notion de ville malléable, ancrée dans l'épaisseur de son passé et résistant avec ses valeurs héritées tout en composant avec le mouvement du temps, créant ainsi des adaptations, ruptures, conservations, destruction etc. Le questionnement s'est orienté vers la capacité d'une ville à ingérer ces changements, à s'adapter à un événement l'obligeant à se réorganiser : comment les habitants pouvaient être acteurs de cette adaptation ? La problématique qui en résultait fut la suivante : comment l'action des habitants peut-elle s'inscrire dans une démarche de résilience urbaine ?

Mes premières hypothèses portaient des postulats que les habitants étaient porteurs de phénomènes de résistance plus ou moins forte, dus à la transmission des rites, des héritages, de rupture, ou au contraire de renaissance, de continuités dans la discontinuité, ou encore d'adaptation.

La première partie théorique « *Territoire, Perception, Résilience* » a eu pour but de définir le territoire comme support de la réflexion, et de l'action, sur lequel viennent se développer une variété de projections individuelles et collectives, les perceptions propres à chacun, pour enfin délimiter le cadre de la résilience dans lequel j'allais me limiter.

La construction de la territorialité apparaît être le lien entre l'espace et le social. Dans cette fabrication de nombreuses interactions concernant les différentes dimensions du territoire entrent en jeu, investies par le sensible, d'où la prise en compte des imaginaires, des perceptions individuelles ou partagées. En intégrant le sensible, la perception va agir sur la production ou la transformation de l'environnement. C'est ainsi que les nombreuses interactions entre les individus, entre les individus et leur milieu, entre les temporalités, sur une ville souple telle une plateforme ouverte aux changements, mais également ancrée dans son passé comme source d'expérience et de repères permettraient l'adaptation face à une perturbation. La résilience urbaine s'inscrit alors dans cette capacité à « ingérer » une perturbation et de susciter une réaction positive.

Le milieu agit sur l'individu et l'individu agit donc sur le milieu. Cette première réflexion m'a amené à la constatation que, par leurs actions issues de facteurs personnels, collectifs et socio-culturels, et suivant un contexte politique et historique, les habitants auraient, ou non, la capacité de mettre en place des solutions pouvant s'inscrire, inconsciemment, dans une démarche de résilience urbaine face à une perturbation.

L'analyse qui s'en est suivie, à partir d'un exemple concret, celui de la Bulgarie et du quartier de Trochevo à Varna, ville et port de la mer Noire d'environ 340 000 habitants, a essayé de mettre en avant les moyens mis en place par les habitants, généralement inconsciemment, pouvant s'inscrire parfois dans une démarche de résilience urbaine.

En effet, au fil de son histoire, la Bulgarie s'est construite sur des héritages multiculturels. Forte de cette mixité, ce pays a également subi des dominations importantes, d'abord de l'empire Ottoman, puis l'influence de l'URSS ainsi que de nombreux mouvements de populations dus à la fluctuation des frontières, des crises politiques ou économiques. L'histoire montre ainsi que la Bulgarie a traversé de nombreux traumatismes tout en préservant sa culture, en défendant sa langue, ses héritages. Les périodes de transition reposent à la fois sur des dynamiques de destruction et de recomposition des patrimoines culturels, sociaux, historiques permettant d'absorber les traumatismes.

Il est devenu alors intéressant d'étudier plus précisément ce phénomène de résilience, après le changement politique économique et social provoqué par la chute du bloc communiste en 1991, dans le contexte d'aujourd'hui de volonté d'intégration européenne. L'étude s'est concentrée alors sur un quartier d'habitat socialiste, le quartier de Trochevo, situé dans le micro rayon de Mladost à Varna afin d'observer les moyens mis en place par les habitants après la chute du communisme. Le choix de ce quartier est intéressant pour l'étude des actions et des comportements, de par la visibilité des appropriations des habitants.

Les entretiens, observations et relevés sur le terrain principalement au niveau des entre-barres, lieu du collectif, ont mis en évidence une dynamique habitante importante possible grâce à une liberté d'initiative, permettant ainsi une forme de résilience urbaine face au délaissé politique, au changement économique et social provoqué par la chute du communisme. De ce fait, j'ai pu observé à Trochevo diverses appropriations habitantes qui renvoient à des héritages socio culturels ruraux, et à une capacité de transgresser un système établi afin de surmonter certaines difficultés. Cette capacité d'initiative est issue d'une persistance d'héritages identitaires et sociaux ruraux et historiques comme la persistance de solidarités collectives. De plus, le basculement politique et une forme d'absence de gestion des pouvoirs

publics dans ce type de quartier a été, malgré lui, un cadre propice à l'expression de compétences locales.

En développant la part donnée ou laissée au citoyen, cette possibilité d'initiatives est stimulée par la recherche de solutions à des préoccupations concrètes, est alors source d'une dynamique de reconversion socio-économique et est vectrice de transformation et d'adaptation. C'est ainsi que les espaces des entre-barres, essentiels au maintien de ces pratiques, deviennent le lieu d'une forme de résilience urbaine et de capacité d'initiative à la source même de ce processus.

En revenant sur l'exemple du quartier de Trochevo, il paraît nécessaire, dans tout projet de ne pas imposer une unique vision des choses mais de respecter l'espace de liberté qui permet de laisser libre cours aux initiatives habitantes. Ces initiatives sont basées sur des observations millénaires, une transmission d'un savoir être, d'un savoir faire, qui savent s'adapter à des problèmes concrets et quotidiens. Un espace suffisamment souple, où les libertés individuelles peuvent s'exprimer devient alors fédérateur d'un désir de vie de quartier, puis de la ville. Cet espace collectif existant permet une forme d'autogestion qui est le creuset d'initiatives pragmatiques et sociales.

Quel est alors le rôle de l'architecte et des organisations de gouvernance dans le maintien de ces initiatives ? Ne serait-il pas plutôt, comme ce qui se fait de plus en plus, dans l'accompagnement de projets, dans l'échange, dans l'interaction entre habitants et organisations de gouvernance ? L'application de solutions qui semblent convenir à un moment donné, peuvent parfois, comme l'a souligné L.Gagnol dans une étude qui soulignaient les stratégies d'atténuation ou d'adaptation, avoir sur le long terme des résultats opposés à ceux escomptés, et entraîner une perte d'autonomie et d'identité des habitants et une vision uniforme des quartiers, empêchant alors une mise en oeuvre d'un processus de résilience.

« Il y a nécessité pour l'humanité à apprendre à vivre avec des systèmes naturellement dynamiques et de ne pas chercher une maîtrise du court terme mais une dynamique résiliente à long terme. »⁸⁴

⁸⁴ CLARK WC, « sustainable development of the biosphere : theme for a research program, ed Cambridge university press, Cambridge, 1986.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

BIBLIOGRAPHIE

AURIAC F, BRUNET R, « *Espaces, jeux et enjeux*, Nouvelle encyclopédie des sciences et des techniques, Paris, Fayard-Fondation Diderot, 1986.

ASCHAN-LEYGONIE C, « Vers une analyse de la résilience des systèmes spatiaux », *L'espace géographique*, Tome 29, N°1 p 64-77, 2000.

BAILLY AS, « la perception des paysages urbains », centre de recherche d'urbanisme, Paris, 1977.

BASSAND M, BOLAY JC et PEDRAZZINI Y, « habitat créatif, éloge des faiseurs de villes » *Dossier pour un débat n°62*, ed Charles Léopold Meyer, Lausanne.

BATAKOVIC DT, « les frontières balkaniques au XXe siècle », guerres mondiales et conflits contemporains, n°217, 2005.

BERQUE A, « La maîtrise de la ville, urbanité française, urbanité nippone », ed de l'école des hautes études en sciences sociales, Paris, 1994.

LE BERRE M, "Territoires", *Encyclopédie de Géographie*, Paris, Economica, p. 601-622, 1995.

BOLTANSKI, THEVENOT, « De la justification, les économies de la grandeur » ed Gallimard, 1991.

BONNAIN-MOERDIJK R, A. MOLES et E. ROHMER, « *Psychologie de l'espace* », *Tiers-Monde*, vol. 14, n° 54, pp. 440-441, 1973.

BOUGAREL X, « Bosnie, anatomie d'un conflit, chapitre 3 », la découverte, 2011.

BOULINEAU E, « le déclin démographique bulgare. Bilan d'une décennie de transition postsocialiste », *Espace population et sociétés*, université des sciences et technologies de Lille, 2008.

BOULINEAU E, « maillages administratifs et gestion du territoire en Bulgarie, une lecture géographique », thèse sous la direction de REY V, Université de Paris I, 2003.

BOULINEAU E, « Bulgarie : Aménager un territoire européen périphérique », sous la direction de Y. JEAN et G. BEAUDELLE, *L'Europe, aménager les territoires*, Paris, Armand Colin, pp. 282-295, 2009.

CAMPANELLA T, « Urban Resilience and the Recovery of New Orleans », *Journal of the American Planning Association*, 72, 141-146, 2006.

CARPENTER S., WALKER B., ANDERIES J. M., ABEL N « From metaphor to measurement: resilience of what to what? Ecosystems » (En ligne), Vol. 4, n°8, p. 765–781, 2001.

CLARK WC, « sustainable development of the biosphere : theme for a research program, ed Cambridge university press, Cambridge (p5-48), 1986.

COUDROY DE LILLE L, BOULINEAU E, « L'aménagement du territoire européen au défi de l'élargissement vers l'Est », p. 164, Armand colin.

COT DB, « En suivant les Thraces », le Nouvel Observateur, n° 3327, 8 avril 2015.

CYRULNIK B, « entretien avec Denis Peschanski, mémoire et traumatisme : l'individu et la fabrique des grands récits » ed INA, 2012.

DANDOLOVA I, « l'essor du mouvement urbain à Sofia, Bulgarie », réseau projet, MOST UNESCO, 2005.

DEBARBIEUX B, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'espace géographique*, no 2, p. 97-112, 1995.

DERENS JA, « les Balkans : la crise », Balkanologie, Gallimard, 2000.

DEWEY J, « Expérience et Nature ». ed Gallimard, Paris, 2013.

DI MÉO G, « Introduction à la géographie spatiale », Armand Colin, Paris, 2014.

DI MÉO G, « De l'espace subjectif à l'espace objectif : l'itinéraire du labyrinthe », *L'espace géographique*, n° 4, p. 359-373, 1991.

DITCHEV I, « les métamorphoses de l'identité bulgare : musée et imaginaire national », ethnologie française, 2001.

DITCHEV I, « le communisme, entre don idéologique et don au quotidien », Diogène, n°194, 2001.

DJAMENT TRAN G, LE BLANC A, LHOMME S, RUFAT S, REGHEZZA ZITT M, « Ce que la résilience n'est pas, ce qu'on veut lui faire dire », 2011.

DURKHEIM E, « De la division du travail social » Vol1, Bibliothèque de philosophie contemporaine, ed Presses universitaires de France, Paris, 1973.

ELISSALDE B, « Une géographie des territoires », *L'information géographique*, Vol 66, N°66-3, p193-205, 2002.

GAGNOL L. SOUBEYRAN O, « S'adapter à l'adaptation, la condition sahélienne à l'épreuve de l'injonction au changement climatique. »,

Géographie et culture [en ligne], mis en ligne le 26 février 2013, consulté décembre 2014, Laboratoire Espace, Nature et Culture (ENEC), <http://gc.revues.org>.

GARLATTI G, citant Kostadin Cakarov, « Etude d'une guerre de classes, la révolution et la contre révolution bulgare » 2004.

GILEV G, DIMOVA B, "local action plan of city of VARNA, URBACT, 2011.

GODSCHALK D. R., « Urban hazard mitigation: creating resilient cities » *Natural Hazards Review* (En ligne), Vol. 4, n°3, p. 136–143, 2003.

GUEST M, « Sofia, paradoxe d'une politique urbaine post-socialiste », *l'espace géographique*, 2008.

GWIAZDZINSKI L, « Les territoires et les organisations à l'épreuve de l'hybridation », TTT3, Pacte, Grenoble, 28-29 mars 2012.

GWIAZDZINSKI L, « De l'hypothèse de réversibilité à la ville malléable et augmentée. Vers un néo-situationnisme », in SHERRER F., VANIER M. (Dir.), *Villes, territoires, réversibilités*, Editions Hermann, pp.205-219, 2013.

HALBWACHS M, « La mémoire collective », Presses Universitaires de France, Deuxième édition revue et augmentée, Paris, 1968.

HOLLING, C.S., "Resilience and stability of ecological systems", *Annual Review of ecology and systematics*, vol. 4, 23 p, 1973.

KIEL M, « la diffusion de l'islam dans les campagnes bulgares à l'époque ottomane (XVe-XIXe s) : colonisation et conversion », *revue du monde musulman et de la Méditerranée*, N°66, 1992.

KIEL M, « un héritage non désiré : le patrimoine architectural islamique ottoman dans l'Europe du Sud-Est, 1370-1912 », *Etudes Balkaniques*, 2005.

LAGANIER R. VILLALBA B. ZUINDEAU B, « le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire », *Approches territoriales du Développement Durable*, 2002. Mis en ligne le 01 septembre 2002, consulté le 06 janvier 2015. URL : <http://developpementdurable.revues.org>.

LAMIZET B, « les langages de la ville », Paris, Brochet, 1998.

LHOMME, S., D. SERRE, Y. DIAB & R. LAGANISER, « Les réseaux techniques face aux inondations ou comment définir des indicateurs de performance de ces réseaux pour évaluer la résilience urbaine ». *Bulletin de l'association des géographes français*, pp. 487-502, 1973.

MARIÉ M, « Un territoire sans nom, pour une approche des sociétés locales », librairie des Méridiens, Paris, 1982.

MUMFORD L, « La cité à travers l'histoire », ed seuil, Paris, 1964.

MUMFORD L, « Le déclin des villes ou la recherche d'un nouvel urbanisme », *Population*, vol. 26, 1971.

PELLING M, « *The Vulnerability of Cities: social resilience and natural disaster* », London, 2003.

PIMM S. L. « Complexity and stability of ecosystems ». *Nature*, Vol. 307, n°5949, p. 321–326, 1984.

PIOLLE X, « Mobilités, identités, territoires », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 65, no 3, p. 149-154, 1990.

PIRIC A, in BOUGAREL X, « *Bosnie. Anatomie d'un conflit* », Paris : La Découverte, 1996.

PIVETAU JL, citant M. Halbwachs dans « temps du territoire », zoé, Genève, 1995.

PREVELAKIS G, « l'amnésie contre la résilience : charte d'Athènes, nettoyage ethnique et marketing urbain », Colloque Migrations, mémoire et résilience, séminaire « résilience urbaine », ENS département de géographie, Paris, 2009.

DE ROSNAY J, « Le microscope, vers une vision globale ». Éditions du Seuil, Paris, France, 1975.

SEGAUD M, « Logement et habitat, l'état des savoirs », L'état des savoirs, ed La découverte, Paris, 1998.

SERFATY GARZON P, « le chez soi, habitat et intimité », Dictionnaire critique de l'habitat et du logement, ed Arman Colin, Paris, 2003.

SERRE D., TOUBIN M., BAILLY G., CORDIER M, « Tentative de définition générale de la notion de système urbain résilient ». Rapport WP4.1 du projet RESILIS, 1–36 p, 2013.

SCHERRER F, VANIER M, « *Villes, Territoires, Réversibilités* », Colloques de Cerisy-la-Salle, ed Hermann, Paris, 2010.

SOLINIS G, « Dynamique culturelle, espace construit et rapports sociaux », Rapport du Groupe Thématique n° 1 de l'ARCI, Paris, 1990.

TEISSERENC P, « les politiques de développement local » ed Economica,

Paris, 2002.

TISSERON S, « La résilience », *Que sais-je*, ed Presses universitaires de France, Paris, 2009.

TOUBIN M., LHOMME S., ARNAUD J.-P., DIAB Y., SERRE D., LAGANIER R., « La résilience urbaine face aux risques : une réponse transdisciplinaire. Fonder les sciences du territoire » Colloque international du CIST, Paris, France, p. 455–460, 2011.

TOUBIN M, LHOMME S, DIAB, Y, SERRE D, LAGANIER R., « La résilience urbaine : un nouveau concept opérationnel vecteur de durabilité urbaine ? » Vol 3, n°1, 2012.

TREMBLAY D, KLEIN JL, FONTAN JM., « initiatives locales et développement socio-territorial » ed Tele Université, Quebec, 2009

VANIER M, « Territoires, territorialité, territorialisation, controverses et perspectives », Presses universitaires de Rennes, 2009.

VALIULYTE J, Urban transformation of Riga's microrayons, Institute for sustainable urbanism, Braunschweig Germany, 2013.

VALTCHINOVA G, « orthodoxie et communisme dans les Balkans : réflexion sur le cas bulgare », archives de sciences sociales des religions, juillet-septembre 2002.

VALTCHINOVA G, « le passé, la nation, la religion : la politique du patrimoine en Bulgarie socialiste », regards croisés sur le patrimoine du sud Est européen, Etudes Balkaniques, 2005.

DE VILLANOVA.R, ROSE DUARTE.C, « Nouveaux regards sur l'habiter : Outils et méthodes, de l'architecture aux sciences sociales », Le Manuscrit, Paris, p82, 2012.

VOUKOV N, « le monastère de Rila : incarnation du passé national bulgare », études balkaniques, 2005.

WALLISTER B, « Systèmes et modèle, introduction critique à l'analyse de systèmes » ed Seuil, Paris, 1977.

larousse.fr/encyclopédie, consulté de janvier à juillet 2015.

<http://agup.varna.bg>, consulté en janvier 2015

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR